Quatre-vingt-treizième année. — N° 133. Le Numéro : 0,20 NF Mercredi 7 Juin 1961.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES



| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Textes d'intérêt général | Documents administratifs | DÉBATS | | Documents | | Conseil économique et social |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Assemblée nationale | Sénat | Assemblée nationale | Sénat | Avis et Rapports |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | TROIS MOIS | SIX MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| Métropole et Outre-mer | 18 NF | 35 NF | 65 NF | 40 NF | 9 NF | 22 NF | 16 NF | 30 NF | 30 NF | 8 NF |
| Etranger | 27 NF | 53 NF | 100 NF | 55 NF | 12 NF | 40 NF | 24 NF | 40 NF | 40 NF | 12 NF |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent le compte rendu intégral des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Les Éditions des DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition du CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL comprend les avis et rapports.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, Paris (15e). — Tél. : FON 51-00



*** Les textes qui, dans le sommaire, sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux du format in-8° carré.**

### MICROFILM DU « JOURNAL OFFICIEL »

On peut se procurer le **microfilm** du *Journal officiel* (édition Lois et décrets) **de 1869 à 1960** en s'adressant à l'Association pour la conservation et la reproduction photographique de la presse, 4, rue Louvois, Paris (2e) (tél : RIC. 51-48). Prix moyen d'une année : **420 NF.**

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

#### MINISTERES D'ETAT


*Arrêté* du 25 mai 1961 relatif au prix du pétrole brut-carburant d'In-Amenas (p. 5163).

*Arrêté* du 6 juin 1961 portant déblocage de diverses tranches du contingent de rhum pour 1961 (p. 5163).


#### MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES ALGERIENNES


*Arrêté* du 30 mai 1961 relatif aux conditions d'émission des obligations remises par la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales en paiement des indemnités dues pour le transfert des grands domaines agricoles ou forestiers (p. 5163).


#### MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE


*Décret* n° 61-475 modifiant le décret n° 55-1649 du 16 décembre 1955 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des secrétaires administratifs et des secrétaires d'administration des administrations centrales de l'Etat (rectificatif) (p. 5164).


**(1 f.)**

#### MINISTERE DE LA JUSTICE


*Décret* portant désignation des magistrats appelés à faire partie du tribunal de cassation aux armées siégeant à Metz (p. 5164).

*Décrets* portant nominations, attribution et cessation de fonctions, mise en disponibilité et admission à la retraite (magistrature) (p. 5164).

*Arrêtés* portant nominations, délégation de fonctions, acceptation de démission et conférant l'honorariat (magistrature et officiers publics et ministériels) (p. 5164).


GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR


*Décrets* portant nomination de membres du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 5165).


#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES


*Arrêtés* portant inscriptions à un tableau d'avancement, promotions et nominations :

Administration centrale (p. 5166).

Agents diplomatiques et consulaires (p. 5166).

Conseillers et attachés civils (p. 5166).


#### MINISTERE DE L'INTERIEUR


*Décret* du 6 juin 1961 portant dissolution du conseil municipal de la commune d'Escales (Aude) et institution d'une délégation spéciale (p. 5166).

*Décrets* portant nomination de préfets (p. 5166).

*Arrêté* du 25 mai 1961 déclarant d'utilité publique l'acquisition d'une propriété sise à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) (p. 5167).

*Arrêté* portant interdiction d'une publication étrangère (p. 5167).

*Arrêtés* portant nomination, intégration, mise en congé et admissions à la retraite (administration générale et administration centrale) (p. 5167).

**MINISTERE DES ARMEES**

*Décrets* modifiant de précédents décrets portant délégations de signature (p. 5168).

*Décrets* portant promotion, affectation et mise en position hors cadre d'officiers généraux (armée de terre, active et réserve) (p. 5169).

*Arrêté* du 13 mai 1961 relatif aux conditions de recrutement des officiers de réserve du commissariat de la marine (p. 5170).

*Arrêtés* du 23 mai 1961 relatifs à des régies de recettes et des régies d'avances (p. 5171).

*Arrêtés* et *décisions* portant inscriptions à un tableau d'avancement, promotions, nominations et mises en position hors cadres:

Administration centrale (air) (p. 5171).

Armée de terre (active) (p. 5171).

Armée de l'air (réserve) (p. 5171).

Régisseurs de recettes (p. 5171).

Régisseurs d'avances (p. 5171).

Sécurité militaire (p. 5171).

*Liste* des candidats autorisés à prendre part au concours pour le grade de stagiaire du commissariat de la marine (p. 5171).

*Tableau* de départ outre-mer du 1er juin 1961 (p. 5172).

**MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

*Arrêté* du 2 juin 1961 relatif au taux des bonifications d'intérêt qui pourront être allouées par l'Etat en 1961, sur proposition du comité de gestion du fonds national d'aménagement du territoire (p. 5178).

*Arrêté* du 5 juin 1961 modifiant l'arrêté du 15 avril 1960, pris en application du décret n° 60-370 du 15 avril 1960, relatif à la prime spéciale d'équipement (p. 5178).

*Arrêté* du 5 juin 1961 fixant la date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires nos 2 et 4 à la Cour des comptes (p. 5179).

*Arrêté* portant nomination de membres des groupes permanents d'étude des marchés (p. 5179).

*Tableau* d'avancement et *arrêtés* portant promotions, nominations, détachement, admission à la retraite et conférant l'honorariat:

Administration centrale des finances (p. 5179).

Direction générale des impôts (p. 5180).

Enquêtes économiques (p. 5180).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

*Arrêté* du 25 mai 1961 relatif au brevet professionnel des industries de l'habillement (p. 5180).

*Arrêtés* du 5 juin 1961 portant convocation du conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 5180).

*Arrêtés* portant promotions et radiation des cadres (administration centrale) (p. 5180).

*Liste* des candidats admissibles au concours d'agrégation de médecine et de pharmacie (section Médecine légale et médecine du travail) (p. 5181).

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS**

*Arrêté* du 17 mars 1961 fixant la taxe de visa des conventions d'affrètement et lettres de voiture des transports publics de la navigation intérieure et la taxe d'exploitation des transports privés de la navigation intérieure (p. 5181).

*Arrêtés* portant inscriptions à des tableaux d'avancement, promotions, nomination, titularisation et détachement:

Administration générale (p. 5181).

Administration centrale (p. 5181).

Aviation civile (p. 5182).

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE**

*Arrêté* du 1er juin 1961 accordant le renouvellement d'un permis d'exploitation de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes (p. 5168).

*Arrêté* portant renouvellement du conseil d'administration du centre d'études et de recherches de l'industrie des liants hydrauliques (p. 5168).

*Arrêtés* portant promotion, nomination et admission à la retraite (administration centrale) (p. 5168).

**MINISTERE DU TRAVAIL**

*Arrêté* portant habilitation d'unions de sociétés mutualistes pour l'application de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961 (rectificatif) (p. 5182).

*Arrêté* portant désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant de la commission interministérielle des tarifs (p. 5182).

**MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

*Arrêtés* portant nomination, titularisation et rectificatif (administration centrale) (p. 5182).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Modification aux listes des membres des groupes (p. 5182).

**Sénat.** — Ordre du jour. — Convocation de commissions (p. 5182).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Avis* de concours pour l'admission à l'emploi de technicien stagiaire du cadastre (p. 5184).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Avis* de vacance de chaire (p. 5184).

**Ministère de l'agriculture.**

*Avis* de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'institut national agronomique (p. 5184).

*Avis* de concours et de vacance d'emplois dans les écoles nationales vétérinaires (p. 5184).

*Avis* d'examen pour l'établissement d'une liste d'aptitude à l'emploi de directeur du laboratoire de chimie agréé pour la répression des fraudes (p. 5184).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Brignoles (Var) (p. 5184).

**Situation** de la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (février 1961) (p. 5185).

**Annonces** (p. 5186).

## CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

**N° 14.**

**Avis et rapports.** — Séance du 4 mai 1961. — Projet de loi-programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif (p. 661).

**N° 15.**

**Avis et rapports.** — Séance du 23 mai 1961. — Etude des problèmes fonciers posés par l'acquisition des terrains à bâtir (p. 669).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## MINISTERES D'ETAT

### Prix du pétrole brut-carburant d'In-Amenas.

Le ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer,

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, ensemble le décret n° 46-746 du 18 avril 1946 et l'arrêté gubernatorial n° 47-433 du 3 décembre 1947 ;

Vu l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, ensemble le décret n° 46-745 du 17 avril 1946 et l'arrêté gubernatorial n° 47-434 du 3 décembre 1947 ;

Vu le décret n° 60-536 du 10 juin 1960 relatif aux attributions du ministre chargé du Sahara ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1960 fixant les modalités d'application dans les départements des Oasis et de la Saoura de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix ;

Vu l'arrêté n° 4512 du 17 avril 1961 relatif au prix des carburants et combustibles liquides dans les départements des Oasis et de la Saoura, et notamment son article 3 (1er alinéa, *e*) ;

Vu l'arrêté n° 4513 du 17 avril 1961 relatif aux caractéristiques et au prix de reprise du pétrole brut-carburant dans les départements des Oasis et de la Saoura ;

Vu l'avis du comité saharien des prix ;

Sur proposition du délégué général de l'Organisation commune des régions sahariennes et du directeur des affaires administratives et sociales du Sahara,

Arrête :

Art. 1er. — Une cote de place positive de 2 NF/Hl est fixée pour le pétrole brut-carburant produit à In-Amenas (département des Oasis).

Art. 2. — Le délégué général de l'Organisation commune des régions sahariennes et le directeur des affaires administratives et sociales du Sahara sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 mai 1961.

ROBERT LECOURT.

### Déblocage de diverses tranches du contingent de rhum pour 1961.

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer et le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,

Vu le décret n° 49-794 du 16 juin 1949 portant assainissement du marché du rhum, et notamment les articles 2 et 3 ;

Vu le décret n° 60-1115 du 20 octobre 1960 relatif aux attributions d'un ministre d'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 juin 1949 portant blocage des expéditions de rhum en exonération de la surtaxe prévue à l'article 389 du code général des impôts ;

Vu l'arrêté du 23 mai 1960 organisant la campagne rhumière 1960-1961 ;

Sur proposition du comité interprofessionnel du rhum,

Arrêtent :

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 29 novembre 1950 sont applicables aux rhums du contingent 1961, qui sera dans les mêmes conditions divisé en dix tranches d'égale valeur

Art. 2. — Les producteurs de rhum de la Martinique et de la Guadeloupe sont autorisés à expédier les six premières tranches du contingent 1961 aux dates suivantes :

1re tranche. — 1er juin 1961.
2e tranche. — 15 juillet 1961.
3e tranche. — 1er septembre 1961.
4e tranche. — 15 octobre 1961.
5e tranche. — 1er décembre 1961.
6e tranche. — 1er janvier 1962.

Art. 3. — Les producteurs de rhum de la Réunion, de la Guyane et de la Polynésie française sont autorisés à expédier les six tranches du contingent 1961 un mois avant les dates prévues à l'article précédent.

Art. 4. — Les rhums correspondant aux six premières tranches du contingent de la République malgache peuvent être introduits en France métropolitaine et en Algérie aux dates indiquées à l'article 2.

Art. 5. — Les dates fixées aux articles 2 et 3 pourront être avancées si le prix du rhum dépasse un plafond et inversement être retardées si le prix du rhum n'atteint pas un plancher, compte tenu du niveau de prix résultant des déclarations hebdomadaires concernant la totalité des affaires effectivement traitées qui seront adressées par les courtiers ou commissionnaires au comité interprofessionnel du rhum.

Art. 6. — Pour l'application des dispositions de l'article 5, le prix plancher et le prix plafond sont respectivement fixés sur la base du litre de rhum courant 55° au stade nu fob respectivement à 1,70 NF et 1,80 NF.

Art. 7. — Les préfets et chefs de territoires et le directeur général des douanes et des droits indirects sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

*Le ministre d'Etat,*
ROBERT LECOURT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur adjoint du cabinet,*
PAUL LE QUERE.

*Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
ANTOINE VEIL.

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES ALGERIENNES

### Conditions d'émission des obligations remises par la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales en paiement des indemnités dues pour le transfert des grands domaines agricoles ou forestiers.

Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 56-291 du 26 mars 1956 portant création en Algérie d'une caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales ;

Vu le décret n° 56-691 du 13 juillet 1956 relatif à la réforme agraire en Algérie, et notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 14 décembre 1957 fixant les conditions d'émission des obligations remises par la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales en paiement des indemnités dues pour le transfert des grands domaines agricoles ou forestiers ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 août 1958 fixant les conditions d'échange contre des coupures de 100 NF des obligations de 1.000 NF remises par la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales, en application de l'arrêté susvisé du 14 décembre 1957,

Arrêtent :

Art. 1er. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 ci-après, les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 1957 relatif aux conditions d'émission des obligations remises par la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales (C. A. P. E. R.) en paiement des indemnités dues pour les domaines transférés à cette caisse avant le 1er décembre 1956 sont applicables aux obligations délivrées par ledit établissement en paiement des indemnités dues pour les transferts prononcés entre le 1er décembre 1956 et le 30 novembre 1961.

Art. 2. — Pour permettre l'assimilation totale des obligations ainsi délivrées par la C. A. P. E. R. à l'intérieur du fonds unique 6 p. 100 1956, il est fait application des mesures suivantes au moment de la remise des titres aux propriétaires de domaines transférés entre le 1er décembre 1956 et le 30 novembre 1961 :

*a*) Pour le capital.

Les obligations se terminant par les chiffres sortis aux tirages intervenus, au titre du fonds unique susvisé 6 p. 100 1956, avant la date de délivrance desdites obligations ne sont pas effectivement remises aux ayants droit. Le capital correspondant à la valeur nominale de ces titres est réglé au comptant aux bénéficiaires, compte tenu des dispositions précisées à l'article 3 ci-dessous.

*b*) Pour l'intérêt.

1. Les coupons d'intérêt stipulés payables le 1er décembre des années précédant la date du décret de transfert sont détachés et annulés purement et simplement.

2. Le coupon d'intérêt réputé payable le 1er décembre suivant la date du décret de transfert est également détaché. Son montant, rajusté sur la base de mois de trente jours en fonction du temps écoulé depuis la date de jouissance, est réglé en espèces en même temps que les titres sont remis aux indemnitaires correspondants. Le nouveau montant est inscrit à l'encre indélébile au recto et au verso du coupon considéré.

3. Lorsque la date du décret de transfert est un 1er décembre, le coupon d'intérêt stipulé payable à cette date est également détaché et annulé et le coupon échéant le 1er décembre suivant est réglé pour sa valeur.

Art. 3. — Les obligations se terminant par les chiffres autres que ceux visés au paragraphe *a* de l'article 2 ci-dessus sont remises aux indemnitaires et portent intérêt au taux fixé par l'article 5 du décret susvisé du 13 juillet 1956, soit 6 p. 100. Pour tenir compte de l'avantage éventuellement procuré par ce taux par rapport aux conditions du marché financier, une contrepartie peut être envisagée. Cette contrepartie est constituée par la retenue, sur le versement effectué au comptant conformément au paragraphe *a* précité, d'une somme égale au produit de la différence entre le cours moyen coté en bourse des obligations pendant les six mois précédant la date de fixation de l'indemnité de transfert et la valeur nominale de celles-ci par le nombre d'obligations effectivement remises.

Art. 4. — Les dispositions de l'arrêté du 7 août 1958 fixant les conditions d'échange contre des coupures de 100 NF des obligations de 1.000 NF remises par la C. A. P. E. R. sont applicables aux obligations délivrées par cet établissement au titre du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et au Recueil des actes administratifs de la délégation générale en Algérie.

Fait à Paris, le 30 mai 1961.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

## MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE

**Décret n° 61-475 modifiant le décret n° 55-1649 du 16 décembre 1955 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des secrétaires administratifs et des secrétaires d'administration des administrations centrales de l'Etat.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 mai 1961, page 4795, 1re colonne, 76e ligne :

Au lieu de :

« Rectificatif au *Journal officiel* du 16 mars 1961, page 4436 »,

Lire :

« Rectificatif au *Journal officiel* du 16 mai 1961, page 4436 ».

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret du 6 juin 1961 portant désignation des magistrats appelés à faire partie du tribunal de cassation aux armées siégeant à Metz.**

Par décret en date du 6 juin 1961, sont nommés pour la période du 7 juin 1961 au 6 juin 1962 :

Président du tribunal de cassation aux armées siégeant à Metz : M. Wilhelm, président de chambre à la cour d'appel de Colmar.

Membres dudit tribunal : MM. Dalbin et Poncelet, conseillers à la cour d'appel de Colmar (chambres de Metz).

**Décret du 31 mai 1961 admettant un magistrat à faire valoir ses droits à la retraite.**

Par décret en date du 31 mai 1961, M. Versini, magistrat du siège du deuxième grade de la hiérarchie de l'ancien cadre d'outre-mer, atteint par la limite d'âge en cours de détachement auprès du Premier ministre pour exercer des fonctions judiciaires dans la République malgache, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er juin 1961, date à laquelle il a été remis à la disposition du Gouvernement français.

**Décret du 3 juin 1961 portant nomination de magistrats.**

Par décret en date du 3 juin 1961, sont nommés :

Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux : M. Chevalier, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance du Mans, en remplacement de M. Duc, qui a été nommé premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de la Seine.

Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bonneville : M. Papapietro, juge des enfants au tribunal de grande instance d'Alger, en remplacement de M. Blaes, qui a été nommé procureur de la République près le tribunal de grande instance de Thonon.

Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Montbrison : M. Charpentier, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Oran, en remplacement de M. Derson, qui a été nommé procureur de la République près le tribunal de grande instance de Béziers.

**Décret du 6 juin 1961 portant attribution de fonctions à un magistrat.**

Par décret en date du 6 juin 1961, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, M. Bliecq, conseiller à la cour d'appel de Caen, est désigné en qualité de délégué à la protection de l'enfance à ladite cour pour une nouvelle période de trois ans à compter du 6 mai 1961.

**Décrets du 6 juin 1961 plaçant des magistrats en position de disponibilité.**

Par décret en date du 6 juin 1961, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, Mme Fabre, épouse Bonjean, précédemment suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel d'Aix, est maintenue, sur sa demande, en position de disponibilité pour une période de deux ans à compter du 18 juin 1961.

Par décret en date du 6 juin 1961, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, Mme Geneix, épouse Millon, précédemment suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel d'Orléans, est maintenue, sur sa demande, en position de disponibilité pour une période d'un an à compter du 1er avril 1961.

**Décret du 6 juin 1961 portant détachement d'un magistrat.**

Par décret en date du 6 juin 1961, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, M. Pantalacci, précédemment juge de paix à la suite du tribunal d'instance d'Ajaccio, est maintenu, pour une période de trois ans à compter du 31 août 1960, en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour exercer des fonctions judiciaires dans la principauté de Monaco.

**Décret du 6 juin 1961 admettant un suppléant de juge d'instance en Algérie à cesser ses fonctions.**

Par décret en date du 6 juin 1961, M. Joyet (Georges) est admis, sur sa demande, à cesser ses fonctions de suppléant du juge d'instance de Saint-Cloud.

**Décret du 6 juin 1961 portant nomination d'un magistrat.**

Par décret en date du 6 juin 1961, M. Vialadieu, juge au tribunal de grande instance d'Orléansville, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Alger, en remplacement de M. Ribière, qui a été nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Montpellier.

**Magistrature.**

Par arrêté du 5 juin 1961, M. Foucqueteau, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Limoges, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Alger.

Par arrêté du 5 juin 1961, Mlle Valère, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Fort-de-France, à la suite, est déléguée dans les services de l'administration centrale du ministère de la justice, pour une période de deux ans à compter du présent arrêté.

Par arrêté du 6 juin 1961, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature :

M. Gilbert, juge au tribunal de grande instance d'Albi, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Alger.

M. Montrochet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Alger.

M. Chartier, juge des enfants au tribunal de grande instance de Rochefort, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bougie.

M. Mailhes, juge au tribunal de grande instance d'Albertville, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de juge d'instruction au tribunal de grande instance de Blida.

M. Tharrault-Suteau, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saumur, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Oran.

---

Par arrêté du 6 juin 1961, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, M. de Laloubie, juge de paix à la suite du tribunal d'instance de Bergerac, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Tlemcen.

---

Par arrêté du 6 juin 1961 :

M. Fouret, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Carcassonne à la suite, délégué dans les services de l'administration centrale du ministère de la justice, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Mostaganem.

M. Martail, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Valenciennes, est délégué, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bône.

---

### Officiers publics et ministériels.

Par arrêté du 3 juin 1961 :

Sont acceptées les démissions de :

M. Belzacq (Léon-Gilbert-Emmanuel-Henri), notaire à la résidence de la Chapelle-Vicomtesse (Loir-et-Cher).

M. Boibien (Louis-André-Emmanuel), huissier de justice à la résidence de Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre).

M. Cartier (Joseph-Emile-François-Rémi), huissier de justice à la résidence de Chazelles-sur-Lyon (Loire).

Sont nommés :

M. Bonnaire (Jean-Auguste-Hector), notaire à la résidence de Beuzeville (Eure), en remplacement de M. Dumand (Pierre-Louis-Stanislas), démissionnaire.

M. Bouix (Jean-Paul-Louis), notaire à la résidence de Tremblay-le-Vicomte (Eure-et-Loir), en remplacement de M. Martellière (Jean-Fernand), démissionnaire.

M. Cabart (Jean-Emile-Eugène-Marie), notaire à la résidence de Tessy-sur-Vire (Manche), en remplacement de M. Alliaume (Pierre-Marie-Victor), décédé.

M. Dudreuilh (Louis-Joseph-Georges), notaire à la résidence de Libourne (Gironde), en remplacement de M. Sibille (Lucien), démissionnaire.

M. Dumand (Pierre-Louis-Stanislas), notaire à la résidence de Melun (Seine-et-Marne), en remplacement de M. Keusch (André-Louis-Joseph), démissionnaire.

M. Lelièvre (Jean-Henry), notaire à la résidence de Betz (Oise), en remplacement de M. Petit (René-Louis), décédé.

M. Noyer (Jean-Gilles-Jacques-Roger), notaire à la résidence d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), en remplacement de M. Aumeran (Blaise-Paul-Marie), démissionnaire.

M. Pierens (Jean-Charles-Marie-Joseph), notaire à la résidence de Sercus (Nord), en remplacement de M. Pierens (Paul-Joseph), son père, démissionnaire.

M. Rageau (Paul-Louis), notaire à la résidence de Niort (Deux-Sèvres), en remplacement de M. Gangneux (Auguste-Georges), démissionnaire.

M. Claverie (Jean-Marie-Frédéric), avoué près la cour d'appel de Bordeaux (Gironde), en remplacement de M. Claverie (Maurice-Charles-Marie), son père, démissionnaire.

M. Abadie (Jean-Claude-Guy), avoué près le tribunal de grande instance de la Seine, en remplacement de M. Joly (Pierre-Paul-Louis), démissionnaire.

M. Bigant (Henri-Lucien-Robert-Marie), avoué près le tribunal de grande instance de Cherbourg (Manche), en remplacement de M. Laganne (Eléonore-Adolphe-Eugène-Jules), démissionnaire.

Mlle Caldaguès (Françoise-Marguerite-Marie-Antoinette), greffier en chef du tribunal de grande instance de Soissons (Aisne), en remplacement de M. Caldaguès (Etienne-Henri), son père, décédé.

M. Roche (Pierre-Anselme), greffier du tribunal d'instance de Châteauroux (Indre), en résidence à Argenton-sur-Creuse, en remplacement de M. Glaudet (Edmond-Ferdinand-Henri-Marcel), décédé.

Mlle Aye (Geneviève-Pierrette-Armande), huissier de justice à la résidence de Saint-Bonnet (Hautes-Alpes), en remplacement de M. Grimaud (Pierre-Auguste), dont la démission a été acceptée par arrêté du 23 décembre 1959.

M. Brochard (Daniel-Jacques), huissier de justice à la résidence de Bourges (Cher), en remplacement de M. Luberne (André-Yvon), démissionnaire.

M. Dreyfus (Jean-Claude-Amédée), huissier de justice à la résidence de Chaumont (Haute-Marne), en remplacement de M. Chidre (René-Charles-François), décédé.

M. Luberne (André-Yvon), huissier de justice à la résidence de Bourges (Cher), en remplacement de M. Brandouin (Charles-Louis-Alfred), décédé.

M. Moutout (Yves-Pierre-Joseph), huissier de justice à la résidence de Roquevaire (Bouches-du-Rhône), en remplacement de M. Cuviller (Gustave-Eugène), démissionnaire.

M. Vivier (Jean-Jules), huissier de justice à la résidence de Sarlat (Dordogne), en remplacement de M. Cantelaube (Charles-Auguste-Claude), décédé.

L'honorariat est conféré à :

M. Giraud (Michel-Henry), ancien notaire à la résidence de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône).

M. Labrousse (Jacques-Gabriel), ancien notaire à la résidence de Chamboulive (Corrèze).

M. Mufraggi (Jean-Dominique), ancien notaire à la résidence de la Roquebrussanne (Var).

M. Parmentier (Ernest-Marie-Marcel), ancien avoué près la cour d'appel de Paris.

M. Poupart (Eugène-Raoul-Roland), ancien avoué près la cour d'appel d'Amiens (Somme).

M. Despujol (Pierre-Joseph-Jacques), ancien avoué près le tribunal de grande instance de Bordeaux (Gironde).

M. Desquesnes (Louis-André-Jean), ancien avoué près le tribunal de grande instance du Havre (Seine-Maritime).

M. Caillet (Marcel-René), ancien greffier du tribunal d'instance de Bourgoin (Isère).

M. Lissot (Louis-Alexandre-François-Aristide), ancien greffier du tribunal d'instance de Caen (Calvados).

M. Romet (Modeste-Clément-Jules), ancien huissier de justice à la résidence de Nocé (Orne).

---

## GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR

### Décrets du 6 juin 1961 portant nomination de membres du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, et sur proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur,

Vu les articles 54, 55 et 56 du décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852 ;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 12 novembre 1944 relatif à la composition du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur ;

Considérant que par décret du 31 mars 1961 M. Le Beau, gouverneur général honoraire de l'Algérie, grand officier de la Légion d'honneur, a été admis à cesser ses fonctions de membre du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Est nommé membre du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur M. le colonel Bernard Duperier, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération.

Art. 2. — Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
EDMOND MICHELET.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice, et sur proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur,

Vu les articles 54, 55 et 56 du décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852 ;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 12 novembre 1944 relatif à la composition du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur ;

Considérant qu'une vacance s'est ouverte au sein du conseil de l'ordre par suite du décès de M. Livry-Level, administrateur de sociétés, grand-croix de la Légion d'honneur ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Est nommé membre du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur M. André Grandpierre, administrateur de sociétés, grand officier de la Légion d'honneur.

Art. 2. — Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
EDMOND MICHELET.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Administration centrale.

Par arrêté du 2 juin 1961 :

Est promue agent supérieur hors classe, 1er échelon, à compter du 16 mai 1961, Mlle Daumarie (Yvonne), agent supérieur de 1re classe, 4e échelon.

Est promu agent supérieur de 1re classe, 1er échelon, à compter du 5 mai 1961, M. de Miribel (Raymond), agent supérieur de 2e classe, 3e échelon.

### Agents diplomatiques et consulaires.

Par arrêté du 2 juin 1961, est nommé secrétaire adjoint stagiaire des affaires étrangères, à la date du 2 mai 1961, M. Arnaud d'Andilly (Emmanuel).

Par arrêté du 2 juin 1961, M. Botton (Charles-Alexandre), chancelier de 1re classe, 4e échelon, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

### Conseillers et attachés civils.

Par arrêté du 26 mai 1961, sont promus :

*Conseiller civil hors classe, 2e échelon.*

A compter du 1er juillet 1961.

M. Bazin (Henri), conseiller civil hors classe, 1er échelon.

*Conseiller civil de 1re classe, 3e échelon.*

A compter du 16 juillet 1961.

M. Jeanclaude (Fernand), conseiller civil de 1re classe, 2e échelon.

Par arrêté du 18 mai 1961, est approuvé et arrêté le tableau d'avancement du corps des attachés civils pour l'année 1961 ci-après :

TABLEAU D'AVANCEMENT DU CORPS DES ATTACHÉS CIVILS POUR 1961

Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1961 :

*Pour le grade d'attaché civil de classe exceptionnelle.*

MM. Gandelin (Jean) et Jourdan (Francis).

Par arrêté du 26 mai 1961, sont promus :

*Au grade d'attaché civil de classe exceptionnelle.*

M. Gandelin (Jean), à compter du 6 mars 1961.

M. Jourdan (Francis), à compter du 13 mars 1961.

*Au grade d'attaché civil de 1re classe, 2e échelon.*

M. Zimberlin (Philippe), attaché civil de 1re classe, 1er échelon, à compter du 21 mai 1961.

*Au grade d'attaché civil de 2e classe, 4e échelon.*

Les attachés civils de 2e classe, 3e échelon, dont les noms suivent :

M. Duranthon (Jacques), à compter du 1er janvier 1961.

M. Loubier Detaille (Jean), à compter du 1er octobre 1961.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Décret du 6 juin 1961 portant dissolution du conseil municipal de la commune d'Escales (Aude) et institution d'une délégation spéciale.

Le Président de la République.

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 18 et 19 du code de l'administration communale ;

Considérant que les dissensions qui existent au sein du conseil municipal d'Escales (Aude) entravent l'administration de cette commune :

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune d'Escales (Aude) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de MM. Mary (Jean), Foulquier (Joseph) et Pages (Félicien).

Art. 3. — Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

### Décrets du 6 juin 1961 portant nomination de préfets.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat :

Vu le décret n° 59-1141 du 1er octobre 1959 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Bonis-Charancle (Jacques), préfet de la Haute-Saône, est nommé préfet hors cadre.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 59-1141 du 1er octobre 1959 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Debia (René), sous-préfet de Montbéliard (hors classe), est nommé préfet de la Haute-Saône.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 59-1141 du 1er octobre 1959 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Penel (Jacques), sous-préfet de Dunkerque, est nommé préfet de la Haute-Loire.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,

Vu l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 59-1141 du 1er octobre 1959 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Roy (Jacques), préfet de Tiaret, est nommé préfet du Gers.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre de l'intérieur et le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,

Vu l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret du 19 juin 1950 modifié relatif au statut particulier du corps préfectoral ;

Vu l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès des Français musulmans d'Algérie aux emplois publics de l'Etat ;

Vu la loi n° 59-1480 du 28 décembre 1959 relative à la promotion sociale en Algérie, et notamment son article 7 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Noumri Ahmed, sous-préfet de Bordj-Bou-Arréridj, est nommé préfet de Tiaret.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre de l'intérieur et le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,

Vu l'ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret du 19 juin 1950 modifié relatif au statut particulier du corps préfectoral ;

Vu l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès des Français musulmans d'Algérie aux emplois publics de l'Etat ;

Vu la loi n° 59-1480 du 28 décembre 1959 relative à la promotion sociale en Algérie, et notamment son article 7 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Benozen Mansour, sous-préfet d'Aïn-M'Lila, est nommé préfet de Sétif.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre de l'intérieur et le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

---

## Déclaration d'utilité publique de l'acquisition d'une propriété sise à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 25 mai 1961, est déclarée d'utilité publique, en vue du regroupement des services de police et de l'aménagement d'un hôtel de police, l'acquisition, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, pour le compte du ministère de l'intérieur (direction générale de la sûreté nationale), d'une propriété bâtie et non bâtie sise à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), à l'angle des rues Charles-Butor et Perrochel, cadastrée section B, nos 676 *bis* et 677, couvrant une superficie approximative de 2.073 mètres carrés et appartenant à la succession de Mme Emerantine-Joséphine Thuilliez, veuve de Victor-Sylvain-Michel Lavoine.

Cette déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas accomplie dans le délai de cinq ans à compter dudit jour.

---

## Interdiction d'une publication étrangère.

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifié par le décret du 6 mai 1939 ;

Sur la proposition du directeur général de la sûreté nationale,

Arrête :

Art. 1er. — La circulation, la distribution et la mise en vente de la publication en langue espagnole intitulée *Nosotras* sont interdites sur l'ensemble du territoire.

Art. 2. — Le préfet de police dans le département de la Seine et les préfets dans les autres départements sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 29 mai 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
YVON BOURGES.

---

## Administration générale.

Par arrêté du 29 mai 1961, M. Duprat (Marcel), attaché de 1re classe, 2e échelon, de la France d'outre-mer (corps autonome), est admis, sur sa demande, à bénéficier à compter du 29 juillet 1961 des dispositions de l'article 20 du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959.

Le présent congé spécial accordé à M. Duprat est valable jusqu'au 29 juillet 1964, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge de son emploi.

---

## Administration centrale.

Par arrêté en date du 2 juin 1961, M. Hulne (Bernard) est nommé attaché d'administration centrale stagiaire à compter du 2 mai 1961.

Par arrêté en date du 2 juin 1961, M. Asso (Louis), attaché d'administration centrale de 3e classe, 5e échelon, du ministère de l'intérieur, en service en Algérie, appartenant au cadre institué par le décret n° 58-1120 du 21 novembre 1958 est intégré à la date du 1er août 1960 dans le cadre des attachés d'administration centrale du ministère de l'intérieur en qualité d'attaché de 3e classe, 5e échelon, avec une ancienneté du 19 septembre 1959 dans l'échelon.

Par arrêté en date du 2 juin 1961, M. Arbaud (Gabriel), secrétaire d'administration, classe principale, 5e échelon, en fonctions en Algérie, né le 5 septembre 1900, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 5 juillet 1961.

Par arrêté en date du 2 juin 1961, Mme Girodier (Marcelle), secrétaire d'administration de classe principale, 4e échelon, en fonctions en Algérie, née le 23 février 1906, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 10 juillet 1961.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE

### Octroi à la Compagnie française des minerais d'uranium (C. F. M. U.) du renouvellement du permis d'exploitation de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes dit « Permis d'Anzème ».

Le ministre de l'industrie,

Vu la pétition présentée le 25 octobre 1960, complétée le 17 novembre 1960, par laquelle la Compagnie française des minerais d'uranium (C. F. M. U.), dont le siège social est à Paris (1er), 10, place Vendôme, sollicite, pour une durée de cinq ans, la prolongation de validité de son permis d'exploitation de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes dit « Permis d'Anzème », portant sur partie des communes d'Anzème, la Celle-Dunoise, Bussière-Dunoise et Bourg-d'Hem, département de la Creuse ;

Vu les pièces produites à l'appui de cette pétition ;

Vu les rapport et avis des ingénieurs des mines de l'arrondissement minéralogique de Clermont-Ferrand en date des 25 novembre et 1er décembre 1960 ;

Vu l'avis du préfet de la Creuse en date du 3 décembre 1960 ;

Vu l'avis du comité de l'énergie atomique en date du 2 février 1961 ;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 24 avril 1961 ;

Vu le code minier ;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1959, publié au *Journal officiel* du 1er novembre 1959, accordant à la Compagnie française des minerais d'uranium pour une durée de dix-huit mois un permis d'exploitation de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dit « Permis d'Anzème », portant sur partie du territoire du département de la Creuse,

Arrête :

Art. 1er. — La validité du permis d'exploitation de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes dit « Permis d'Anzème », accordé à la Compagnie française des minerais d'uranium par arrêté du 23 octobre 1959, est prolongée jusqu'au 1er mai 1966.

Art. 2. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et affiché, par les soins du préfet de la Creuse et aux frais du titulaire du permis, dans les communes sur lesquelles porte ledit permis.

Fait à Paris, le 1er juin 1961.

JEAN-MARCEL JEANNENEY.

### Conseil d'administration du centre d'études et de recherches de l'industrie des liants hydrauliques.

Par arrêté du 1er juin 1961, sont nommés membres du conseil d'administration du centre d'études et de recherches de l'industrie des liants hydrauliques pour une période s'achevant le 31 décembre 1961.

*a*) A titre de représentants des chefs d'entreprise :

MM. Cayla (Jean), Coiffu (Pierre), Delaume (Robert), Fouilloux (Pierre), Laurent (Michel), Le Cour Grand Maison (A.), Lindenmeyer (André), Mouton (Jacques), Peltier (Pierre), Vandame (Jean).

*b*) A titre de représentants du personnel technique des entreprises (cadres et ouvriers) :

MM. de Junnemann (Jean), Mallard (Joseph), Mallet (Paul), Monroy (Jacques).

*c*) A titre de représentants de l'enseignement technique supérieur et des personnalités spécialisées compétentes :

MM. Gadilhe (Paul), Lafuma (Henri), Levi (Robert), Masson (Jean), Mayer (Armand), Wahl (Paul).

### Administration centrale.

Par arrêté du 2 juin 1961, Mme Leclercq (Marie), agent supérieur de 1re classe, 2e échelon, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er juillet 1961, en application de l'article L. 6 (§ 3) du code des pensions.

Par arrêté du 2 juin 1961, M. Neault (Claude) est nommé attaché d'administration centrale stagiaire à l'administration centrale du ministère de l'industrie à compter du 2 mai 1961.

Par arrêté du 2 juin 1961, Mme Viret (Marthe), inspecteur principal du commerce et de l'industrie des cadres chérifiens, est intégrée pour ordre dans les cadres métropolitains du ministère de l'industrie en qualité d'agent supérieur de 1re classe, 1er échelon, à compter du 1er juillet 1957.

Elle conserve à cette date et dans cet échelon un reliquat d'ancienneté de 1 an 6 mois.

Compte tenu de ce reliquat d'ancienneté, Mme Viret (Marthe) est promue agent supérieur de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er janvier 1958.

A compter du 1er janvier 1960, Mme Viret est promue agent supérieur de 1re classe, 3e échelon.

## MINISTERE DES ARMEES

### Délégations de signature.

Le Premier ministre,

Vu le décret modifié du 8 janvier 1959 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret du 23 février 1960 portant délégation de signature, modifié notamment par le décret du 26 décembre 1960,

Décrète :

Art. 1er. — L'article 2 du décret du 23 février 1960 portant délégation de signature du ministre des armées est modifié ainsi qu'il suit :

Paragraphe I

Remplacer :

« M. le médecin général de 2e classe Morvan, directeur adjoint des services de santé des armées »,

Par :

« M. le médecin général de 2e classe Le Breton, directeur adjoint des services de santé des armées ».

Paragraphe IV :

Remplacer :

« Service de santé de la marine : M. le médecin général de 2e classe Morvan »,

Par :

« Service de santé de la marine : M. le médecin général de 2e classe Le Breton ».

Art. 2. — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre des armées,*

PIERRE MESSMER.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des armées,

Vu le décret du 8 janvier 1959 portant nomination du Premier ministre et des membres du Gouvernement, modifié notamment par le décret du 5 février 1960 ;

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret du 29 février 1960 portant délégation de la signature du ministre des armées,

Décrète :

Art. 1er. — L'article 4 du décret du 29 février 1960 portant délégation de la signature du ministre des armées est modifié comme suit :

*Direction des transmissions.*

Ensemble du service.

Au lieu de :

« M. le colonel Roux »,

Mettre :

« M. le colonel Bertrand ».

Art. 2 — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

MICHEL DEBRÉ

Par le Premier ministre :

*Le ministre des armées,*

PIERRE MESSMER.

**Décret du 5 juin 1961 portant promotion d'officiers généraux de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major général.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les colonels dont les noms suivent sont promus dans la 1re section du cadre de l'état-major général au grade de général de brigade pour prendre rang du 1er juin 1961 :

M. le colonel d'artillerie Faure (Jacques-Jean-Baptiste).

M. le colonel d'infanterie Moneglia (Vincent-Edme).

M. le colonel d'infanterie Mariaux (Lucien-Jacques).

M. le colonel de l'arme blindée et cavalerie Le Corbeiller (Jacques-Claude-Louis-Armand).

M. le colonel d'infanterie Goujon (Pierre-Louis-Jean).

Art. 2. — M. l'intendant militaire de 1re classe des troupes de marine Collomb (Roger-Henri-François) est promu dans la 1re section du cadre de l'état-major général au grade d'intendant général de 2e classe pour prendre rang du 1er juin 1961.

Art. 3. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

**Décrets du 5 juin 1961 portant affectation d'officiers généraux de l'armée de terre.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de corps d'armée Vezinet (Adolphe-André-Blaise) est nommé commandant de la 1re région militaire.

Art. 2 — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de corps d'armée de Pouilly (Henri-Marie-Albert-Eugène-André) est nommé inspecteur de l'arme blindée et cavalerie.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de division Arfouilloux (André) est nommé adjoint au général commandant la 7e région militaire.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu.

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de division Cantarel (E.-R.-A.-C.) est nommé commandant de la région territoriale et du corps d'armée d'Oran.

Art. 2 — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les officiers généraux dont les noms suivent reçoivent les affectations ci-après :

M. le général de division Ducournau (Paul) est nommé commandant de la région territoriale et du corps d'armée de Constantine.

M. le général de brigade Duque (Jean-Julien) est nommé commandant de la 21e division d'infanterie et de la zone Sud constantinois.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de division (à titre temporaire) de Bertereche de Menditte (Jacques-Marie-Maurice) est nommé commandant de la région territoriale et du corps d'armée d'Alger.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,
Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de brigade Rouyer (André-Ernest) est nommé commandant de la 20e division d'infanterie et de la zone Sud algérois.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

**Décret du 5 juin 1961 plaçant un officier général de l'armée de terre dans la situation hors cadre.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,

Vu l'ordonnance n° 58-1329 du 23 décembre 1958 relative à la situation hors cadre des personnels militaires ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. l'intendant général de 2e classe Bernard de Courville (Guy-André-Marie-Joseph-Jean) est placé en situation hors cadre à compter du 5 juin 1961.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

**Décret du 5 juin 1961 portant affectation d'un officier général de l'armée de terre.**

Par décret en date du 5 juin 1961, M. l'intendant général de 2e classe Bernard de Courville (Guy-André-Marie-Joseph-Jean) est nommé président directeur général de l'économat de l'armée à compter du 5 juin 1961.

---

**Décret du 5 juin 1961 portant promotion d'un officier général de l'armée de terre dans la 1re section du cadre de l'état-major général.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le médecin colonel Martinet (Charles-Joseph-Louis) est promu dans la 1re section du cadre de l'état-major général au grade de médecin général, pour prendre rang du 1er juin 1961.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

**Décrets du 5 juin 1961 portant promotion d'officiers généraux de l'armée de terre dans la 2e section du cadre de l'état-major général.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,

Vu le décret du 6 juin 1939 portant statut des officiers généraux de la 2e section du cadre de l'état-major général ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le médecin colonel Labrousse (Jean-Louis) est promu dans la 2e section du cadre de l'état-major général (cadre de réserve) au grade de médecin général, pour prendre rang du 1er juin 1961.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées,

Vu le décret du 6 juin 1939 portant statut des officiers généraux de la 2e section du cadre de l'état-major général ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le colonel de gendarmerie Bouchardon (André) est promu dans la 2e section du cadre de l'état-major général (cadre de réserve) au grade de général de brigade, pour prendre rang du 4 juin 1961.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

**Conditions de recrutement des officiers de réserve du commissariat de la marine.**

Le ministre des armées,

Vu l'arrêté du 23 mai 1946 fixant les conditions du concours pour le recrutement des officiers de réserve du commissariat de la marine,

Arrête :

Art. 1er. — A l'article 1er de l'arrêté du 23 mai 1946, entre « diplôme de licence en droit » et « diplôme d'un institut d'études politiques », ajouter : « diplôme de licence ès sciences économiques ».

Art. 2. — Le dernier alinéa de l'article 7 de l'arrêté précité est remplacé par le texte suivant :

« 6. Les candidats ayant obtenu à l'une des épreuves écrites ou orales une note égale ou inférieure à 6 sont normalement éliminés. Le jury peut cependant, après délibération spéciale et compte tenu des notes obtenues dans les autres compositions ou interrogations, prononcer leur admissibilité ou proposer leur admission. »

Art. 3. — Le texte de l'article 9 de l'arrêté précité est remplacé par le suivant :

« Le ministre arrête la liste des candidats reçus et procède à leur nomination au grade d'élève aspirant de réserve du commissariat ou, pour ceux qui sont titulaires du brevet de la préparation militaire supérieure, au grade d'aspirant de réserve du commissariat.

« Les candidats reçus sont invités à rejoindre l'école du commissariat la veille du jour fixé pour l'ouverture des cours.

« Ils sont incorporés au dépôt des équipages le plus proche de l'école (1).

« Ceux qui sont déjà sous les drapeaux sont tenus de souscrire un lien se terminant deux ans après la date de leur admission à l'école, sans que la durée totale de leurs obligations de service actif puisse être inférieure au temps de service imposé à la fraction de classe de recrutement à laquelle ils sont rattachés. »

Piquer au bas de la page le renvoi (1) suivant :

« (1) Les élèves aspirants de réserve sont incorporés en qualité de matelots de 2e classe sans spécialité. Toutefois ceux qui sont déjà sous les drapeaux conservent le grade et la spécialité qu'ils peuvent avoir acquis dans la marine ou reçoivent le grade assimilé à celui qu'ils peuvent détenir dans l'armée de terre ou l'armée de l'air et la spécialité d'équipage. »

Art. 4. — Le texte de l'article 13 de l'arrêté précité est remplacé par le suivant :

« 1. Les élèves qui ont obtenu à l'examen de sortie un total d'au moins 288 points (moyenne générale de 12) sont déclarés reçus.

« 2. Les aspirants de réserve incorporés directement avec ce grade qui ont été proposés par le directeur de l'école pour l'avancement au grade de commissaire de 3e classe de réserve sont nommés à ce grade pour compter du jour où ils réunissent six mois d'ancienneté dans le grade d'aspirant. Ils prennent rang entre eux dans l'ordre de leur classement de sortie de l'école.

« 3. Les aspirants de réserve incorporés avec le grade d'élève aspirant de réserve — y compris ceux qui sont nommés aspirants après neuf mois de service — peuvent être nommés commissaires de 3e classe de réserve à titre fictif pour compter de la date de leur sortie de l'école. Cette nomination, qui fait l'objet d'une décision ministérielle prise sur la proposition du directeur de l'école et après avis de l'inspecteur général du commissariat, leur confère tous les droits et prérogatives de commissaire de 3e classe de réserve, à l'exclusion des droits à la solde de ce grade et aux diverses indemnités, y compris les indemnités de déplacement.

« Leur nomination à titre définitif est prononcée pour compter du jour où ils réunissent six mois d'ancienneté dans le grade d'aspirant. A ancienneté égale, ils prennent rang entre eux dans l'ordre de leur classement de sortie de l'école.

« 4. Les aspirants de réserve qui n'ont pas fait l'objet d'une nomination à titre fictif dans les conditions fixées au paragraphe précédent sont notés dans le courant de leur douzième mois de service par le commandant de leur unité, qui formule en outre, s'il y a lieu, une proposition pour le grade de commissaire de 3e classe de réserve. S'ils sont proposés, leur nomination à ce grade est prononcée, après avis de l'inspecteur général du commissariat, pour

compter du jour où ils réunissent six mois d'ancienneté dans le grade d'aspirant. Ils prennent rang entre eux dans l'ordre de leur classement de sortie de l'école après les commissaires de 3e classe visés au paragraphe précédent.

« 5. La situation des élèves qui n'ont pas réuni le nombre de points exigé à l'examen de sortie et celle des aspirants de réserve qui n'ont pas été proposés pour le grade de commissaire de 3e classe à titre fictif ou à titre définitif est réglée par le ministre après avis de l'inspecteur général du commissariat. »

Art. 5. — Numéroter respectivement 15, 16 et 17 les articles 14, 15 et 16 de l'arrêté du 23 mai 1946.

Ajouter l'article 14 suivant :

« *Art.* 14. — Les commissaires de 3e classe de réserve affectés à des unités à la mer ou à terre exercent les fonctions d'adjoint au commissaire ou celles de chef de service « commissariat ».

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le chef d'état-major de la marine,*
CABANIER.

### Régies de recettes.

Par arrêté en date du 23 mai 1961, l'article 1er de l'arrêté du 13 janvier 1961 est modifié comme suit :

« *Art.* 1er. — Une régie de recettes est instituée auprès du C. A. T. A. n° 872, à Brazzaville, pour le recouvrement des frais de transport par avions militaires et des primes d'assurance correspondantes à l'encontre des usagers à titre privé domiciliés dans la zone d'outre-mer n° 2 et autorisés à emprunter ces avions à titre onéreux » (le reste sans changement).

### Régies d'avances.

Par arrêté du ministre des armées en date du 23 mai 1961, l'article 1er de l'arrêté du 14 mai 1952, modifié par les arrêtés des 13 août 1952, 16 février 1954, 24 mars 1955, 31 mai 1956 et 26 février 1959, est modifié comme suit :

« *Art.* 1er. — La régie d'avances existant auprès du magasin régional d'habillement n° 783, à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), est transférée auprès de l'établissement régional du commissariat de l'air n° 783, au même lieu géographique ».

Par arrêté du ministre des armées en date du 23 mai 1961, la régie d'avances existant auprès du magasin ravitailleur des écoles 1/662, à Meknès, est supprimée à compter du 15 mai 1961.

### Administration centrale (air).

Par arrêté en date du 18 avril 1961, le tableau d'avancement des administrateurs civils des directions et services de l'administration centrale de l'ex-ministère de l'air est fixé comme suit, pour l'année 1946, en ce qui concerne l'accès à la 1re classe :

*Inscription pour la 1re classe.*

Les administrateurs civils de 2e classe désignés ci-après :

MM. Millasseau, Fayret, Bataille, Clayeux (en service détaché), Mlle Pellissier, MM. Carlu, Floucaud, Duffaud, Jacquemin, Borget, Laborie, Emin, Reyjal, Hocquet, Mlle Monier, Mme Leygue, MM. Baudouin et de Lastic Saint-Jal.

Par arrêté en date du 2 juin 1961, les administrateurs civils de 2e classe dont les noms suivent, appartenant au cadre des directions et services constituant l'administration centrale du ministère de l'air à la date du 1er octobre 1945, sont promus à la 1re classe, 1er échelon, de leur grade aux dates indiquées ci-après :

A compter du 1er janvier 1946.

MM. Millasseau, Fayret, Bataille, Clayeux (maintenu en service détaché), Mlle Pellissier, MM. Carlu, Floucaud, Duffaud, administrateurs civils de 2e classe.

A compter du 30 janvier 1946.

M. Jacquemin, administrateur civil de 2e classe.

A compter du 1er février 1946.

MM. Borget, Laborie, Emin, administrateurs civils de 2e classe.

A compter du 1er novembre 1946.

MM. Reyjal et Hocquet, administrateurs civils de 2e classe.

### Armée de terre (active).

Par arrêté en date du 13 mai 1961, M. le médecin capitaine Debax (Henri-Marcel-Jacques), du service de santé des troupes métropolitaines, est placé en situation hors cadres à la disposition du ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer, à compter du 1er janvier 1961.

Par arrêté en date du 13 mai 1961, M. le médecin capitaine Gros (Robert-Jean), du service de santé des troupes métropolitaines, est placé en situation hors cadres au titre du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, à compter du 1er décembre 1960.

### Armée de l'air (réserve).

Par décision en date du 15 mai 1961, M. l'ingénieur militaire en chef des travaux de l'air Lecardonnel (Robert-Désiré), placé en position de retraite à compter du 1er juin 1961, est nommé, avec son grade et son ancienneté de grade, dans le corps des ingénieurs militaires de réserve des travaux de l'air à compter de la même date.

### Régisseurs de recettes.

Par arrêté du ministre des armées en date du 23 mai 1961, l'adjudant Odeau (Pierre) est nommé régisseur de recettes auprès du C. A. T. A. n° 872, à Brazzaville, en remplacement de l'adjudant-chef Robert (Raymond).

Il est assujetti au versement d'un cautionnement qui peut être constitué soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat ou être remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée.

Il perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est fixé, ainsi que le montant du cautionnement, par l'arrêté du 12 septembre 1952.

### Régisseurs d'avances.

Par arrêté du ministre des armées en date du 23 mai 1961, M. Carbou (René), conducteur de chantiers des ponts et chaussées, est nommé régisseur d'avances auprès du service de l'infrastructure aéronautique de l'Algérie à Tiaret.

Il est assujetti au versement d'un cautionnement qui peut être constitué soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat ou être remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée.

Il perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est fixé, ainsi que le montant du cautionnement, par l'arrêté du 12 septembre 1952.

Par arrêté du ministre des armées en date du 23 mai 1961, M. le capitaine Martens (Henry) est nommé régisseur d'avances auprès de l'établissement régional du commissariat de l'air n° 783, à Saint-Médard-en-Jalles, en remplacement de M. le commandant Plessis, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Il est assujetti au versement d'un cautionnement qui peut être constitué soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat ou être remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée.

Il perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est fixé, ainsi que le montant du cautionnement, par l'arrêté du 12 septembre 1952.

### Sécurité militaire.

Par arrêté du 29 mai 1961, M. le colonel d'infanterie de marine Cadoux (Pierre-René) est nommé directeur adjoint à la direction de la sécurité militaire à compter du 1er juin 1961.

### Liste des candidats autorisés à prendre part au concours pour le grade de stagiaire du commissariat de la marine.

Par décision du ministre des armées en date du 26 mai 1961, sont autorisés à prendre part au concours pour le grade de stagiaire du commissariat de la marine, dont les épreuves écrites commenceront à Paris le 14 juin 1961 :

Béghin (Gérard), maître fourrier, mle 6514-T-51.

Coadou (Jean), maître fourrier, mle 10424-T-51.

Durhin (André), maître fourrier, mle 13095-T-51.

**Tableau de départ outre-mer du 1er juin 1961.**

Dès parution du présent tableau, les chefs de corps et de service devront obligatoirement faire visiter tous les militaires y figurant et régulariser la situation des sous-officiers et hommes de troupe dans les conditions prévues à l'article 20 de l'I. M. n° 18.154-TC/BT. L. du 28 juin 1951 (*B. O.* E. M., volume 323-I). Il est rappelé qu'ils doivent se lier par contrat pour trois ans et trois mois au moins à compter du mois prochain et qu'ils sont désignés en fonction du temps de service qu'il leur reste à accomplir. Ceux des intéressés qui refuseraient de se rengager ou qui, après un premier examen de leur dossier, seraient estimés non susceptibles d'être autorisés à souscrire un nouveau contrat de rengagement devront être immédiatement signalés par message et en tout état de cause au plus tard le 15 du mois de l'inscription au tableau de départ.

Ils adresseront d'urgence à la direction des troupes de marine et pour le 10 juin 1961, dernier délai, les certificats d'aptitude réglementaires (modèle C), recto et verso. Il en sera de même pour les certificats de visite et de contre-visite des militaires dont l'inaptitude a été constatée.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient parvenir au département avant la date précitée, il y aura lieu de faire connaître par télégramme le résultat des visites.

Toute erreur qui aurait pu être relevée fera l'objet d'un compte rendu à transmettre dans les moindres délais.

OFFICIERS

**Infanterie de marine.**

*Lieutenant-colonel.*

M. Cogniet (Jean) (chef de bataillon au tableau), 12 septembre 1917, 9e R. M. (breveté parachutiste). — 31 juillet 1951 (B. E. M. S.).

*Chefs de bataillon.*

MM.

Pierre (Paul), 31 octobre 1921, 9e R. M. — 20 juin 1955 (D. E. M., B. E. M. S.).
Martin (Jacques), 2 mars 1918, 4e R. M. — 7 décembre 1955.
Cartalade (François), 17 avril 1915, 5e R. M. (breveté parachutiste). — 4 février 1956.
Bouet (Henri), 2 mars 1919, 1re R. M. — 28 mars 1956.
Perrot (Pierre), 7 août 1916, 10e R. M. — 8 juin 1956 (D. E. M.).
Heliot (Michel), 12 mai 1920, 4e R. M. (spécialiste blindés motorisés). — 1er août 1956.
Chauvin (René), 28 janvier 1914, 10e R. M. — 10 juin 1957.
Ziegler (Jean), 6 février 1924, 5e R. M. (breveté parachutiste). — 10 juillet 1957.
Videment (Michel), 27 avril 1915, 1re R. M. — 1er août 1957.
Frere (André), 14 septembre 1915, 10e R. M. — 7 août 1957.
Turban (Francis), 18 décembre 1916, 1re R. M. — 8 août 1957.

*Capitaines.*

MM.

Laurent (Claude), 5 mars 1925, 10e R. M. — 17 juillet 1955.
Boulle (Georges), 11 mai 1919, 4e R. M. — 7 avril 1956.
Parpillon (Gaston), 18 août 1924, 9e R. M. — 20 avril 1956.
Sangla (Pierre), 10 mai 1919, 9e R. M. — 19 juillet 1956.
Emonet (Pierre), 25 avril 1916, 1re R. M. — 21 juin 1957.
Vaillot (Marcel), 31 mai 1927, 10e R. M. — 24 juin 1957.
Soust (Jacques), 11 février 1917, 10e R. M. — 26 juin 1957.
Tauzia (André), 18 août 1920, 10e R. M. (spécialiste blindés motorisés). — 6 juillet 1957.
Groslière (Georges), 4 juin 1926, 1re R. M. — 9 juillet 1957.
Lobligeois (Gérard), 21 février 1920, 10e R. M. — 11 juillet 1957.
Labbe (Pierre), 23 septembre 1914, 9e R. M. — 15 juillet 1957.
Galan (Irénée), 17 octobre 1924, 3e R. M. — 25 juillet 1957.
Pageot (Joseph), 15 mai 1918, 1re R. M. (spécialiste transmissions). — 1er novembre 1958.

*Lieutenants et sous-lieutenants.*

MM.

Serpol (Bernard), 5 mars 1935, 10e R. M. (breveté parachutiste). — N'a jamais servi.
Battoue (Didier), 9 mars 1925, 10e R. M. (breveté parachutiste). — N'a jamais servi.
Bertolini (Pierre), 6 décembre 1924, 10e R. M. (breveté parachutiste). — N'a jamais servi.
Javelot (Hubert), 28 février 1931, 1re R. M. — 21 septembre 1958.
Paoli (Jacques), 12 juillet 1922, 10e R. M. — 19 novembre 1958.
Fatras (Pierre), 31 juillet 1931, 10e R. M. (spécialiste blindés motorisés). — 1er décembre 1958.
Petitpierre (Jules), 28 juillet 1922, 1re R. M. — 17 décembre 1958.
Lapeyre (Louis), 20 mars 1930, 10e R. M. — 18 décembre 1958.
Tiberghien (Michel), 19 décembre 1931, 10e R. M. (spécialiste blindés motorisés). — 19 décembre 1958.
Trelaun (Marcel), 4 décembre 1918, 10e R. M. — 20 décembre 1958.
Nicolas (Jacques), 10 octobre 1929, 10e R. M. (spécialiste blindés motorisés). — 30 décembre 1958.

**Artillerie de marine.**

*Lieutenants-colonels.*

MM.

Bauchet (Roland) (chef d'escadron au tableau), 1er juin 1915, 1re R. M. — 6 décembre 1957.
Joba (Yves) (chef d'escadron au tableau), 1er mars 1913, 10e R. M. (hors cadres, titre S. M. B.). — 12 mars 1959.

*Capitaines.*

MM.

Durand (Henri), 6 novembre 1923, 6e R. M. — 27 mars 1956.
Pasteur (André), 14 septembre 1917, 10e R. M. — 14 avril 1956.
Mouchel (Hubert), 7 février 1919, 1re R. M. (hors tour, titre S. M. B.). — 14 septembre 1959.

*Sous-lieutenants et lieutenants.*

MM.

Gaussen (Michel), 4 septembre 1932, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Lhote (Pierre), 3 janvier 1934, 10e R. M. (spécialiste transmissions). — N'a jamais servi.
Veys (Roger), 6 mai 1933, 10e R. M. (spécialiste transmissions). — N'a jamais servi.
Cottret (Maurice), 29 octobre 1916, 10e R. M. — 16 mai 1958.
Fourcade (Henri), 8 octobre 1931, 10e R. M. — 9 avril 1959.

**Service des matériels et bâtiments des troupes de marine.**

*a*) ADMINISTRATIF

*Lieutenants.*

MM.

Pecqueux (Roger), 1er février 1918, 1re R. M. — 19 janvier 1959.
Rostaing (Romain), 25 novembre 1920, 9e R. M. — 2 février 1959.

*b*) AUTOS-CHARS

*Lieutenant.*

M. Safon (Roger), 29 août 1920, 10e R. M. — 14 mars 1960.

*c*) ARMEMENT

*Sous-lieutenant.*

M. Pedrassi (Albert), 11 avril 1922, 10e R. M. — 30 juillet 1959.

*d*) TRANSMISSIONS

*Capitaine.*

M. Orsini (Jean), 24 octobre 1910, 10e R. M. — 11 juillet 1959.

**Intendance des troupes de marine.**

*a*) FONCTIONNAIRE

*Intendant militaire de 2e classe.*

M. Clemençon (Jean), 28 juin 1908, 1re R. M. — 1er novembre 1958.

*b*) OFFICIER D'ADMINISTRATION

*Capitaine.*

M. Vibert (Jules), 4 septembre 1914, 9e R. M. — 24 octobre 1959.

**Cadre spécial des troupes de marine.**

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

*Capitaine.*

M. Lacouture (Léon), 28 avril 1911, 1re R. M. — 25 juin 1958.

*Lieutenants.*

MM.

Messaoui-Tahar, 29 mai 1920, 10e R. M. — 2 février 1959.
Braun (Albert), 25 août 1916, 10e R. M. — 28 avril 1960.
Rodrigue (Henri), 12 janvier 1913, 9e R. M. — 9 mars 1960.

**Service de santé des troupes de marine.**

*Médecins colonels.*

MM.

Quere (Auguste), médecin lieutenant-colonel au tableau, 16 février 1908, 9e R. M. — 3 mars 1960.
Bascou (André), 28 janvier 1905, 9e R. M. — 27 février 1961.

*Médecins lieutenants-colonels.*

MM.

Villa (Jacques), médecin commandant au tableau, 25 janvier 1915, 9e R. M. — 7 juillet 1959 (D. E. M.).
Soubde (Paul), 1er mai 1911, F. F. A. — 8 février 1960.
Fesquet (Jean), 30 avril 1911, 9e R. M. — 8 juin 1960.
Mear (Yves), 7 août 1918, 1re R. M. — 19 juillet 1960.

*Médecins commandants.*

MM.

Granet (Jacques), 11 février 1921, 1re R. M. — 14 juillet 1958.
Ricosse (Jean), 28 avril 1926, 1re R. M. — 14 août 1959.
Constant (Yves), 7 juin 1919, 5e R. M. — 30 mars 1960.
Rannou (Léon), 26 février 1925, 3e R. M. — 28 avril 1960.

*Médecins capitaines.*

MM.

Constantin (Bernard), 10 août 1929, 9e R. M. — 6 avril 1959.
Faidherbe (Cyrille), 6 septembre 1926, 9e R. M. — 1er septembre 1959.
Brenot (Georges), 1er mai 1930, 9e R. M. — 14 janvier 1960.
Thaler (Jean), 9 décembre 1928, 9e R. M. — 4 février 1960.
Chabaud (Henri), 24 septembre 1931, 10e R. M. — 17 février 1960.
Etenaud (Jean), 28 février 1927, 9e R. M. — 22 février 1960.
Ladouce (Paul), 15 avril 1929, 9e R. M. — 14 mars 1960.
Arzel (Guy), 11 mai 1929, 1re R. M. — 28 mars 1960.
Borgatti (Maurice), 5 décembre 1929, 9e R. M. — 2 avril 1960.
Reiser (Denis), 21 avril 1929, 5e R. M. — 4 avril 1960.
Bernard (Louis), 9 janvier 1928, F. F. A. — 8 avril 1960.
Fageolles (Jean), 20 mars 1930, 1re R. M. — 16 avril 1960.
Tourres (Maurice), 29 juin 1927, 5e R. M. — 26 mai 1960.
Froget (Jean), 15 janvier 1930, 5e R. M. — 13 juin 1960.
Cariou (André), 13 juillet 1929, 9e R. M. — 23 juin 1960.
Delarue (Henri), 16 juin 1926, 9e R. M. — 25 juin 1960.
Gaudineau (Raymond), 10 octobre 1927, 9e R. M. — 17 août 1960.
Revil (Henri), 6 mars 1927, 9e R. M. — 27 août 1960.

*Médecins lieutenants.*

MM.

Bour (Yves), 1er juillet 1932, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Derlich (Roger), 27 octobre 1932, 10e R. M. — N'a jamais servi.
Le Duc (Henri), 23 septembre 1933, 10e R. M. — N'a jamais servi.

ANNULATION D'INSCRIPTIONS AU TABLEAU DE DÉPART OUTRE-MER

**Infanterie de marine.**

*Chefs de bataillon.*

MM.

Chandenier (Maxence) (capitaine au tableau), 27 novembre 1920, 1re R. M. — 3 janvier 1956.
Loustau (Henri), 4 juillet 1923, 1re R. M. — 1er juillet 1957.
Bordage (Marc), 4 février 1911, 10e R. M. — 8 juillet 1957.
Aubin (André), 10 novembre 1912, 1re R. M. — 29 juillet 1957.

*Capitaines.*

MM.

Arqueros (Robert), 15 octobre 1919, 1re R. M. — 12 mars 1955.
Bayt (Régis), 12 septembre 1921, 1re R. M. — 2 juillet 1955.

*Lieutenants.*

MM.

Barthélemy (Maurice), 10 décembre 1929, 6e R. M. — 21 avril 1958.
Bardet (Bernard), 30 juin 1930, 10e R. M. — 13 octobre 1958 (spécialiste blindés motorisés).
Perard (Léon), 2 avril 1919, 10e R. M. — 17 octobre 1958.

**Service des matériels et bâtiments des troupes de marine.**

*a*) ARTIFICIER

*Lieutenant.*

M. Casabianca (Toussaint), 14 août 1914, 9e R. M. — 20 février 1960.

*b*) CONDUCTEURS DE TRAVAUX

*Capitaine.*

M. Schrobiltgen (Gilbert), 1er novembre 1909, 10e R. M. — 19 mai 1960.

*Lieutenant.*

M. Demaison (Noël), 24 décembre 1910, 4e R. M. — 26 mai 1960.

SOUS-OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE

I. — RELIQUAT DES TABLEAUX PRÉCÉDENTS

**Infanterie de marine.**

*Adjudants-chefs.*

André (Jean), 24 avril 1927, 3e R. M., B. S. infanterie. — 5 octobre 1955.
Colonna (Antoine), 3 janvier 1919, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 3 novembre 1955.
Duraffourd (Serge), 2 septembre 1916, 1re R. M., B. C. S. infanterie. 24 décembre 1955.
Regnier (Jean), 26 août 1917, 9e R. M., B. S. infanterie. — 28 février 1956.
Dufour (Irénée), 5 novembre 1919, 9 R. M., B. S. infanterie. — 25 mars 1956.
Panteghini (Jacques), 23 novembre 1927, F. F. A., B. S. infanterie. — 25 août 1956.
Compois (Pierre), 13 juin 1923, 1re R. M., B. S. infanterie. — 23 septembre 1956.
Briet (Marcel), 31 mai 1925, 1re R. M., B. S. infanterie. — 22 novembre 1956.

*Adjudants.*

Le Huan Cua (Louis), 11 août 1920, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 31 juillet 1955.
Bon (Jérôme), 29 janvier 1922, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 27 octobre 1955.
Berrou (René), 27 juillet 1927, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 1er septembre 1956.
Alloncle (Raymond), 12 mai 1925, 9e R. M., B. S. infanterie. — 20 septembre 1956.
Elie-Joseph (Raphaël), 24 octobre 1926, 9e R. M., B. S. infanterie. — 23 septembre 1956.
Oudart (Bernard), 4 mai 1927, 1re R. M., B. S. comptabilité. — 26 septembre 1956.
Le Derf (Emile), 14 janvier 1927, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 4 octobre 1956.
Durand (Maurice), 21 juin 1926, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 22 novembre 1956.

*Sergents-chefs.*

Cozannec (Robert), 2 septembre 1932, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 13 juin 1955.
Berdoula (Pierre), 28 avril 1931, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 11 août 1956.
Chiron (Eugène), 28 octobre 1923, 3e R. M., B. C. S. infanterie. — 25 août 1956.
Besiade (Claude), 9 décembre 1932, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 3 septembre 1956.
Judith (Georges), 23 avril 1923, 1re R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 5 septembre 1956.
Caron (Jean), 2 juillet 1929, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 6 septembre 1956.
Delamare (André), 17 janvier 1930, 1re R. M., B. C. S. infanterie, C. A. T. 2 comptabilité. — 6 septembre 1956.
Marchetti (Roch), 11 février 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 22 septembre 1956.
Boileau (Jean), 24 janvier 1924, 1re R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 26 septembre 1956.
Le Goff (François), 5 mars 1927, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 20 octobre 1956.
Castillou (Jean), 22 août 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 21 octobre 1956.
Prevost (Robert), 17 août 1927, 1re R. M., C. A. T. 2/201/T, C. A. T. 2 secrétariat, C. I. A. — 7 novembre 1956.
Noémi (Raymond), 5 septembre 1932, 3e R. M., B. C. S. infanterie. — 4 décembre 1956.
Muller (Léon), 18 avril 1930, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 6 décembre 1956.

*Sergents.*

Panangandin (Kizakétahil), 7 mai 1933, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — N'a jamais servi.
Gerome (André), 16 septembre 1934, 9e R. M., C. A. T. 2 mécanicien auto E. B. — N'a jamais servi.
Kraemer (Jean), 2 janvier 1932, 10e R. M., C. A. T. 2 222/Trans. — N'a jamais servi.
Normand (Paul), 30 août 1931, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 10 août 1955.
Lagorge (René), 11 juin 1929, 3e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 2 mars 1956.
Grimaud (Jacques), 29 juin 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 251/Trans., C. I. A. — 1er août 1956.

Julliard (Michel), 16 juin 1933, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 8 août 1956.
Penven (Michel), 24 janvier 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 15 septembre 1956.
Levoin (Gérard), 21 janvier 1934, 1re R. M., C. A. T. 2 251/Trans., C. I. A. — 11 octobre 1956.
Velane (Velou), 23 avril 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 21 octobre 1956.
Skop (Edmond), 4 octobre 1933, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 28 novembre 1956.
Degaey (Jacques), 8 juin 1933, 9e R. M. — C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 14 décembre 1956.
Pineau (Alfred), 29 mai 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 211/221/Trans. — 16 décembre 1956.
Guignon (Serge), 15 septembre 1934, 5e R. M. — C. A. T. 2 infanterie, C. I. A., B. P. — N'a jamais servi.

**Infanterie de marine.**

SPÉCIALISTES MUSICIENS

*Sergent.*

Coulon (Bernard), 9 décembre 1929, 1re R. M., C. A. T. 2 clairon. — 1er octobre 1960.

HOMMES DE TROUPE

*Caporaux-chefs.*

Krystofiak (Klément), 11 septembre 1931, 5e R. M., C. A. T. 2. musicien (flûte). — 27 juillet 1959.
Cardon (Henri), 4 février 1935, 1re R. M., C. A. T. 2 musicien cor d'harmonie). — 5 juillet 1960.

*Caporal.*

Deswarte (Michel), 11 août 1936, 1re R. M., C. A. T. 2. musicien (hautbois). — 5 juillet 1960.

*Soldat de 1re classe.*

Zenzemba (Georges), 3 mai 1930, 1re R. M., tambour qualifié. — 17 juin 1960.

**Infanterie de marine.**

SPÉCIALISTES BLINDÉS

*Adjudants-chefs.*

Robert Yves), 8 septembre 1924, 3e R. M., B. S./A. B. — 9 avril 1959.
Bertin Pierre), 15 avril 1928, 4e R. M., B. S./A. B. — 29 avril 1959.

*Adjudant.*

Lorente Ginès), 25 septembre 1927, 10e R. M., B. C. S., B 1/AB, B. S. infanterie. — 23 mai 1959.

*Sergents-chefs.*

Danner (Martial), 26 juillet 1925, 3e R. M., C. A. T. 2/AB, C. I. A. — 23 avril 1958.
Brasset (Christian), 3 avril 1931, 10e R. M., B. C. S., B 1/AB. — 4 juin 1959.

*Sergents.*

Bachmann (Alfred), 29 avril 1934, 9e R. M., C. A. T. 2/AB. — 15 mai 1959.
Tressol (Octave), 31 août 1931, 10e R. M., C. A. T. 2/AB, C. I. A. — 5 juin 1959.
Rennes (René), 2 octobre 1936, 10e R. M., C. A. T. 2/AB, C. I. A. — 2 juillet 1959.

**Corps des télégraphistes des troupes de marine.**

*Adjudant.*

Buriez (René), 9 décembre 1925, 4e R. M., 310/T. — 14 mars 1957.

*Sergents.*

Piclet (Bernard), 20 juillet 1939, 10e R. M., C. A. T. 2 201/T. — N'a jamais servi.
Perony (Gérard), 15 décembre 1930, F. F. A., 350/T. — 10 octobre 1955.
Foret (François), 30 novembre 1930, 10e R. M. 350/T. — 27 septembre 1958.

**Artillerie de marine.**

*Adjudants-chefs.*

Sueur (André), 14 avril 1923, 1re R. M., B. S. artillerie. — 30 juillet 1955.
Pancarte (Marie), 9 avril 1921, 3e R. M., B. C. S. - B. 1 artillerie. — 27 octobre 1955.
Viche (Gérard), 4 juillet 1922, 9e R. M., B. S. artillerie. — 3 décembre 1955.
Brouquier (Félix), 11 décembre 1922, 9e R. M., B. S. artillerie, F. T. A. — 26 décembre 1955.

*Maréchaux des logis chefs.*

Cartier-Millon (Pierre), 6 septembre 1929, 5e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 26 décembre 1955.
Villeneuve (Louis), 11 septembre 1934, 1re R. M., B. S. artillerie. — 22 janvier 1956.
Quibon (Yves), 2 janvier 1929, 10e R. M., B. C. S., B. 1 comptabilité. — 6 février 1956.

*Maréchaux des logis.*

Pocher (André), 8 décembre 1930, 3e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 1er décembre 1955.
Lecurieux-Lafayette (Justin), 11 décembre 1934, 10e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie. — décembre 1955.
Many (Massilamany), 15 juillet 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 8 décembre 1955.
Hoet (Gilbert), 11 février 1931, 9e R. M., C. A. T. 2 artillerie. — 26 décembre 1955.
Deliot (Claude), 19 novembre 1930, 3e R. M., B. C. S., B. 1 transmissions 551/TA. — 26 décembre 1955.
Jean-Pierre (Léon), 13 janvier 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 auto E. B., C. I. A. — 28 décembre 1955.
Castelli (Pierre), 30 novembre 1937, 1re R. M., B. C. S., B. 1 artillerie, F. T. A., 251 transmissions, C. S. électromécanicien. — 23 février 1956.

**Service des matériels et bâtiments des troupes de marine.**

COMPTABLES

*Maréchal des logis.*

Arnaud (Henri), 27 novembre 1928, 9e R. M., B. C. S., B. E. comptable. — 2 mars 1958.

ARMEMENT, OPTIQUE

*Adjudant.*

Christel (Pierre), 9 juin 1929, 6e R. M., B. S. optique. — 21 juin 1956.

*Maréchal des logis.*

Loiseau (Robert), 26 mars 1940, 10e R. M., B. C. S., B. E. artificier. — N'a jamais servi.

AUTOS-CHARS

*Adjudant-chef.*

Constant (Emile), 9 mai 1922, 10e R. M., B. S. auto E. B.. — 1er septembre 1959.

*Adjudant.*

Bahoff (René), 18 juin 1926, 1re R. M., B. S. auto E. B. — 18 avril 1957

*Maréchal des logis-major.*

Caristan (Anatole), 6 août 1926, 1re R. M., B. C. S., B. E. auto E. B. — 12 février 1959.

*Maréchal des logis chef.*

Lamarre (Roland), 8 décembre 1929, 1re R. M., B. S. engins mécaniques. — 27 janvier 1957.

*Maréchaux des logis.*

Lachartre (Jean), 21 avril 1928, 1re R. M., B. C. S., B. E. auto E. B. — 4 mai 1958.
Herviau (Albert), 30 mai 1934, 9e R. M., B. C. S., B. E. auto E. B. — 6 juin 1958.
Marie-Magdeleine (François), 30 avril 1933, 1re R. M., B. C. S., B. E. auto E. B. — 12 juillet 1958.
Fouillard (François), 16 septembre 1932, 10e R. M., B. S. auto E. B. — 6 août 1958.

CONSTRUCTIONS

*Adjudant-chef.*

Borderie (Paul), 31 janvier 1912, 1re R. M., B. C. S., B. E. surveillant de travaux. — 6 avril 1959.

*Maréchal des logis-major.*

Blanvillain (Yves), 24 janvier 1928, 1re R. M., B. S. moniteur dépanneur frigoriste. — 3 mars 1959.

*Maréchal des logis.*

Deghilage (Bernard), 9 octobre 1931, 1re R. M., C. A. T. 2 dessinateur, C. I. A. — 7 mai 1959.

**Cadre des agents des corps de troupes de marine.**

*Adjudant.*

Roncin (André), 3 janvier 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 comptable vérificateur, B. C. S., B. E. comptable. — 26 avril 1958.

**Cadre des commis et ouvriers militaires de l'intendance des troupes de marine.**

*Adjudant-chef.*

Feraez (Antoine), 18 juin 1918, 1re R. M., B. S. comptable vérificateur. — 19 septembre 1960.

*Sergent.*

Lautier (Bernard), 24 mars 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 bureaux. — 25 mars 1959.

SPÉCIALISTE TAILLEUR

*Sergent-major.*

Chevau (Marcel), 17 mars 1909, 1re R. M., C. A. M. O. — 9 mars 1959.

**Cadre des infirmiers militaires des troupes de marine**

*Adjudant-chef.*

Nicoli (Jean), 20 juin 1913, 9e R. M., B. S. maître infirmier. — 3 août 1960.

*Adjudant.*

Pajot (Gérald), 14 avril 1927, 9e R. M., B. S. secrétaire comptable. — 23 juin 1959.

*Sergents-chefs.*

Gazabre (Raymond), 9 février 1920, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 25 février 1957.
Gatt (Marcel), 20 octobre 1924, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 17 octobre 1958.
Lassale (Jean-Claude). 6 juillet 1926, 9e R. M., B. C. S., B. E. infirmier. — 7 août 1959.

*Sergents.*

Jiberot (Virarayon), 6 février 1935, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — N'a jamais servi.
Bailbe (Pierre), 17 mars 1933, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — N'a jamais servi.
Louche (Jacques), 9 octobre 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 9 mai 1959.
Domange (André), 23 janvier 1924, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 25 août 1960.

II. — TABLEAU DE DÉPART OUTRE-MER DU 1er JUIN 1961

**Infanterie de marine.**

*Adjudants-chefs.*

Cœudevez (Lucien), 26 mars 1927, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 23 avril 1955.
Etienne (Pierre), 18 avril 1924, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 1er juin 1955.
Levêque (René), 25 avil 1920, 10e R. M., B. C. S. B1 comptabilité. — 16 juin 1955.
Le Gentil (Sevais), 11 mai 1917, 3e R. M., B. S. infanterie. — 14 juillet 1955.
Gaag (François), 7 juin 1921, 10e R. M., B. S. comptabilité. — 19 juillet 1955.
Bournier (Stéphane), 13 juin 1920, 1re R. M., B. S. infanterie, B1 mécanicien ALAT. — 8 août 1955.
Darengosse (Jean), 8 janvier 1920, 10e R. M., B. C. S. infanterie, B. P. — 15 octobre 1955.
Salaun (Jean), 9 octobre 1923, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 30 novembre 1955.
Benech (Jean), 11 novembre 1920, 4e R. M., B. C. S. infanterie. — 22 décembre 1955.
Lobbens (André), 5 août 1920, 1re R. M., B. S. infanterie. — 11 janvier 1956.
Gonthier (Valentin), 1er juin 1920, 10e R. M., B. S. infanterie. — 26 février 1956.
Ferrandiz (Joseph), 6 janvier 1920, 10e R. M., B. S. infanterie. — 7 mars 1956.
Gerard (Léon), 3 décembre 1923, 1re R. M., B. S. comptabilité. — 7 mars 1956.
Fevre (Henri), 27 juin 1920, 10e R. M., B. S. infanterie. — 25 mars 1956.

*Adjudants.*

Moracchini (Jean), 12 novembre 1920, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 5 octobre 1955.
Borvon (Pierre), 15 mars 1920, 1re R. M., B. C. S., B1 comptabilité. — 3 novembre 1955.
Schoeler (Pierre), 10 avril 1922, 10e R. M., B. C. S., B2 auto et E. B. — 3 novembre 1955.
Pradier (André), 15 décembre 1927, 9e R. M., B. C. S. infanterie. — 16 juin 1956.
Hermine (Emmanuel), 7 septembre 1920, 1re R. M., B. C. S., B1 chancellerie. — 5 octobre 1956.
Bignard (François), 25 décembre 1927, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 23 décembre 1956.
Raynaud (Georges), 6 avril 1927, 4e R. M., B. C. S. infanterie. — 23 décembre 1956.

*Sergent-major.*

Le Vern (Emile), 21 mai 1923, 3e R. M., B1 comptabilité. — 3 février 1956.

*Sergents-chefs.*

Duranton (René), 19 septembre 1931, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 15 mai 1955.
Thibault (Claude), 11 août 1933, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 24 août 1955.
Souchal (Paul), 4 novembre 1930, 4e R. M., B. C. S. infanterie. — 5 octobre 1955.
Rollet (Jean), 13 août 1925, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 21 octobre 1955.
Tinant (Michel), 5 juillet 1924, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 27 mars 1956.
Chevalier (Georges), 21 juillet 1926, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 17 mai 1956.
Fritsch (Fernand), 28 décembre 1931, 1re R. M., B. C. S., B. M. P. — 22 mai 1956.
Bellec (Jean-Pierre), 7 novembre 1925, 3e R. M., C. A. T. 2 trans., C. I. A. — 24 décembre 1956.
Tagnon (Michel), 21 avril 1930, 4e R. M., B. C. S., B1 comptabilité. — 28 décembre 1956.
Lebargy (Emile), 3 juin 1931, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 1er janvier 1957.
Prodhome (Pierre), 10 mai 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité. — 2 janvier 1957.
Cadiou (Servais), 3 mai 1928, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 5 janvier 1957.
Colle (Jean), 20 mars 1928, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 5 janvier 1957.
Jibault (Charles), 6 novembre 1926, 9e R. M., C. A. T 2 autos-chars, C. I. A. — 7 janvier 1957.
Robert (Jacques), 4 mai 1926, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 8 janvier 1957.

*Sergents.*

Lefevre (Jean), 14 mai 1938, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Laborie (Jean), 27 juin 1937, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — N'a jamais servi.
Grimblot (Jean), 20 novembre 1937, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Said (Louis), 19 août 1938, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Pelletier (Jean-Pierre), 25 décembre 1938, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — N'a jamais servi.
Brule (Daniel), 3 février 1938, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — N'a jamais servi.
Dominguez (Louis), 12 septembre 1939, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — N'a jamais servi.
Dubois (Manassé), 14 septembre 1932, 4e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — 30 mai 1955.

Avenière (Adrien), 18 mai 1933, 10e R. M., C. A. T. 2 211 trans. — 27 octobre 1955.
Castel (René), 21 avril 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 16 avril 1956.
Grousset (Pierre), 1er septembre 1936, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 30 avril 1956.
Simon (Alain), 7 mars 1935, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 28 août 1956.
Cazcarra (Gaston), 7 août 1932, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 3 janvier 1957.
Guiboud (Henri), 21 avril 1935, 9e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 3 janvier 1957.
Cadiou (Joseph), 24 juillet 1935, 10e R. M., B. C. S. infanterie. — 5 janvier 1957.
Cnocquart (Noël), 25 décembre 1936, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 5 janvier 1957.
Provot (Bernard), 20 janvier 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie. — 5 janvier 1957.
Sither (Denis), 15 mai 1927, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 5 janvier 1957.
Soulat (Bernard), 30 août 1932, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 5 janvier 1957.
Beaugrand (Raymond), 3 juin 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 7 janvier 1957.
Bocaly (Justin), 26 septembre 1926, 1re R. M., B. C. S. infanterie. — 7 janvier 1957.
Biancardini (Dominique), 17 mai 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 27 janvier 1957.
Schmitt (Gilbert), 14 juin 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 infanterie, C. I. A. — 27 janvier 1957

**Infanterie de marine.**

SPÉCIALISTES MUSICIENS

*Sergents-chef.*

Kohler (Fernand), 22 décembre 1923, 9e R. M., C. A. T. 2 musicien, C. I. A., B. C. S. B. 1 tambour-major. — 6 juin 1957.
Groux (Pierre), 17 juin 1934, 1re R. M., brevet sous-chef de fanfare. — 9 juillet 1960.
Clerc (René), 24 novembre 1921, 9e R. M., brevet sous-chef de fanfare. — 12 novembre 1960.

*Sergent.*

Gumez (Daniel), 11 mai 1931, 9e R. M., C. A. T. 2 musicien, C. I. A. — 7 décembre 1960

HOMMES DE TROUPE

*Soldats de 2e classe.*

Gamblin (Bernard), 21 février 1940, 1re R. M., C. A. T. 1 musicien (trombone). — N'a jamais servi.
Bertineau (Jean-Jacques), 17 mars 1940, 1re R. M., C. A. T. 1 musicien (trombone). — N'a jamais servi.

**Infanterie de marine.**

SPÉCIALISTES BLINDÉS

*Adjudants.*

Kubica (Pierre), 17 janvier 1930, 10e R. M., C. A. T. 2, A. B., B. S. infanterie. — 17 juin 1959.
Cretin (Jean), 25 novembre 1928, 10e R. M., C. A. T. 2, A. B., B. S. infanterie. — 29 juin 1959.

*Sergents-chefs.*

Zemb (Joseph), 13 février 1922, 10e R. M., C. A. T. 2, A. B., C. I. A. — 21 mars 1959.
Moritz (Joseph), 20 janvier 1930, 10e R M., B. S., A. B. — 8 juin 1959.
Zanarotto (Attilio), 27 octobre 1920, 10e R. M., B. S., A. B. — 16 juillet 1959.
Murati (Ange), 12 janvier 1927, 10e R. M., B. C. S., B. 1, A. B. — 24 juillet 1959.

**Corps des télégraphistes des troupes de marine.**

*Adjudant-chef.*

Marcon (Claude), 22 février 1927, 9e R. M., 460 T. — 19 mars 1958.

*Adjudant.*

Collet (Jean), 8 octobre 1928, 10e R. M., 496 T. — 28 mai 1958.

*Sergents-chefs.*

Richardson (Louis), 23 septembre 1927, 10e R. M., 360 T. — 24 août 1959.
Albenque (Maxime), 26 octobre 1928, 10e R. M., 400 T. — 30 septembre 1959.

*Sergents.*

Cassonnet (Gérard), 2 mars 1926, 10e R. M., 300 T. — 17 octobre 1956.
Le Mestre (Jean), 31 août 1928, 4e R. M., 300 T. — 19 juin 1957.
Bouvrot (Jean), 13 juin 1933, 10e R. M., 396 T. — 13 janvier 1958.
Minin (Lucien), 30 mai 1932, 10e R. M., 350-352 T. — 29 mars 1958.

**Artillerie de marine.**

*Adjudants-chefs.*

Motta (Joseph), 24 novembre 1925, F. F. A., B. E. artillerie de campagne. — 26 octobre 1955.
Beaugendre (Charles), 17 juillet 1920, 10e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie. — 28 février 1955.
Llerena (Pierre), 5 août 1924, 1re R. M., B. S. comptabilité. — 15 juin 1955.
Gros (Armand), 15 mai 1920, 9e R. M., B. C. S. B. 1 artillerie. — 25 juillet 1955.
Jetil (Jean), 21 août 1920, 9e R. M. B. C. S., B. 1 auto E. B. — 7 août 1955.

*Adjudants.*

Crescent (Jean), 24 décembre 1920, 10e R. M., B. S. artillerie, F. T. A. — 24 avril 1955.
Losfeld (Claude), 23 mai 1928, F. F. A., B. S. artillerie. — 26 juillet 1955.
Thermeau (Claude), 1er janvier 1929, 1re R. M., B. C. S., B. 1 comptabilité. — 6 août 1955.

*Maréchaux des logis chefs.*

Thiebault (Roger), 18 décembre 1929, 5e R. M. — B. C. S., B. 1 artillerie B. P. — 10 août 1955.
Vandomme (Christian), 13 août 1933, 9e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie, F. T. A. — 26 octobre 1955.
Cairo (Claire), 12 août 1929, 9e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 1er décembre 1955.
Bendjadi (André), 28 février 1926, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 13 décembre 1955.
Tinaugus (Jean), 24 mars 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 19 décembre 1955.
Kermoal (Louis), 8 novembre 1929, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie transport, C. I. A. — 22 décembre 1955.
Lavaud (Jean-Claude), 30 avril 1934, 8e R. M., B. S. artillerie de campagne. — 4 février 1956.
Cocles (Hippolyte), 8 juin 1930, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. A. T. 2 chancellerie, C. I. A. — 4 février 1956.
Dubois (Raoul), 14 octobre 1925, F. F. A., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 10 février 1956.
Salviani (Mathieu), 28 octobre 1930, 10e R. M., B. S. artillerie. — 16 février 1956.
Alamercery (François), 17 février 1928, 9e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie, F. T. A., B. 1 détection électromagnétique. — 15 février 1956.
Aubert (Claude), 8 février 1935, 1re R. M., B. S. artillerie de campagne. — 23 février 1956.
Delory (Claude), 25 novembre 1928, 10e R. M., B. C. S., B. 1 trans 551 T. A. — 8 mars 1956.
Arnould (Jacques), 19 décembre 1926, 10e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie de campagne. — 14 mars 1956.
Cadro (Jean), 29 janvier 1928, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 14 mars 1956.

*Maréchaux des logis.*

Pascal (Claude), 9 juillet 1933, 10e R. M., B. C. S., B. 1 auto E. B. — N'a jamais servi.
Zapha (Hervé), 27 juin 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie de campagne, C. I. A. — N'a jamais servi.
Poyot (Jean), 29 mai 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie de campagne, C. I. A. — N'a jamais servi.
Alcindor (Emile), 30 octobre 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie de marine, C. I. A. — N'a jamais servi.
Prats (Roger), 22 février 1937, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie. — N'a jamais servi.
Vildeuil (Georges), 23 mars 1938, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie. — N'a jamais servi.

Bonnefous (René), 9 mai 1936, 10e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie. — N'a jamais servi.
Flipot (Robert), 13 juin 1927, 1re R. M., C. A. T. 2 mécanicien autochars, C. I. A. — 14 novembre 1955.
Salge (Félix), 17 mars 1935, 10e R. M., C. A. T. 2 artillerie, F. T. A. — 21 novembre 1955.
Mazzoni (Pierre), 18 août 1934, 5e R. M., B. C. S., B. 1 artificier. — 2 mars 1956.
Mondésir (Guy), 12 juin 1933, 9e R. M., C. A. T. 2, 251 T TA, C. I. A — 13 mars 1956.
Audel (Raphaël), 3 mai 1932, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie. — 15 mars 1956
Robin (Jacques), 27 juin 1928, 9e R. M., C. A. T. 2 artillerie. — 15 mars 1956.
Mouche (Robert), 2 juin 1928, 5e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A — 25 mars 1956.
Medard (Richard), 26 septembre 1934, 5e R. M., C. A. T. 2 artillerie de campagne. — 4 avril 1956.
Sauvage (Marcel), 28 juin 1928, 1re R. M., C. A. T. 2 autos-chars, C. I. A. — 19 avril 1956.
Brel (Armand), 14 avril 1927, F. F. A., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 20 avril 1956.
Pousset (Germain), 18 janvier 1931, 1re R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 27 avril 1956.
Bourven (Jean), 26 octobre 1928, 5e R. M., C. A. T. 2 artillerie, C. I. A. — 16 mai 1956.
Carlot (Marcel), 12 février 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 comptabilité, C. I. A. — 16 mai 1956.
Gaume (Roger), 19 mai 1930, 5e R. M., C. A. T. 2 mécanicien artillerie, C. I. A. — 8 juin 1956.
Orcet (Alexis), 18 octobre 1930, 3e R. M., C. A. T. 2 artillerie. — 11 juin 1956.
Clittoli (Toussaint), 1er mars 1934, 5e R. M., C. A. T. 2 artillerie lourde, F. T. A., C. I. A. — 30 juillet 1956.
Ménard (Georges), 29 novembre 1930, 9e R. M., C. A. T. 2 comptabilité, C. I. A. — 16 août 1956.
Wernert (Jean), 14 juillet 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 mécanicien autos-chars, C. I. A. — 20 août 1956.
Monier (Claude), 16 octobre 1934, 10e R M., C. A. T. 2 artillerie transports. — 6 septembre 1956.
Bachmann (Eugène), 21 janvier 1931, 10e R. M., B. C. S., B. 1 artillerie train. — 6 septembre 1956.

**Service des matériels et bâtiments des troupes de marine.**

COMPTABLES

*Adjudants-chefs.*

Morel (Maximin), 7 février 1912, 1re R. M., B. S. comptable. — 19 septembre 1959.
Bigot (Fernand), 12 septembre 1918, 10e R. M., B. S. comptable. — 12 août 1960.

*Adjudant.*

Ambrosini (François), 1er juin 1930, 10e R. M., B. S. comptable. — 30 juillet 1960.

*Maréchal des logis-major.*

Faulon (René), 25 février 1931, 1re R. M., B. S. appros. — 18 juillet 1958.

*Maréchal des logis.*

Phan-Van-Huon (Antoine), 3 juillet 1929, 1re R. M., B. C. S., B. E. comptable. — 11 février 1958.

AUTOS-CHARS

*Adjudants-chefs.*

Pinault (Désiré), 17 avril 1912, 5e R. M., B. E. mécanicien auto. — 25 mars 1957.
Benezech (Yves), 19 mars 1926, 1re R. M., B. S. auto, E. B. — 10 octobre 1958.

*Adjudants.*

Cheneval (Roger), 6 août 1920, 1re R. M., B. C. S., B. E. auto E. B — 27 mars 1958.
Careme (Albert), 17 août 1927, 1re R. M., B. S. auto E. B. — 24 novembre 1958.

*Maréchal des logis chef.*

Largeaud (Jean), 2 septembre 1921, 9e R. M., B. S. auto E. B. — 29 mars 1957.

*Maréchaux des logis.*

Attard (Antoine), 23 février 1932, 8e R. M., B. C. S., B. E. auto, E. M. mécanique générale. — 3 mai 1958.
Barberis (Jean-Pierre), 24 juin 1934, 10e R. M., B. C. S., B. E. auto, E. B. — 10 juillet 1958.
Fayard (Henry), 6 août 1932, 10e R M., B. C. S., B. E. auto, E. B. — 8 août 1958
Lelann (Marcel), 17 février 1930, 10e R. M., C. A. T. 2 autos-chars, C. I. A. — 27 octobre 1956.
Vitte (Maurice), 16 juin 1931, 10e R. M., C. A. T. 2 mécanicien autos-chars. — 24 novembre 1958.

ARMEMENT, OPTIQUE

*Adjudants.*

Friderich (Roger), 12 août 1924, 9e R. M., B. S. tourelles, E. B. — 14 novembre 1955.
Sponem (Fernand), 1er juin 1923, 8e R. M., B. S. armurier. — 6 avril 1959.

*Maréchaux des logis.*

Sylvestre (Guy), 11 août 1931, 10e R. M., B. C. S., B. E. armement petit calibre. — 12 février 1959.
Ortole (Augustin), 29 août 1929, 1re R. M., B. C. S., B. E. armement petit calibre. — 16 juillet 1959.

CONSTRUCTIONS

*Adjudants-chefs.*

Labonne (Henri), 19 janvier 1919, 1re R. M., B. E. surveillant de travaux. — 27 juin 1959.
Simonetta (Marie-Hubert), 25 janvier 1915, F. F. A., B. E. surveillant de travaux. — 28 juin 1959.

*Maréchaux des logis chefs.*

Chrysanthos (Socrate), 10 septembre 1923, 10e R. M., C. A. T. 2 électricien, C. I. A. — 11 mai 1959.
Lasnier (Raymond), 20 août 1926, 1re R. M., C. A. T. 2 électricien, C. I. A. — 24 juillet 1959.
Duc (Fernand), 7 mars 1926, 2e R. M., C. A. T. 2 électricien. — 7 juillet 1950.

*Maréchaux des logis.*

Lelias (Louis), 7 octobre 1932, 9e R. M., C. A. T. 2 menuisier, C. I. A. — 23 octobre 1954.
Albiol (Jean), 16 mai 1932, 1re R. M., C. A. T. 2 maçon, C. I. A. — 5 juin 1959.
Arnaudeau (Eugène), 2 septembre 1930, 4e R. M., C. A. T. 2 maçon, C. I. A. — 29 juin 1959.

**Cadre des agents des corps de troupes de marine.**

*Adjudants-chefs.*

Girerd (Henri), 27 mars 1923, 10e R. M., B. S. comptabilité. — 26 mars 1958.
Come (Louis), 18 avril 1917, 10e R. M., B. S. comptabilité. — 5 octobre 1958.
Cuntz (Georges), 13 mai 1924, 10e R. M., B. S. comptabilité. — 28 janvier 1959.

*Adjudant.*

Chabert (Emile), 31 mai 1918, 10e R. M., B. C. S., B. E. comptabilité. — 23 mars 1958.

*Sergent-chef.*

Dellavalle (Germain), 6 mai 1926, 1re R. M., B. C. S., B. E. comptabilité. — 28 août 1958.

**Cadre des commis et ouvriers militaires de l'intendance des troupes de marine.**

*Adjudants-chefs.*

Merlhe (Joseph), 5 janvier 1915, 5e R. M., B. S. gérant d'annexe. — 1er août 1960.
Theodora (Claude), 20 juillet 1915, 1re R. M., B. S. comptable vérificateur. — 1er septembre 1959.

Drevard (Maurice), 13 novembre 1911, 6e R. M., B. S. comptable vérificateur. — 29 octobre 1960.
Evrin (Michel), 21 septembre 1919, 10e R. M., B. S. comptable vérificateur. — 12 novembre 1960.

*Adjudants.*

Behary Laul Sirder (Pierre), 6 mai 1921, 1re R. M., B. S. comptable vérificateur. — 1er août 1960.
Mechinaud (Angelis), 24 avril 1917, 4e R. M., B. S. gérant d'annexe. — 7 août 1960.
Borel (Jacques), 19 mars 1928, 10e R. M., B. C. S., B. E. gérant d'annexe. — 19 octobre 1960.
Lavau (Raymond), 8 août 1924, 10e R. M., B. S. bureaux. — 23 novembre 1960.

*Sergents-majors.*

Allio (Roger), 5 février 1928, 5e R. M., B. E. gérant d'annexe. — 3 novembre 1960.
Loredon (Lucilien), 20 novembre 1925, 1re R. M., B. C. S., B. E. gérant d'annexe. — 12 novembre 1960.

*Sergent-chef.*

Tomei (René), 12 novembre 1932, 9e R. M., B. C. S., B. E. comptable vérificateur. — 5 octobre 1958.

*Sergents.*

Chalumeau (Denis), 9 octobre 1934, 1re R. M., B. C. S., B. E. comptable vérificateur. — 15 mars 1956.
Pennont (Joseph), 22 mars 1927, 9e R. M., C. A. T. 2 exploitation, C. I. A. — 7 avril 1956.
Dumeix (Jean-Louis), 20 octobre 1928, 1re R. M., C. A. T. 2 intendance. — 19 mai 1958.
Aubert (Auguste), 16 mai 1930, 6e R. M., C. A. T. 2 bureaux. — 23 septembre 1960.

**Cadre des agents de la chancellerie des troupes de marine.**

*Adjudant-chef.*

Reaux (Alfred), 13 avril 1919, 1re R. M., B. S. chancellerie. — 19 décembre 1957.

*Adjudants.*

Charles (Yves), 12 janvier 1926, 1re R. M., B. S. chancellerie. — 28 février 1959.
Landre (Bernard), 20 avril 1925, F. F. A., B. C. S., B. E. chancellerie. — 29 juin 1959.

*Sergent-chef.*

Girard (Abel), 5 mars 1929, 1re R. M., B. C. S., B. E. chancellerie. — 18 juillet 1958.

**Cadre des infirmiers militaires des troupes de marine.**

*Adjudants-chefs.*

Bossi (Paul), 27 juillet 1914, 9e R. M., B. S. infirmier. — 11 avril 1960.
Guéret (Roland), 13 août 1923, 9e R. M., B. S. infirmier. — 29 mai 1960.
Poirson (André), 3 avril 1920, 9e R. M., B. S. maître infirmier. — 8 juin 1960.

*Sergent-chef.*

Angibault (Roland), 5 novembre 1927, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — 19 février 1959.

*Sergents.*

Gérard (Jacques), 14 août 1938, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — N'a jamais servi.
Beaudron (Roland), 14 août 1934, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 16 avril 1956.
Granger (Claude), 16 octobre 1933, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 25 mars 1958.
Vlei (Benoît), 14 août 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier, C. I. A. — 21 avril 1958.
Rivière (Charles), 8 août 1930, 9e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — 8 août 1958.
Catin (André), 5 février 1929, 10e R. M., C. A. T. 2 infirmier. — 28 juin 1960.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**Taux des bonifications d'intérêt qui pourront être allouées par l'Etat en 1961 sur proposition du comité de gestion du fonds national d'aménagement du territoire.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation, notamment ses articles 78-1 et 81-1 ;

Vu les articles 5, 6 et 7 du décret n° 57-526 du 19 avril 1957 fixant les modalités de fonctionnement du fonds national d'aménagement du territoire,

Arrête :

Art. 1er. — Est fixé, pour l'année 1961, à 80 millions de nouveaux francs le montant des emprunts dont les intérêts pourront, sur proposition du comité de gestion du fonds national d'aménagement du territoire, être bonifiés par l'Etat.

Art. 2. — Les bonifications qui seront accordées auront pour effet d'abaisser les taux d'intérêt des emprunts visés ci-dessus d'un point et demi au moins et de trois points au plus.

Art. 3. — Le directeur du Trésor au ministère des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juin 1961.

WILFRID BAUMGARTNER.

**Modification de l'arrêté du 15 avril 1960 pris en application du décret n° 60-370 du 15 avril 1960 relatif à la prime spéciale d'équipement.**

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie, le ministre du travail, le ministre de la construction, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,

Vu le décret n° 55-878 du 30 juin 1955 relatif à l'institution d'une prime spéciale d'équipement, ensemble les textes qui l'ont modifié, notamment le décret n° 59-483 du 2 avril 1959 et le décret n° 60-370 du 15 avril 1960 ;

Vu l'arrêté du 15 avril 1960 pris en application du décret n° 60-370 du 15 avril 1960 susvisé,

Arrêtent :

Art. 1er. — Le paragraphe 1er de l'article 2 de l'arrêté du 15 avril 1960 susvisé est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Le montant de la prime ne pourra excéder pour chaque entreprise 7 500 NF par emploi créé s'il s'agit d'extension ou de conversion partielle d'établissements existants et 10.000 NF par emploi créé s'il s'agit de création d'établissements nouveaux ou de conversion totale d'activité d'un établissement existant ».

Art. 2. — L'article 10 de l'arrêté du 15 avril 1960 susvisé est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Seules seront prises en considération pour le calcul de la prime les dépenses d'investissement effectuées au cours d'une période ne dépassant pas deux ans et demi ».

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux décisions d'octroi de prime prises à dater de sa publication.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

*Le ministre de l'industrie,*
JEAN-MARCEL JEANNENEY.

*Le ministre du travail,*
PAUL BACON.

*Le ministre de la construction,*
PIERRE SUDREAU.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

*Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,*
JOSEPH FONTANET.

**Date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires n°s 2 et 4 à la Cour des comptes.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-307 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 14 novembre 1959 portant institution de commissions administratives paritaires à la Cour des comptes (service administratif et service intérieur), modifié par l'arrêté du 21 avril 1961 ;

Vu les propositions du premier président de la Cour des comptes ;

Sur le rapport du directeur du personnel et du matériel au ministère des finances et des affaires économiques,

Arrête :

Art. 1er. — La date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires n°s 2 et 4 à la Cour des comptes est fixée au 30 juin 1961.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juin 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le chef de cabinet,*
JEAN LANGLOIS.

**Groupes permanents d'étude des marchés.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat au commerce intérieur en date du 31 mai 1961, ont été nommés membres des groupes permanents d'étude des marchés, sur proposition du ministre intéressé :

GROUPE PERMANENT DES MARCHÉS ADMINISTRATIFS D'ARTICLES TEXTILES

*En qualité de représentant des administrations.*

Ministère des armées (air) :

M. le commissaire commandant Cougard, suppléant, en remplacement de M. le commissaire commandant Tardy, suppléant.

GROUPE PERMANENT D'ÉTUDE DES MARCHÉS DE CUIRS ET D'ARTICLES DES INDUSTRIES DU CUIR

*En qualité de représentant des administrations.*

Ministère des armées (marine) :

Le commissaire en chef, chef du bureau de l'habillement, du couchage et du casernement de la direction centrale du commissariat de la marine, titulaire, en remplacement de M. le commissaire en chef Blaquière, titulaire.

Un officier du service technique du commissariat de la marine, suppléant, en remplacement de M. le commissaire Fouché, suppléant.

**Administration centrale des finances.**

Par arrêté du 19 mai 1961, Mlle Jacqueline Bigot, contrôleur du Trésor à l'administration centrale des finances, est placée en service détaché, pour une période maximale de cinq ans partant du 1er août 1960, auprès de la délégation générale à la recherche scientifique et technique en qualité d'assistante contractuelle.

Par arrêté du 19 mai 1961, M. Jean Montet, contrôleur du Trésor à l'administration centrale des finances, est placé en service détaché, pour une période maximale de cinq ans partant du 1er octobre 1960, auprès du secrétariat général de la Communauté pour y exercer les fonctions de secrétaire rédacteur.

TABLEAU D'AVANCEMENT DE CLASSE DES ADMINISTRATEURS CIVILS

(Année 1960.)

I. — *Administrateurs civils de 1re classe proposés pour la classe exceptionnelle.*

MM. Rossard (Jean), sous-directeur en service détaché.
Mascard (Jean), sous-directeur à la direction du budget.
Serise (Jean), sous-directeur à la direction du Trésor.
Panard (Pierre), en service détaché.
Cavignac (Louis), en service détaché.
Baudis (Pierre), en service détaché.
Douillet (René), direction de la comptabilité publique.
Chavard (Pierre), direction du Trésor.
MM. Guilcher (René), service des affaires générales et de l'action sociale.
Gordon (Georges), direction de la dette publique.
Janicot (Pierre), direction de la comptabilité publique.
Le Guen (Jean), direction des finances extérieures.
Desroy (Jacques), services de l'ancien office des changes.
Schmerber (Jean-Marie), direction du personnel et du matériel.
Salleron (Henri), services de l'ancien office des changes.
Piel (Jean), direction du budget.
Bertrand (Lucien), en service détaché.
Leblois (Jean), en service détaché.
Beugras (Jean), délégation générale en Algérie.
Letondot (René), en service détaché.
Saint-Bris (Hubert), direction des finances extérieures.
Touchaud (Pierre), services de l'ancien office des changes.
Grandpré (Roger), direction du budget.
Leroy (Guy), délégation générale en Algérie.
Juste (Emile), direction du personnel et du matériel.
Picandet (Henri), services de l'ancien office des changes.
Hilpert (Jacques), en service détaché.
Mme Chevallier (Léa), direction des assurances.
MM. Monnier (Pierre), en service détaché.
Le Roux (René), services de l'ancien office des changes.
Cariven (Henri), services de l'ancien office des changes.
Doury (Jean), direction des affaires commerciales.
Dessart (Jean), direction du budget.
Naranjo (Henri), délégation générale en Algérie.
Catalano (Georges), délégation générale en Algérie.
Bastet (Marcel), direction du budget (issu des cadres supérieurs de l'administration tunisienne).
Paton (Jacques), direction des monnaies et médailles.
Kuhn (Jean), en service détaché (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine).
Le Cain (René), direction des finances extérieures.
Martin (Jean-Baptiste), en service détaché.
Thomas-Lacourière (Henri), service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor.
Lestelle (André), direction des finances extérieures.
Toledano (Guy), service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor.
Nicolas (Raymond), direction du budget (issu des cadres supérieurs de l'administration tunisienne).
Daure (Alfred), direction des monnaies et médailles (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine).

II. — *Administrateurs civils de 2e classe proposés pour la 1re classe.*

MM. Fourgous (Jean), direction du budget.
Bertin (Paul), en service détaché.
Jeannin (Jean-Pierre), direction du personnel et du matériel (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine).
Fievet (Yves), en service détaché.
Gourgeon (Henri), direction du budget.
Bataillard (Paul), direction des finances extérieures.
Mlle Moreau (Edmée), secrétariat général du Gouvernement.
MM. Bouzar Mostefa, délégation générale en Algérie.
Vaudrey (Michel), en service détaché (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine).
Bardin (Jean), en service détaché (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine).

PROMOTIONS

Par arrêté du 2 juin 1961 :

Les administrateurs civils de 1re classe à l'administration centrale des finances dont les noms suivent sont promus administrateurs civils de classe exceptionnelle à compter des dates indiquées ci-après :

MM. Rossard (Jean), sous-directeur en service détaché, à compter du 19 décembre 1960.
Mascard (Jean), sous-directeur à la direction du budget, à compter du 19 juillet 1960.
Serise (Jean), sous-directeur à la direction du Trésor, à compter du 21 mai 1960.
Panard (Pierre), service détaché, à compter du 9 janvier 1960.
Cavignac (Louis), service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Baudis (Pierre), service détaché, à compter du 2 avril 1960.
Douillet (René), comptabilité publique, à compter du 2 janvier 1960.
Chavard (Pierre), direction du Trésor, à compter du 17 décembre 1960.
Guilcher (René), service des affaires générales et de l'action sociale, à compter du 1er janvier 1960.

MM. Gordon (Georges), direction de la dette publique, à compter du 1er janvier 1960.
Janicot (Pierre), direction de la comptabilité publique, à compter du 1er janvier 1960.
Le Guen (Jean), direction des finances extérieures, à compter du 25 juin 1960.
Desroy (Jacques), services de l'ancien office des changes, à compter du 1er janvier 1960.
Schmerber (Jean-Marie), direction du personnel et du matériel, à compter du 23 juillet 1960.
Salleron (Henri), services de l'ancien office des changes, à compter du 1er janvier 1960.
Piel (Jean), direction du budget, à compter du 1er janvier 1960.
Bertrand (Lucien), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Leblois (Jean), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Beugras (Jean), délégation générale en Algérie, à compter du 1er janvier 1960.
Letondot (René), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Saint-Bris (Hubert), direction des finances extérieures, à compter du 26 août 1960.
Touchaud (Pierre), services de l'ancien office des changes, à compter du 1er janvier 1960.
Grandpré (Roger), direction du budget, à compter du 8 juillet 1960.
Leroy (Guy), délégation générale en Algérie, à compter du 1er janvier 1960.
Juste (Emile), direction du personnel et du matériel, à compter du 1er janvier 1960.
Picandet (Henri), services de l'ancien office des changes, à compter du 1er janvier 1960.
Hilpert (Jacques), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Mme Chevallier (Léa), direction des assurances, à compter du 1er janvier 1960.
MM. Monnier (Pierre), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Le Roux (René), services de l'ancien office des changes, à compter du 4 novembre 1960.
Cariven (Henri), services de l'ancien office des changes, à compter du 28 mars 1960.
Doury (Jean), direction des affaires commerciales, à compter du 1er janvier 1960.
Dessart (Jean), direction du budget, à compter du 1er janvier 1960.
Naranjo (Henri), délégation générale en Algérie, à compter du 1er janvier 1960.
Catalano (Georges), délégation générale en Algérie, à compter du 1er janvier 1960.
Bastet (Marcel), direction du budget (issu des cadres supérieurs de l'administration tunisienne), à compter du 1er janvier 1960.
Paton (Jacques), direction des monnaies et médailles, à compter du 4 mars 1960.
Kuhn (Jean), en service détaché (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine), à compter du 5 janvier 1960.
Le Cain (René), direction des finances extérieures, à compter du 24 juillet 1960.
Martin (Jean-Baptiste), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Thomas-Lacourière (Henri), service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor, à compter du 1er janvier 1960.
Lestelle (André), direction des finances extérieures, à compter du 1er janvier 1960.
Toledano (Guy), service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor, à compter du 1er janvier 1960.
Nicolas (Raymond), direction du budget (issu des cadres supérieurs de l'administration tunisienne), à compter du 1er janvier 1960.
Daure (Alfred), direction des monnaies et médailles (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine), à compter du 1er janvier 1960.

Les administrateurs civils de 2e classe à l'administration centrale des finances dont les noms suivent sont promus administrateurs civils de 1re classe, 1er échelon, à compter des dates indiquées ci-après :

MM. Fourgous (Jean), direction du budget, à compter du 3 février 1960.
Bertin (Paul), en service détaché, à compter du 1er janvier 1960.
Jeannin (Jean-Pierre), direction du personnel et du matériel (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine), à compter du 1er mai 1960.
Fievet (Yves), en service détaché, à compter du 21 août 1960.
MM. Gourgeon (Henri), direction du budget, à compter du 1er juillet 1960.
Bataillard (Paul), direction des finances extérieures, à compter du 26 novembre 1960.
Mlle Moreau (Edmée), secrétariat général du Gouvernement, à compter du 1er janvier 1960.
MM. Bouzar Mostefa, délégation générale en Algérie, à compter du 1er janvier 1960.
Vaudrey (Michel), en service détaché (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine), à compter du 1er mai 1960.
Bardin (Jean), en service détaché (issu des cadres supérieurs de l'administration marocaine), à compter du 1er mai 1960.

### Direction générale des impôts.

Par arrêté du 31 mai 1961 :

M. de Choudens (Paul-Louis-Emile), directeur départemental adjoint de 1er échelon des impôts, a été nommé, à compter du 1er septembre 1960, directeur départemental de 1er échelon des impôts à la direction de l'enregistrement et des domaines de Constantine, en remplacement de M. Emanuel, muté à un autre poste.

M. Perot (Daniel-Jean-Alexandre), inspecteur principal de 5e échelon des impôts, a été nommé, à compter du 1er septembre 1960, directeur départemental de 1er échelon des impôts à la direction des contributions directes et du cadastre de Constantine, en remplacement de M. Gaillac, muté à un autre poste.

### Enquêtes économiques.

Par arrêté du 16 mai 1961, M. Sanconnie (Fernand-Jean-Georges), directeur départemental, 3e échelon, du service des enquêtes économiques dans le département des Basses-Pyrénées, est admis, par anticipation et sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er août 1961, en application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956.

M. Sanconnie (Fernand-Jean-Georges) est nommé directeur départemental honoraire du service des enquêtes économiques.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Brevet professionnel des industries de l'habillement.

Par arrêté du 25 mai 1961, il a été institué les options suivantes : Confection masculine, Tailleur industriel, Flou industriel, au brevet professionnel des industries de l'habillement institué sur le plan national par arrêté du 3 octobre 1959.

L'arrêté, le règlement et le programme relatifs à ces options seront publiés en fascicule par les soins du *Bulletin officiel* de l'éducation nationale (service d'édition et de vente des publications de l'éducation nationale, 13, rue du Four, Paris [6e]).

### Convocation du conseil supérieur de l'éducation nationale.

Par arrêté en date du 5 juin 1961, le conseil supérieur de l'éducation nationale, statuant en matière contentieuse et disciplinaire, est convoqué le mardi 20 juin 1961, à 9 h 30, au ministère.

Par arrêté en date du 5 juin 1961, le conseil supérieur de l'éducation nationale est convoqué le mardi 20 juin 1961, à 15 heures, au ministère.

### Administration centrale.

Par arrêté du 2 juin 1961, les administrateurs civils dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle pour l'année 1960, sont promus administrateurs civils de classe exceptionnelle :

A compter du 1er janvier 1960.

MM. Segaud (Pierre), sous-directeur.
Brichet (Robert), sous-directeur.
Aubert (André).
Goutal (Pierre), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.
Brunet (Paul), détaché dans les fonctions d'inspecteur général des services administratifs.
Jarry (André).
Machenaud (Maurice).
Giusti (Maurice).
Quintard (Jean).

MM. Corlieu (Georges), détaché dans les fonctions de secrétaire général de la caisse nationale des lettres.
Gillette (Louis), détaché auprès du ministère des affaires étrangères.
Mme Kalnins (Suzanne).
M. Delesalle (Hubert), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.
Mme Masson (Michèle).
MM. Oberti (Georges), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.
Viou (Georges), détaché auprès du ministère des affaires étrangères.
Boisson (Jean).
Deherpe (Raphaël), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.

A compter du 30 janvier 1960.

M. Rolland (Lucien), détaché dans les fonctions d'inspecteur général des services administratifs.

A compter du 16 mars 1960.

M. Lorig (Maurice), sous-directeur.

A compter du 22 avril 1960.

M. Bressol (Paul), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.

A compter du 4 juin 1960.

M. Bocquet (Raymond), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.

A compter du 2 août 1960.

M. Schless (Georges), sous-directeur.

A compter du 15 août 1960.

M. Elie (Jean), sous-directeur.

A compter du 1er septembre 1960.

M. Baumer (Guy).

---

Par arrêté du 2 juin 1961, les administrateurs civils dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement à la 1re classe pour l'année 1960, sont promus administrateurs civils de 1re classe :

A compter du 1er janvier 1960.

Mlle Ronflard (Marguerite), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.
MM. Brunel (Léon).
Vuillemin (André), détaché auprès du ministère des affaires étrangères.
Perie (René), détaché auprès du ministère des affaires étrangères.
Gobin (Francis), détaché auprès du ministère des affaires étrangères.
Mlle Lafon (Monique).
Mme Morales-Nieva (Geneviève).
M. Minet (Jacques).
Mlle Barbarin (Renée), en fonctions au ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.
MM. Seguin (Fernand).
Hebmann (Marc).
Roques (Jean).
Mlle Moreau (Marie-Thérèse).

A compter du 1er juillet 1960.

M. Delaroche (Paul), détaché dans les fonctions d'inspecteur général des services administratifs.

A compter du 27 août 1960.

M. Blanchard (Alain).

A compter du 29 décembre 1960.

M. Thierry de Ville-d'Avray (Michel), détaché.

---

Par arrêté du 2 juin 1961, M. Demaret (Jacques), secrétaire d'administration de classe principale (5e échelon) intégré en qualité d'inspecteur de la conservation des bâtiments civils à compter du 15 octobre 1957, est, à la même date, rayé du corps des secrétaires d'administration du ministère de l'éducation nationale.

---

**Liste des candidats admissibles au concours d'agrégation de médecine et de pharmacie (section Médecine légale et médecine du travail).**

Par arrêté du 5 juin 1961, sont déclarés admissibles aux épreuves du concours d'agrégation de médecine et de pharmacie :

| | | |
|---|---|---|
| MM. Caron. | MM. Fiorentini. | MM. Marin. |
| Cotte. | Fontaine. | Muller. |
| Dehouve. | Jullien. | Pernot. |
| Dubrulle. | Marcoux. | |

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

**Taxe de visa des conventions d'affrètement et lettres de voiture des transports publics de la navigation intérieure et taxe d'exploitation des transports privés de la navigation intérieure.**

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre des travaux publics et des transports,

Vu les articles 188, 190 et 204 du code des voies navigables et de la navigation intérieure ;
Vu les arrêtés interministériels des 16 janvier 1959 et 24 février 1961 fixant la taxe de visa des conventions d'affrètement et lettres de voiture des transports publics et la taxe d'exploitation des transports privés de la navigation intérieure,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'article 6 de l'arrêté du 16 janvier 1959, tel qu'il a été complété par l'arrêté du 24 février 1961, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les taxes prévues aux articles 1er et 2 de l'arrêté susvisé du 24 février 1961 sont réduites de moitié pour les chargements effectués chaque mois par un même bateau en sus des trois premiers chargements du mois.

« Elles sont réduites également de moitié pour le troisième voyage si la distance de transport moyenne de ces trois premiers voyages est inférieure à 40 km, et de moitié sur le deuxième et le troisième voyage si la distance de transport moyenne des trois premiers voyages est inférieure à 30 km.

« Les taxes prévues à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 24 février 1961 sont réduites des deux tiers pour les chargements effectués chaque mois par un même bateau en sus des deux premiers chargements du mois ».

Art. 2. — Le directeur de l'office national de la navigation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 mars 1961.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*
ROBERT BURON.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

---

**Administration générale.**

Par arrêté du 19 mai 1961, M. Grard (Robert), ingénieur des travaux météorologiques du corps autonome, est détaché, pour une durée de cinq ans à compter du 11 mars 1961, auprès d'Electricité de France pour exercer les fonctions d'ingénieur au service hydrométéorologique.

---

**Administration centrale.**

Par arrêté du 22 février 1961, le tableau d'avancement de classe des secrétaires d'administration pour l'année 1960 est fixé comme suit :

*Pour l'avancement à la hors-classe.*

M. Majendie (Georges), Mme Ditchary (Jeanne).

*Pour l'avancement à la classe principale.*

M. Chanabier (Jean).

Par arrêté du 2 juin 1961, les avancements suivants sont accordés aux secrétaires d'administration désignés ci-dessous de l'administration centrale du ministère des travaux publics et des transports :

*Secrétaires d'administration de classe principale promus à la hors-classe.*

M. Majendie : au 1er septembre 1960.

Mme Ditchary : au 1er janvier 1960.

*Secrétaires d'administration de classe normale promus à la classe principale.*

M. Chanabier : au 1er janvier 1960.

---

Par arrêté du 22 février 1961, le tableau d'avancement de classe des agents supérieurs pour l'année 1960 est fixé comme suit :

*Pour l'avancement à la hors-classe.*

M. Laurent (Julien).

*Pour l'avancement à la 1re classe.*

M. Becker (Marcel), Mme Pain (Denise), M. Bonnefoy (Alexandre).

---

Par arrêté du 2 juin 1961, les avancements suivants sont accordés aux agents supérieurs désignés ci-dessous de l'administration centrale du ministère des travaux publics et des transports :

*Agents supérieurs de 1re classe promus à la hors-classe.*

M. Laurent : au 1er décembre 1960.

*Agents supérieurs de 2e classe promus à la 1re classe.*

M. Becker (Marcel) : au 1er janvier 1960.

Mme Pain (Denise) : au 1er janvier 1960.

M. Bonnefoy (Alexandre) (en service détaché) : au 1er janvier 1960.

---

### Aviation civile.

Par arrêté en date du 2 juin 1961, M. Vesin (Robert), attaché civil de 1re classe, 2e échelon, est intégré à l'administration centrale du secrétariat général à l'aviation civile, à compter du 8 février 1959, en qualité d'attaché d'administration centrale de 2e classe, 2e échelon (ancienneté au 14 octobre 1957).

M. Vesin (Robert), attaché d'administration centrale de 2e classe, 2e échelon, est promu attaché de 2e classe, 3e échelon, à compter du 14 octobre 1959.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

### Administration centrale.

Par arrêté du 2 juin 1961, M. Le Bihan (Jean-Yves), attaché d'administration centrale stagiaire au ministère des anciens combattants et victimes de guerre, est nommé, le 22 février 1960, attaché d'administration centrale de 3e classe, 1er échelon, et à la même date titularisé dans ce grade.

---

Rectificatif au *Journal officiel* du 18 mai 1961 : page 4531, 1re colonne, 12e ligne, au lieu de : « Trissedre (Raymond) », lire : « Teissedre (Raymond) ».

## MINISTERE DU TRAVAIL

### Habilitation d'unions de sociétés mutualistes pour l'application de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961.

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 mars 1961 : page 2982, 1re colonne, 36e ligne, au lieu de : « Fédération des sociétés mutualistes et de prévoyance du Tarn », lire : « Union mutualiste tarnaise ».

---

### Commission interministérielle des tarifs.

Par arrêté du 31 mai 1961 :

M. Charlot, directeur adjoint, chargé du service des affaires sociales, a été nommé membre titulaire de la commission interministérielle des tarifs, en qualité de représentant du ministre du travail, en remplacement de M. Belluteau.

M. Bertrand, sous-directeur des accidents du travail, des prestations familiales et des assurances sociales, a été nommé membre suppléant de la commission interministérielle des tarifs, en qualité de représentant du ministre du travail, en remplacement de M. Charlot.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

RÉUNION DE PLEIN DROIT DU PARLEMENT
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 16 DE LA CONSTITUTION
ET 2e SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961

### Ordre du jour du mardi 13 juin 1961.

**A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Discussion du projet de loi (n° 1106 rectifié) autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire conclu en application du traité instituant la Communauté économique européenne.

2. — Discussion du projet de loi (n° 1107) portant ratification du décret n° 60-1443 du 27 décembre 1960 modifiant les tarifs des droits de douane d'importation, du décret n° 61-135 du 9 février 1961 relatif aux tarifs des droits de douane d'importation et du décret n° 61-273 du 30 mars 1961 modifiant les tarifs des droits de douane d'importation. (Rapport n° 1217 de M. Le Bault de La Morinière au nom de la commission de la production et des échanges.)

---

### Modification aux listes des membres des groupes.

GROUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
(195 membres au lieu de 196.)

Supprimer le nom de M. Bourriquet

## SENAT

RÉUNION DE PLEIN DROIT DU PARLEMENT
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 16 DE LA CONSTITUTION
ET 2e SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961

### Ordre du jour du mardi 13 juin 1961.

**A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE**

1. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Marius Moutet appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la recommandation n° 56 de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur la logistique dans le secteur des forces alliées Centre-Europe, adoptée le 1er décembre 1960, et demande quelles instructions le Gouvernement français a données à ses représentants au conseil de l'Union de l'Europe occidentale et au conseil de l'Atlantique Nord, aux fins d'attribuer dès le temps de paix aux commandements alliés un contrôle adéquat sur les ressources logistiques réservées aux forces qui leur sont affectées (n° 271).

II. — M. Marius Moutet appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la recommandation n° 53 de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur l'accession de la Grande-Bretagne aux Communautés des Six et sur le développement de l'Europe politique, adoptée le 30 novembre 1960 ; et demande : 1° s'il est envisagé de donner suite à cette recommandation sur le plan d'un accord entre la Grande-Bretagne et les Communautés ;

2° si la question de la participation du Premier ministre du Royaume-Uni aux consultations politiques des chefs de gouvernements européens a été discutée lors de la réunion des chefs de gouvernements, tenue à Paris le 10 février 1961, et quelles décisions ont été prises (n° 272).

III. — M. Marius Moutet demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement français, saisi de la résolution adoptée par la 49e conférence interparlementaire tenue à Tokyo en septembre-octobre 1960 tendant à améliorer le système international de distribution des produits de base et le rapport de leurs prix avec ceux des produits manufacturés, a porté son attention sur cette résolution d'une importance capitale pour l'aide aux pays sous-développés et s'il serait d'accord pour prendre l'initiative d'une convocation, sous l'égide des Nations Unies, d'une conférence économique mondiale avec la participation des représentants des principaux pays producteurs de matières premières, qui seraient chargés de promouvoir des solutions aux problèmes posés suivant les principes définis dans la résolution (n° 273).

IV. — M. Jean Nayrou appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conséquences désastreuses résultant de l'abaissement unilatéral des droits de douane accordé aux tissus de laine mélangée pour l'industrie textile de certaines régions, dont celle de Lavelanet (Ariège), et lui demande de rapporter cette mesure tout en veillant à l'application du Traité de Rome dans ses clauses en matière de main-d'œuvre, de salaires et de charges sociales, et de faire jouer les mesures de sauvegarde prévues par ledit traité (n° 301).

V. — M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles mesures il compte prendre : 1° pour hâter la parution des décrets d'assimilation qui, en application de la loi du 4 août 1956, doivent permettre la liquidation définitive des pensions des anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens ; 2° pour assurer aux intéressés une compensation effective des conséquences de la dévaluation de la monnaie marocaine (n° 304).

VI. — M. Emile Durieux rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux finances que ses prédécesseurs, comme lui-même, ont toujours considéré que pour certaines régions le résultat de la culture betteravière constituait l'élément déterminant de la fixation des bases de l'imposition pour les bénéfices agricoles (question orale sans débat n° 914, le 3 décembre 1957, et n° 164, le 5 juillet 1960) et lui demande comment il est possible de concilier une telle position avec le fait que pour les régions en cause son administration a procédé à la fixation des impositions pour l'année 1960 avant que le prix de la betterave à sucre ait été fixé et que soient connues les charges importantes susceptibles d'être imposées aux cultivateurs pour assurer l'exportation des sucres excédentaires (n° 279).

VII. — M. Jacques Duclos expose à M. le ministre de la construction : 1° qu'au lieudit la Butte-à-Morel, situé sur les territoires de Montreuil et de Bagnolet, se trouve une importante étendue de terrain qui avait été réservée comme « espace vert » dans le plan d'aménagement du département de la Seine ; 2° que cet emplacement dans lequel se trouvaient des carrières de gypse est miné et présente des caractéristiques d'insécurité rappelant celles qui, il y a deux ans, se traduisirent à Romainville par un accident mortel dû à un effondrement de terrain ; 3° que, nonobstant ces contre-indications et sans qu'il soit tenu compte des réserves formulées tant par le conseil général de la Seine que par les municipalités de Montreuil et de Bagnolet, un avant-projet de construction de 2.000 à 2.400 logements sur le terrain de la Butte-à-Morel a bénéficié de l'accord de la conférence d'examen préalable sans que la moindre allusion ait été faite aux réserves ci-dessus rappelées ; 4° que la valeur du terrain de la Butte-à-Morel, en raison même de l'insécurité qu'il présente, est de toute évidence inférieure à celle des terrains environnants et que des bruits circulent concernant d'éventuelles manœuvres spéculatives auxquelles ce terrain pourrait donner lieu. Dans ces conditions, soucieux de veiller à ce que la construction de nouveaux logements soit effectuée dans de bonnes conditions, sans que puisse se renouveler un scandale comme celui du C. N. L., et avec toutes les garanties requises pour éviter un nouveau Malpasset, il lui demande : 1° à quel prix les terrains de la Butte-à-Morel ont été achetés ; 2° dans quelles conditions l'achat de ces terrains a été effectué étant donné que la société constructrice ne serait pas la société propriétaire ; 3° quelles mesures sont prévues pour veiller à ce que soient prises, en tout état de cause, les précautions de sécurité exceptionnelles qui s'imposent ; 4° comment il compte faire observer les recommandations émises par le conseil général de la Seine et par les municipalités de Montreuil et de Bagnolet (n° 295).

VIII. — M. Léon David attire particulièrement l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la série d'accidents qui frappent la corporation minière du puits Gérard à Biven, Gardanne (Bouches-du-Rhône), notamment à la taille 45, quartier 1700. Il lui rappelle qu'en quelques mois seulement, dans cette taille, quatre mineurs ont été tués et plusieurs plus ou moins grièvement blessés. Il lui demande : 1° si une enquête est actuellement en cours afin de situer d'une manière approfondie les responsabilités ; 2° ce qu'il envisage pour faire modifier les formes d'exploitation dans ce chantier meurtrier (n° 297).

IX. — M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre des travaux publics et des transports les mesures qu'il compte adopter pour permettre au transport routier de marchandises de connaître une expansion en rapport avec le développement de l'activité économique générale. Il désirerait connaître en particulier : 1° l'importance des contingents dits « d'expansion » qu'il a l'intention d'accorder aux transporteurs des catégories 6 à 9 définies par l'arrêté ministériel du 20 février 1959 ; 2° les critères de répartition qui seront adoptés, d'une part, entre les différentes catégories de demandeurs et, d'autre part, sur le plan géographique (n° 237).

X. — M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de bien vouloir lui préciser quelles sont ses intentions sur la poursuite des travaux d'électrification de la voie ferrée sur la section Marseille—Cannes—Antibes—Nice—Menton (n° 249).

2. — Discussion du projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire. [N°s 166 et 234 (1960-1961). — M. Marius Moutet, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

3. — Discussion du projet de loi autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement. [N°s 149 et 233 (1960-1961). — M. Jean Brajeux, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

4. — Discussion du projet de loi modifiant l'article 108 du code minier. [N°s 153 et 217 (1960-1961). — M. René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan.]

---

## Convocation de commissions.

La *commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* se réunira le mardi 13 juin 1961 (salle n° 216) :

1° A neuf heures quarante-cinq.

I. — Rapports de M. Péridier sur :

*a*) Le projet de loi (n° 222, session 1960-1961) autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire ; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire ;

*b*) Le projet de loi (n° 223, session 1960-1961) tendant à ratifier des accords similaires avec le Dahomey ;

*c*) Le projet de loi (n° 224, session 1960-1961) tendant à ratifier des accords similaires avec la Haute-Volta ;

*d*) Le projet de loi (n° 225, session 1960-1961) tendant à ratifier des accords similaires avec le Niger ;

*e*) Le projet de loi (n° 226, session 1960-1961) autorisant l'approbation de l'accord de défense conclu le 24 avril 1961 entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger.

II. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 235, session 1960-1961) autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques.

2° A dix heures trente.

Audition de M. Messmer, ministre des armées.

---

La *commission des affaires sociales* se réunira le mercredi 14 juin 1961, à dix heures (salle n° 213) :

I. — Examen du rapport de M. Messaud sur la proposition de loi (n° 293, session 1959-1960) tendant à faciliter la reconversion professionnelle des Français rapatriés (Extrême-Orient, Proche-Orient, Tunisie, Maroc, etc.) en leur octroyant le bénéfice des dispositions sur le reclassement des handicapés physiques et l'emploi obligatoire des mutilés de guerre.

II. — Examen du rapport de M. Roy sur le projet de loi (n° 167, session 1960-1961) complétant le code de la santé publique relative à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés.

III. — Examen du projet de loi (n° 171, session 1960-1961) tendant à accorder aux gérants de S. A. R. L. la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse.

Désignation d'un rapporteur.

IV. — Désignation de rapporteurs :

*a*) Pour le projet de loi (n° 240, session 1960-1961) autorisant dans les départements d'outre-mer l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale ;

*b*) Pour la proposition de loi (n° 214, session 1960-1961) de M. Camille Vallin tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948.

V. — Désignation d'un rapporteur pour avis du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (n° 239, session 1960-1961) relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917.

VI. — Questions diverses.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère des finances et des affaires économiques.

### Avis de concours pour l'admission à l'emploi de technicien stagiaire du cadastre.

Un arrêté du 21 février 1961, publié au *Journal officiel* du 22 février 1961, a autorisé le recrutement de soixante techniciens stagiaires du cadastre.

Dix emplois étant réservés aux personnels temporaires du ministère de la construction dans les conditions fixées par le décret n° 60-579 du 15 juin 1960, ce recrutement se fera à concurrence de cinquante places par la voie de concours ouverts aux candidats des deux sexes.

Les emplois ainsi mis en compétition sont répartis comme suit :

Recrutement visé au paragraphe A ci-dessous : quarante-deux emplois pour les candidats du sexe masculin (dont quatre réservés aux Français musulmans d'Algérie) et deux pour les candidats du sexe féminin ;

Recrutement visé au paragraphe B ci-dessous : cinq emplois pour les candidats du sexe masculin (dont un réservé aux Français musulmans d'Algérie) et un pour les candidats du sexe féminin.

A. — *Concours externe.*

(Art. 2 [§ A] du décret n° 52-87 du 15 janvier 1952.)

Peuvent faire acte de candidature les candidats réunissant les conditions suivantes :

1° Etre âgés de moins de vingt-six ans au 1er juillet 1961. Cette limite d'âge peut être reculée d'un an par enfant à charge en faveur des candidats chefs de famille et, dans la limite maximale de cinq ans, de la durée des services militaires obligatoires ou assimilés ;

2° Etre titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou avoir satisfait à l'examen préliminaire du diplôme de géomètre expert foncier ou être régulièrement dispensés de cet examen en vertu de l'article 5 du décret du 12 juillet 1948.

B. — *Concours interne.*

(Art. 2 [§ B] du décret n° 52-87 du 15 janvier 1952.)

Peuvent faire acte de candidature les agents de constatation âgés de moins de trente-cinq ans au 1er juillet 1961 et comptant à la même date quatre ans au moins de services accomplis, en qualité de titulaire, au service du cadastre, le temps de service militaire légal venant, le cas échéant, en déduction des quatre ans de services dont il s'agit.

La limite d'âge est reculée dans les mêmes conditions que pour les candidats visés au paragraphe A.

Deux arrêtés en date des 19 juillet 1951 et 11 juin 1952, publiés respectivement au *Journal officiel* des 21 juillet 1951 et 13 juin 1952, ont fixé, d'une part, le programme d'autre part, les conditions d'admission et l'organisation de ce concours.

Pour tous renseignements complémentaires, les candidats étrangers à l'administration pourront s'adresser au directeur des impôts (contributions directes et cadastre) de leur département et, dans le département de la Seine, au directeur des services généraux, 40, rue du Louvre, à Paris (1er).

Les épreuves écrites auront lieu les 19 et 20 décembre 1961.

Les épreuves facultatives prévues en faveur des Français musulmans d'Algérie se dérouleront le 21 décembre 1961.

Le registre d'inscription des candidatures sera clos le 15 novembre 1961.

## Ministère de l'éducation nationale.

### Avis de vacance de chaire.

Par arrêté en date du 30 mai 1961, la chaire de pathologie chirurgicale de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'université d'Alger (dernier titulaire : M. Liaras, transféré) est déclarée vacante.

Un délai de vingt jours à dater de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* est accordé aux candidats pour faire valoir leurs titres.

Les dossiers de candidature, établis en double exemplaire, devront être adressés à la fois au directeur général de l'enseignement supérieur, président du comité consultatif des universités, et au doyen de la faculté intéressée.

## Ministère de l'agriculture.

### Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'institut national agronomique.

Un concours sur titres et sur épreuves pour le recrutement d'un assistant d'agriculture comparée à l'institut national agronomique sera ouvert le 7 juillet 1961 au siège de cet établissement.

Ce concours sera organisé dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 août 1954, publié au *Journal officiel* du 29 août 1954.

Tous renseignements complémentaires pourront être fournis sur demande adressée soit au directeur de l'institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, Paris (5e), soit au ministère de l'agriculture (direction générale de l'enseignement et de la vulgarisation, sous-direction de l'enseignement, 1er bureau), 78, rue de Varenne, Paris (7e), où les candidatures devront parvenir avant le 27 juin 1961.

### Avis de concours et de vacance d'emplois dans les écoles nationales vétérinaires.

Un concours pour la nomination d'un maître de conférences attaché à la chaire d'hygiène et d'industrie des aliments d'origine animale de l'école nationale vétérinaire de Lyon aura lieu à cet établissement le 3 octobre 1961.

Les candidats devront faire parvenir leur demande au ministère de l'agriculture, direction générale de l'enseignement et de la vulgarisation, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e), avant le 3 septembre 1961.

La chaire de zootechnie et d'économie rurale de l'école nationale vétérinaire de Lyon est déclarée vacante.

Peuvent être candidats à ce poste les professeurs et maîtres de conférences titulaires soit des chaires de zootechnie et d'économie rurale, soit des chaires d'alimentation.

Les candidats sont priés d'adresser leur demande au ministère de l'agriculture, direction générale de l'enseignement et de la vulgarisation, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e), dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent avis.

L'emploi de chef de travaux attaché à la chaire d'hygiène et d'industrie des aliments d'origine animale de l'école nationale vétérinaire de Lyon est déclaré vacant.

Les candidats à ce poste sont priés d'adresser leur demande au ministère de l'agriculture, direction générale de l'enseignement et de la vulgarisation, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e), dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent avis.

### Avis d'examen pour l'établissement d'une liste d'aptitude à l'emploi de directeur du laboratoire de chimie agréé pour la répression des fraudes.

Un examen sur titres et éventuellement sur épreuves sera ouvert à Paris, au ministère de l'agriculture (service de la répression des fraudes), dans le courant du mois de juin 1961 pour l'établissement d'une liste d'aptitude à l'emploi de directeur du laboratoire de chimie agréé pour la répression des fraudes.

La liste, qui sera valable jusqu'au 30 juin 1964, sera établie notamment en vue de pourvoir les postes de directeur des laboratoires de Nice et d'Ajaccio, actuellement vacants.

Les candidats devront faire parvenir d'urgence leur demande d'inscription au service de la répression des fraudes, 42 *bis*, rue de Bourgogne, Paris (7e) (tél. INValides 57-70), qui fournira tous renseignements complémentaires utiles en vue notamment de la constitution du dossier de candidature.

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de concours pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Brignoles (Var).

Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Brignoles (Var), poste de 3e classe.

Peuvent présenter leur candidature :

1° Les économes titulaires des hôpitaux et hospices et établissements de cure publics de plus de 200 lits ;

2° Les économes titulaires des hôpitaux psychiatriques départementaux et interdépartementaux.

Les demandes, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative du candidat, doivent être adressées, dans le délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis, à la directrice départementale de la population et de l'action sociale du Var, préfecture, à Draguignan.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26 rue Desaix.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
HENRI MOREL

# BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE EQUATORIALE ET DU CAMEROUN

## SITUATION AU 28 FEVRIER 1961

(En francs C. F. A.)

| ACTIF | | |
|---|---|---|
| Disponibilités | | 9.046.572.009 |
| *a*) Billets de la zone franc | 57.549.929 | |
| *b*) Caisse et correspondants | 3.925.283 | |
| *c*) Trésor public. — Compte d'opérations | 8.985.126.797 | |
| Effets et avances à court terme | | 14.954.209.468 |
| *a*) Effets escomptés | 14.734.780.228 | |
| *b*) Avances à court terme | 219.429.240 | |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme (2) | | 1.430.617.463 |
| Placements effectués pour le compte des trésors et établissements publics nationaux | | 2.400.000.000 |
| Comptes d'ordre et divers | | 158.260.882 |
| Titres de participation | | 40.000.000 |
| Immeubles, matériel, mobilier | | 262.709.720 |
| | | 27.992.369.542 |

| PASSIF | |
|---|---|
| Engagements à vue : | |
| Billets et monnaies en circulation (1) | 22.277.114.046 |
| Comptes courants créditeurs et dépôts | 1.697.663.169 |
| Transferts à régler | 1.455.185.127 |
| Dépôts spéciaux des trésors et établissements publics nationaux | 2.400.000.000 |
| Comptes d'ordre et divers | 219.663.052 |
| Réserves | 92.744.448 |
| Dotation | 250.000.000 |
| | 27.992.369.542 |

(1) Etats de l'Afrique équatoriale ..... 12.879.103.966
Etat du Cameroun ..... 9.398.001.080

(2) Engagements de mobilisation de crédits à moyen terme ..... 1.822.066.682

Certifié conforme aux écritures :

*Le directeur général,*
C. PANOUILLOT.

*Les censeurs,*
H. PRUVOST, P. CHAVARD, L. BOULOU.

# COTE DES CHANGES

**En nouveaux francs.**

| DERNIERS cours cotés en Bourse. | PAYS | DEVISES | PARITÉ | COURS LIMITES (1) | | COURS EXTRÊMES cotés à la Bourse du 6 juin 1961. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4,90025 | Etats-Unis | 1 dollar U. S. A. | 4,93706 | 4,90 | 4,9740 | 4,90025 | 4,9000 |
| 4,9665 | Canada | 1 dollar canadien. | ..... | ..... | ..... | 4,9675 | 4,9625 |
| 2,310 | Côte française des Somalis | 100 francs Djibouti. | 2,30281 | 2,2625 | 2,3430 | ..... | ..... |
| 39,20 | Mexique | 100 pesos mexicains. | 39,4965 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| 123,435 | Allemagne occidentale | 100 deutsche marks. | 123,4265 | 121,590 | 125,290 | 123,445 | 123,395 |
| 18,830 | Autriche | 100 schilling. | 18,93839 | 18,7025 | 19,2790 | 18,839 | 18,831 |
| 9,8025 | Belgique | 100 francs belges. | 9,87412 | 9,727 | 10,023 | 9,8025 | 9,7975 |
| 70,740 | Danemark | 100 couronnes danoises. | 71,47763 | 70,4275 | 72,5335 | 70,735 | 70,675 |
| 13,6780 | Grande-Bretagne | 1 livre sterling. | 13,82376 | 13,6220 | 14,0265 | 13,6765 | 13,6715 |
| 7,8985 | Italie | 1.000 lires. | 7,899296 | 7,78395 | 8,01610 | 7,8985 | 7,8930 |
| 68,380 | Norvège | 100 couronnes norvégiennes. | 69,1188 | 68,055 | 70,155 | 68,415 | 68,360 |
| 136,350 | Pays-Bas | 100 florins. | 136,3828 | 134,339 | 138,455 | 136,380 | 136,325 |
| 17,050 | Portugal | 100 escudos. | 17,17238 | 16,85 | 17,5020 | 17,060 | 17,035 |
| 94,950 | Suède | 100 couronnes suédoises. | 95,43513 | 94,0048 | 96,8646 | 94,955 | 94,895 |
| 113,235 | Suisse | 100 francs suisses. | 112,9033 | 110,110 | 115,810 | 113,295 | 113,245 |
| 69,08 | Tchécoslovaquie | 100 couron. tchécoslovaques. | 68,57027 | 68,05 | 69,08 | 69,08 | ..... |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | 1 dirham | 0,9756 | Zone C. F. A. | 100 francs C. F. A. | 2 |
| Tunisie | 1 dinar | 11,7549 | Zone C. F. P. | 100 francs C. F. P | 5,50 |

(1) Pour le dollar U. S. A. et la couronne tchécoslovaque, cours limites d'intervention de la Banque de France.
Pour chacune des autres devises, cours résultant des limites d'intervention sur le dollar, fixées par l'institut émetteur de la monnaie considérée d'une part et la Banque de France d'autre part.

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris,
ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### SOCIETE D'ESCAUT ET MEUSE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 24.840.500 NF
SIÈGE SOCIAL : 3, RUE JACQUES-BINGEN, PARIS (17e)
Registre du commerce : Seine n° 55-B 10017.

**OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 1930.**

Le nombre de titres à amortir au 15 juin 1961, d'après le tableau d'amortissement, s'élevait à 2.570 obligations.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse 361 obligations

Il restait à amortir par tirage au sort 2.209 obligations.

**Numéros des 2.209 obligations sorties au tirage du 14 avril 1961, remboursables à partir du 15 juin 1961 à 10,01 NF, et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 411 | 1956 | 5.703 | 1959 | 6.669 | 1959 |
| 951 | » | 5.709 et 710 | » | 6.787 | » |
| 2.576 | 1957 | 5.761 | » | 6.789 | » |
| 2.578 | » | 5.807 | » | 6.791 et 792 | » |
| 2.963 | » | 5.809 | » | 6.826 | » |
| 3.212 | 1951 | 5.813 | » | 6.859 | 1957 |
| 3.214 | 1953 | 5.850 et 851 | » | 6.861 | 1951 |
| 3.219 | 1954 | 5.868 | » | 6.865 | 1959 |
| 3.220 | 1955 | 5.872 | 1953 | 6.875 | 1957 |
| 3.221 | 1956 | 5.873 et 874 | 1959 | 6.888 et 889 | 1959 |
| 3.279 | 1957 | 5.875 | 1953 | 6.925 | » |
| 3.326 | 1956 | 5.876 | 1959 | 6.942 et 943 | » |
| 3.777 | 1957 | 5.877 | 1953 | 6.945 | » |
| 4.149 | 1956 | 5.878 et 879 | 1959 | 7.014 | » |
| 5.331 | 1954 | 5.880 | 1955 | 7.072 | 1945 |
| 5.332 | 1955 | 5.881 et 882 | 1959 | 7.075 et 076 | 1959 |
| 5.335 | 1956 | 5.883 | 1951 | 7.078 et 079 | » |
| 5.336 | 1957 | 5.884 à 886 | 1959 | 7.088 | » |
| 5.337 | 1959 | 5.893 | » | 7.090 à 092 | » |
| 5.338 | 1953 | 5.898 | » | 7.096 | » |
| 5.339 et 340 | 1959 | 5.933 et 934 | » | 7.098 et 099 | » |
| 5.342 à 345 | » | 6.016 | » | 7.101 | » |
| 5.389 | » | 6.047 et 048 | » | 7.117 | 1957 |
| 5.415 et 416 | » | 6.050 à 053 | » | 7.173 | 1955 |
| 5.418 | » | 6.062 | » | 7.185 | 1959 |
| 5.447 | » | 6.126 à 130 | » | 7.187 à 189 | » |
| 5.451 | » | 6.132 | » | 7.198 | » |
| 5.489 | » | 6.135 et 136 | » | 7.267 | » |
| 5.504 | » | 6.166 | » | 7.276 à 278 | » |
| 5.635 | » | 6.184 à 186 | » | 7.293 et 294 | » |
| 5.637 | » | 6.314 et 315 | » | 7.315 | » |
| 5.639 à 642 | » | 6.366 | » | 7.317 | » |
| 5.651 | » | 6.417 | 1955 | 7.370 | » |
| 5.663 | 1946 | 6.418 | 1956 | 7.432 | » |
| 5.686 | 1959 | 6.419 | 1953 | 7.457 | 1957 |
| 5.688 et 689 | » | 6.420 | 1959 | 7.459 | 1959 |
| 5.690 | 1951 | 6.467 et 468 | » | 7.461 | » |
| 5.691 | 1959 | 6.492 et 493 | » | 7.489 | » |
| 5.692 | 1943 | 6.495 et 496 | » | 7.586 | » |
| 5.693 et 694 | 1959 | 6.538 | 1950 | 7.596 et 597 | » |
| 5.695 | 1941 | 6.630 | 1959 | 7.626 à 630 | » |
| 5.701 | 1959 | 6.634 | » | 7.649 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.652 | 1959 | 8.947 | 1959 | 10.315 | 1959 |
| 7.654 et 655 | » | 8.950 | » | 10.324 | » |
| 7.666 à 668 | » | 8.960 | » | 10.339 à 350 | » |
| 7.671 | » | 8.964 | 1955 | 10.381 | » |
| 7.690 | 1955 | 8.966 à 968 | 1959 | 10.392 à 394 | » |
| 7.691 | 1957 | 8.983 | » | 10.396 à 399 | » |
| 7.707 et 708 | 1959 | 8.998 | » | 10.438 | » |
| 7.712 | » | 9.037 et 038 | » | 10.452 à 454 | » |
| 7.731 à 734 | » | 9.051 et 052 | » | 10.462 et 463 | » |
| 7.814 à 816 | » | 9.054 | » | 10.468 | » |
| 7.925 à 928 | » | 9.085 et 086 | » | 10.476 et 477 | » |
| 7.930 à 932 | » | 9.091 | » | 10.479 à 481 | » |
| 7.934 à 940 | » | 9.142 | 1955 | 10.483 | » |
| 7.946 à 948 | » | 9.164 et 165 | 1959 | 10.485 | » |
| 7.990 | » | 9.172 et 173 | » | 10.491 | » |
| 7.999 | » | 9.175 | » | 10.493 à 499 | » |
| 8.001 à 003 | » | 9.202 à 206 | » | 10.501 | » |
| 8.034 à 036 | » | 9.210 à 215 | » | 10.528 | » |
| 8.038 | » | 9.238 à 240 | » | 10.549 | » |
| 8.044 à 047 | » | 9.279 et 280 | » | 10.558 à 561 | » |
| 8.060 | 1957 | 9.283 | » | 11.222 | 1957 |
| 8.062 et 063 | 1959 | 9.289 | » | 11.332 | 1956 |
| 8.085 et 086 | » | 9.302 | » | 11.731 | » |
| 8.088 | » | 9.305 et 306 | » | 11.766 | 1960 |
| 8.099 | » | 9.343 | » | 11.798 et 799 | » |
| 8.100 | 1952 | 9.345 à 347 | » | 11.801 à 803 | » |
| 8.101 à 103 | 1959 | 9.362 à 365 | » | 11.805 à 808 | » |
| 8.119 | » | 9.367 | » | 11.839 | » |
| 8.164 et 165 | » | 9.380 | » | 11.842 à 846 | » |
| 8.175 | » | 9.418 à 420 | » | 11.849 à 851 | » |
| 8.176 | 1957 | 9.422 et 423 | » | 11.861 et 862 | » |
| 8.177 | 1952 | 9.498 et 499 | » | 11.881 | » |
| 8.179 | 1959 | 9.539 | » | 11.887 | » |
| 8.181 à 184 | » | 9.542 à 548 | » | 11.889 | » |
| 8.186 à 189 | » | 9.551 à 553 | » | 11.891 | » |
| 8.263 | » | 9.594 à 597 | » | 11.894 à 897 | » |
| 8.285 et 286 | » | 9.599 | » | 11.909 | » |
| 8.304 | 1956 | 9.609 à 613 | » | 11.912 et 913 | » |
| 8.308 à 310 | 1959 | 9.637 | » | 11.918 et 919 | » |
| 8.316 | » | 9.639 | » | 11.922 | » |
| 8.319 et 320 | » | 9.646 | » | 11.927 et 928 | » |
| 8.337 à 339 | » | 9.648 et 649 | » | 11.930 et 931 | » |
| 8.346 | » | 9.674 | » | 11.943 | » |
| 8.351 | » | 9.675 | 1957 | 11.946 et 947 | » |
| 8.363 | » | 9.677 et 678 | 1959 | 11.952 | » |
| 8.365 | » | 9.679 | 1954 | 11.994 | » |
| 8.477 | » | 9.680 à 682 | 1959 | 11.998 et 999 | » |
| 8.480 | » | 9.684 à 686 | » | 12.002 | 1955 |
| 8.481 | 1957 | 9.693 | » | 12.003 | 1952 |
| 8.537 | 1959 | 9.718 à 720 | » | 12.006 | 1957 |
| 8.543 | 1957 | 9.751 | » | 12.007 | 1960 |
| 8.544 à 547 | 1959 | 9.753 à 757 | » | 12.017 | 1956 |
| 8.554 | » | 9.759 | » | 12.020 | 1960 |
| 8.556 et 557 | » | 9.770 | » | 12.026 et 027 | » |
| 8.647 | » | 9.774 à 778 | » | 12.029 à 031 | » |
| 8.703 à 705 | » | 9.879 | » | 12.058 | » |
| 8.761 | » | 9.881 et 882 | » | 12.061 à 063 | » |
| 8.764 et 765 | » | 9.885 | » | 12.067 | » |
| 8.786 | » | 9.886 | 1953 | 12.072 et 073 | » |
| 8.827 | 1956 | 9.974 et 975 | 1959 | 12.080 | 1957 |
| 8.828 | 1959 | 10.042 | » | 12.103 | 1960 |
| 8.829 | 1950 | 10.089 et 090 | » | 12.112 | » |
| 8.830 et 831 | 1959 | 10.099 et 100 | » | 12.115 et 116 | » |
| 8.861 | » | 10.102 et 103 | » | 12.119 à 121 | » |
| 8.864 | » | 10.151 | » | 12.123 à 125 | » |
| 8.889 | » | 10.185 et 186 | » | 12.127 à 129 | » |
| 8.893 à 896 | » | 10.188 | » | 12.131 et 132 | » |
| 8.898 | » | 10.224 | » | 12.134 | » |
| 8.904 à 909 | » | 10.295 | » | 12.145 et 146 | » |
| 8.943 | » | 10.298 à 300 | » | 12.154 à 156 | » |
| | | 10.310 et 311 | » | | |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 12.158 | 1957 |
| 12.176 | 1960 |
| 12.178 et 179 | » |
| 12.181 | » |
| 12.183 et 184 | » |
| 12.186 | » |
| 12.188 à 190 | » |
| 12.201 et 202 | » |
| 12.207 et 208 | » |
| 12.210 | » |
| 12.220 | » |
| 12.222 à 224 | » |
| 12.227 | » |
| 12.229 et 230 | » |
| 12.245 et 246 | » |
| 12.248 et 249 | » |
| 12.278 | » |
| 12.284 et 285 | » |
| 12.287 à 289 | » |
| 12.302 et 303 | » |
| 12.308 à 311 | » |
| 12.313 et 314 | » |
| 12.316 à 321 | » |
| 12.339 et 340 | » |
| 12.355 | 1956 |
| 12.361 et 362 | 1960 |
| 12.370 | » |
| 12.379 | » |
| 12.381 à 386 | » |
| 12.403 et 404 | » |
| 12.416 à 419 | » |
| 12.433 | » |
| 12.435 et 436 | » |
| 12.438 et 439 | » |
| 12.442 | » |
| 12.446 à 451 | » |
| 12.453 à 455 | » |
| 12.471 et 472 | » |
| 12.475 | 1953 |
| 12.487 | 1960 |
| 12.490 et 491 | » |
| 12.493 et 494 | » |
| 12.554 et 555 | » |
| 12.579 à 581 | » |
| 12.584 | » |
| 12.601 | » |
| 12.603 à 607 | » |
| 12.632 | » |
| 12.665 | » |
| 12.669 | » |
| 12.677 | » |
| 12.680 | » |
| 12.743 à 746 | » |
| 12.750 et 751 | » |
| 12.768 et 769 | » |
| 12.772 et 773 | » |
| 12.775 | » |
| 12.777 | » |
| 12.779 | » |
| 12.832 | 1956 |
| 12.839 et 840 | 1960 |
| 12.844 et 845 | » |
| 12.847 | » |
| 12.885 et 886 | » |
| 12.888 et 889 | » |
| 12.892 à 895 | » |
| 12.897 à 901 | » |
| 12.903 à 907 | » |
| 12.920 et 921 | » |
| 12.925 à 927 | » |
| 12.934 | » |
| 12.936 et 937 | » |
| 12.971 | 1954 |
| 12.976 | 1960 |
| 12.984 | » |
| 12.986 et 987 | » |
| 12.993 | » |
| 12.995 | » |
| 12.997 à 999 | » |
| 13.002 et 003 | » |
| 13.006 | 1955 |
| 13.011 à 013 | 1960 |
| 13.019 et 020 | » |
| 13.022 et 023 | » |
| 13.025 à 031 | » |
| 13.035 et 036 | » |
| 13.039 et 040 | » |
| 13.047 à 049 | » |
| 13.069 à 072 | » |
| 13.074 à 076 | » |
| 13.083 et 084 | » |
| 13.086 | » |
| 13.088 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 13.090 | 1960 |
| 13.117 | 1953 |
| 13.120 | 1960 |
| 13.122 | » |
| 13.125 | » |
| 13.141 | » |
| 13.143 à 145 | » |
| 13.147 à 149 | » |
| 13.151 et 152 | » |
| 13.158 à 161 | » |
| 13.164 à 166 | » |
| 13.168 | » |
| 13.176 | » |
| 13.178 à 181 | » |
| 13.183 et 184 | » |
| 13.200 | » |
| 13.203 à 206 | » |
| 13.209 et 210 | » |
| 13.212 à 214 | » |
| 13.219 et 220 | » |
| 13.224 à 232 | » |
| 13.234 à 238 | » |
| 13.243 | » |
| 13.245 | » |
| 13.249 | » |
| 13.256 et 257 | » |
| 13.259 à 261 | » |
| 13.263 | » |
| 13.283 à 287 | » |
| 13.290 | » |
| 13.292 et 293 | » |
| 13.295 | » |
| 13.317 | 1955 |
| 13.328 | 1960 |
| 13.334 à 338 | » |
| 13.340 et 341 | » |
| 13.343 et 344 | » |
| 13.346 | » |
| 13.348 et 349 | » |
| 13.351 à 353 | » |
| 13.355 à 357 | » |
| 13.358 | 1948 |
| 13.360 à 362 | 1960 |
| 13.370 | » |
| 13.372 | » |
| 13.374 | » |
| 13.376 | » |
| 13.378 à 380 | » |
| 13.386 | 1950 |
| 13.391 | 1960 |
| 13.397 et 398 | » |
| 13.429 et 430 | » |
| 13.434 | » |
| 13.438 à 440 | » |
| 13.454 | » |
| 13.457 et 458 | » |
| 13.474 à 477 | » |
| 13.486 | » |
| 13.516 à 520 | » |
| 13.528 à 532 | » |
| 13.534 | » |
| 13.538 et 539 | » |
| 13.541 à 543 | » |
| 13.545 à 550 | » |
| 13.562 et 563 | » |
| 13.565 et 566 | » |
| 13.572 | » |
| 13.576 | » |
| 13.603 à 607 | » |
| 13.611 et 612 | » |
| 13.645 et 646 | » |
| 13.655 à 658 | » |
| 13.680 et 681 | » |
| 13.684 | » |
| 13.689 à 696 | » |
| 13.717 | » |
| 13.729 | » |
| 13.755 à 758 | » |
| 13.776 et 777 | » |
| 13.779 et 780 | » |
| 13.782 et 783 | » |
| 13.786 | 1954 |
| 13.787 et 788 | 1960 |
| 13.790 | » |
| 13.792 à 794 | » |
| 13.798 et 799 | » |
| 13.854 | » |
| 13.862 | » |
| 13.864 et 865 | » |
| 13.870 | 1957 |
| 13.871 | 1960 |
| 13.891 | » |
| 13.893 | 1955 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 13.902 à 909 | 1960 |
| 13.913 et 914 | » |
| 13.916 | » |
| 13.918 et 919 | » |
| 13.921 et 922 | » |
| 13.935 | » |
| 13.937 | » |
| 13.959 à 961 | » |
| 13.964 et 965 | » |
| 13.967 | » |
| 13.987 et 988 | » |
| 14.029 | » |
| 14.041 | » |
| 14.044 | » |
| 14.059 | » |
| 14.061 | » |
| 14.063 | » |
| 14.086 et 087 | » |
| 14.105 et 106 | » |
| 14.108 | » |
| 14.109 | 1957 |
| 14.110 | 1960 |
| 14.113 à 116 | » |
| 14.128 et 129 | » |
| 14.135 | » |
| 14.143 et 144 | » |
| 14.148 et 149 | » |
| 14.173 à 175 | » |
| 14.184 à 187 | » |
| 14.205 | » |
| 14.208 | » |
| 14.223 | » |
| 14.225 | » |
| 14.227 | » |
| 14.232 | » |
| 14.241 et 242 | » |
| 14.249 | » |
| 14.251 et 252 | » |
| 14.279 à 282 | » |
| 14.285 | » |
| 14.288 | » |
| 14.290 | » |
| 14.295 | » |
| 14.305 à 307 | » |
| 14.309 à 314 | » |
| 14.325 et 326 | » |
| 14.328 et 329 | » |
| 14.333 | » |
| 14.341 à 343 | » |
| 14.346 et 347 | » |
| 14.366 et 367 | » |
| 14.370 | » |
| 14.372 et 373 | » |
| 14.384 et 385 | » |
| 14.393 | 1955 |
| 14.410 | 1960 |
| 14.416 à 418 | » |
| 14.432 | » |
| 14.434 | » |
| 14.436 et 437 | » |
| 14.439 et 440 | » |
| 14.442 | » |
| 14.469 et 470 | » |
| 14.523 | » |
| 14.542 | » |
| 14.544 | » |
| 14.548 | » |
| 14.555 et 556 | » |
| 14.567 et 568 | » |
| 14.583 | » |
| 14.594 et 595 | » |
| 14.609 et 610 | » |
| 14.618 et 619 | » |
| 14.628 et 629 | » |
| 14.632 et 633 | » |
| 14.635 à 643 | » |
| 14.647 | » |
| 14.650 à 653 | » |
| 14.680 | » |
| 14.687 | » |
| 14.692 à 695 | » |
| 14.714 | » |
| 14.719 | » |
| 14.721 | » |
| 14.723 | » |
| 14.739 à 741 | » |
| 14.743 à 747 | » |
| 14.749 et 750 | » |
| 14.752 et 753 | » |
| 14.755 et 756 | » |
| 14.761 et 762 | » |
| 14.764 et 765 | » |
| 14.794 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 14.798 | 1960 |
| 14.810 et 811 | » |
| 14.818 | » |
| 14.836 et 837 | » |
| 14.839 à 843 | » |
| 14.854 et 855 | » |
| 14.857 | » |
| 14.873 à 875 | » |
| 14.881 et 882 | » |
| 14.884 | » |
| 14.887 à 890 | » |
| 14.892 à 894 | » |
| 14.896 | » |
| 14.901 | » |
| 14.905 | » |
| 14.908 et 909 | » |
| 14.919 à 921 | » |
| 14.923 | » |
| 14.925 | » |
| 14.941 et 942 | » |
| 14.944 à 947 | » |
| 14.957 à 959 | » |
| 14.961 et 962 | » |
| 14.966 | » |
| 14.968 à 970 | » |
| 14.972 et 973 | » |
| 14.993 | » |
| 14.996 | 1957 |
| 14.998 | 1960 |
| 15.012 | » |
| 15.014 et 015 | » |
| 15.017 à 019 | » |
| 15.026 à 029 | » |
| 15.035 à 037 | » |
| 15.043 | » |
| 15.047 à 050 | » |
| 15.100 à 104 | » |
| 15.108 et 109 | » |
| 15.111 à 113 | » |
| 15.117 à 119 | » |
| 15.122 et 123 | » |
| 15.129 | » |
| 15.131 et 132 | » |
| 15.134 à 136 | » |
| 15.144 | » |
| 15.146 | » |
| 15.165 et 166 | » |
| 15.169 et 170 | » |
| 15.172 | » |
| 15.173 | 1957 |
| 15.175 à 179 | 1960 |
| 15.180 | 1953 |
| 15.182 | 1955 |
| 15.183 à 185 | 1960 |
| 15.192 à 194 | » |
| 15.196 et 197 | » |
| 15.199 et 200 | » |
| 15.211 et 212 | » |
| 15.214 et 215 | » |
| 15.217 à 219 | » |
| 15.221 | » |
| 15.223 et 224 | » |
| 15.226 | » |
| 15.230 | » |
| 15.237 | » |
| 15.239 | » |
| 15.241 à 245 | » |
| 15.247 et 248 | » |
| 15.264 et 265 | » |
| 15.272 | » |
| 15.279 à 283 | » |
| 15.285 à 289 | » |
| 15.294 à 299 | » |
| 15.302 | » |
| 15.317 à 319 | » |
| 15.323 à 326 | » |
| 15.346 à 350 | » |
| 15.371 et 372 | » |
| 15.375 à 379 | » |
| 15.383 | » |
| 15.387 et 388 | » |
| 15.394 et 395 | » |
| 15.398 et 399 | » |
| 15.404 à 408 | » |
| 15.414 et 415 | » |
| 15.418 | » |
| 15.420 et 421 | » |
| 15.445 et 446 | » |
| 15.448 et 449 | » |
| 15.451 et 452 | » |
| 15.459 à 463 | » |
| 15.474 à 477 | » |
| 15.485 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 15.497 | 1960 |
| 15.499 | » |
| 15.501 et 502 | » |
| 15.505 et 506 | » |
| 15.510 à 514 | » |
| 15.516 | » |
| 15.520 à 523 | » |
| 15.545 | 1957 |
| 15.549 | 1960 |
| 15.555 | » |
| 15.557 à 559 | » |
| 15.561 à 564 | » |
| 15.577 à 580 | » |
| 15.596 à 600 | » |
| 15.669 et 670 | » |
| 15.687 | » |
| 15.689 | » |
| 15.691 et 692 | » |
| 15.698 à 703 | » |
| 15.705 | » |
| 15.707 et 708 | » |
| 15.710 à 712 | » |
| 15.721 et 722 | » |
| 15.756 à 758 | » |
| 15.760 et 761 | » |
| 15.764 et 765 | » |
| 15.767 | » |
| 15.769 à 772 | » |
| 15.774 à 776 | » |
| 15.778 et 779 | » |
| 15.781 | » |
| 15.783 | » |
| 15.799 | » |
| 15.807 | » |
| 15.811 | » |
| 15.813 | 1949 |
| 15.814 à 817 | » |
| 15.825 à 828 | » |
| 15.835 à 838 | » |
| 15.840 à 842 | » |
| 15.844 à 846 | » |
| 15.853 | » |
| 15.861 et 862 | » |
| 15.873 et 874 | » |
| 15.877 | » |
| 15.879 | 1960 |
| 15.881 et 882 | » |
| 15.893 | » |
| 15.895 à 897 | » |
| 15.915 | » |
| 15.939 | » |
| 15.941 | » |
| 15.943 | » |
| 15.945 à 948 | » |
| 15.972 et 973 | » |
| 15.981 | » |
| 15.995 | » |
| 16.009 et 010 | » |
| 16.012 | » |
| 16.017 et 018 | » |
| 16.021 | » |
| 16.023 à 025 | » |
| 16.027 et 028 | » |
| 16.030 | » |
| 16.034 et 035 | » |
| 16.037 | » |
| 16.072 | » |
| 16.091 et 092 | » |
| 16.117 | » |
| 16.126 à 129 | » |
| 16.132 et 133 | » |
| 16.138 et 139 | » |
| 16.142 et 143 | » |
| 16.144 et 145 | » |
| 16.147 à 151 | » |
| 16.187 | » |
| 16.192 à 196 | » |
| 16.201 | » |
| 16.203 à 205 | » |
| 16.208 | » |
| 16.210 | » |
| 16.212 et 213 | » |
| 16.226 à 229 | » |
| 16.236 et 237 | » |
| 16.240 à 242 | » |
| 16.244 | » |
| 16.253 à 255 | » |
| 16.260 et 261 | » |
| 16.264 | » |
| 16.266 | » |
| 16.268 | » |
| 16.272 | » |
| 16.274 et 275 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 16.285 | 1960 |
| 16.287 et 288 | » |
| 16.291 et 292 | » |
| 16.298 et 299 | » |
| 16.305 | » |
| 16.307 et 308 | » |
| 16.315 à 317 | » |
| 16.328 à 333 | » |
| 16.341 à 345 | » |
| 16.349 et 350 | » |
| 16.377 à 379 | » |
| 16.383 à 387 | » |
| 16.398 et 399 | » |
| 16.412 | » |
| 16.430 | » |
| 16.432 et 433 | » |
| 16.435 à 437 | » |
| 16.450 | » |
| 16.465 à 469 | » |
| 16.476 et 477 | » |
| 16.480 | » |
| 16.482 | » |
| 16.497 à 499 | » |
| 16.501 | » |
| 16.504 | » |
| 16.507 | » |
| 16.515 | » |
| 16.522 | » |
| 16.527 | » |
| 16.531 | » |
| 16.533 et 534 | » |
| 16.536 à 538 | » |
| 16.543 à 548 | » |
| 16.578 à 580 | » |
| 16.585 à 587 | » |
| 16.594 | » |
| 16.627 et 628 | » |
| 16.630 à 633 | » |
| 16.635 à 640 | » |
| 16.642 et 643 | » |
| 16.660 | » |
| 16.673 et 674 | » |
| 16.676 | » |
| 16.685 et 686 | » |
| 16.688 et 689 | » |
| 16.691 à 694 | » |
| 16.706 à 709 | » |
| 16.714 | » |
| 16.716 | » |
| 16.724 | » |
| 16.725 et 726 | » |
| 16.729 | » |
| 16.731 et 732 | » |
| 16.765 et 766 | » |
| 16.771 | » |
| 16.773 | » |
| 16.780 à 783 | » |
| 16.817 | » |
| 16.823 et 824 | » |
| 16.829 | » |
| 16.843 et 844 | » |
| 16.851 et 852 | » |
| 16.854 à 856 | » |
| 16.858 et 859 | » |
| 16.878 | » |
| 16.887 et 888 | » |
| 16.890 et 891 | » |
| 16.899 à 901 | » |
| 16.903 à 905 | » |
| 16.917 et 918 | » |
| 16.920 et 921 | » |
| 16.923 à 926 | » |
| 16.932 à 935 | » |
| 16.947 | 1954 |
| 17.189 | 1955 |
| 17.334 | » |
| 17.398 | 1957 |
| 17.451 | 1946 |
| 17.452 et 453 | » |
| 18.099 | 1956 |
| 18.100 | 1953 |
| 18.211 | 1943 |
| 18.250 | 1945 |
| 18.467 | 1953 |
| 18.507 | 1947 |
| 18.983 | 1957 |
| 19.280 | 1955 |
| 19.285 | 1953 |
| 19.736 | 1956 |
| 19.921 | 1952 |
| 19.923 | 1953 |
| 20.002 | » |
| 20.813 | 1957 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 21.107 | 1956 |
| 22.035 | 1957 |
| 22.189 | » |
| 22.280 | 1946 |
| 22.281 et 282 | 1952 |
| 22.283 | 1951 |
| 22.284 | 1948 |
| 22.285 | 1956 |
| 22.491 | 1955 |
| 22.492 | 1956 |
| 22.494 | 1957 |
| 22.757 à 759 | 1961 |
| 22.763 à 766 | » |
| 22.786 à 791 | » |
| 22.793 à 795 | » |
| 22.797 | » |
| 22.799 | » |
| 22.801 à 805 | » |
| 22.807 | » |
| 22.827 | » |
| 22.830 et 831 | » |
| 22.833 | » |
| 22.836 à 839 | » |
| 22.843 et 844 | » |
| 22.847 | » |
| 22.851 | » |
| 22.854 | » |
| 22.861 à 866 | » |
| 22.883 | » |
| 22.949 | » |
| 22.952 à 954 | » |
| 22.961 et 962 | » |
| 22.964 à 968 | » |
| 22.971 et 972 | » |
| 22.974 à 976 | » |
| 22.978 | » |
| 22.980 et 981 | » |
| 22.989 et 990 | » |
| 22.996 | » |
| 22.999 | 1953 |
| 23.000 | 1961 |
| 23.001 | 1957 |
| 23.008 | 1961 |
| 23.028 et 029 | » |
| 23.032 | » |
| 23.090 à 092 | » |
| 23.094 à 096 | » |
| 23.111 et 112 | » |
| 23.114 à 118 | » |
| 23.135 | » |
| 23.145 et 146 | » |
| 23.167 à 169 | » |
| 23.173 et 174 | » |
| 23.176 à 179 | » |
| 23.182 | » |
| 23.184 | » |
| 23.186 à 189 | » |
| 23.198 à 200 | » |
| 23.202 et 203 | » |
| 23.205 à 207 | » |
| 23.208 | 1954 |
| 23.209 à 213 | 1961 |
| 23.217 à 219 | » |
| 23.228 à 230 | » |
| 23.232 | » |
| 23.252 | » |
| 23.254 | » |
| 23.256 | » |
| 23.258 | » |
| 23.260 et 261 | » |
| 23.263 | » |
| 23.274 à 276 | » |
| 23.279 à 281 | » |
| 23.284 | » |
| 23.289 | » |
| 23.291 | » |
| 23.293 à 295 | » |
| 23.297 à 299 | » |
| 23.301 à 303 | » |
| 23.309 et 310 | » |
| 23.312 | » |
| 23.315 | » |
| 23.335 | » |
| 23.338 | » |
| 23.372 | » |
| 23.374 | » |
| 23.383 | » |
| 23.385 | » |
| 23.397 à 399 | » |
| 23.410 | » |
| 23.412 | » |
| 23.414 à 417 | » |
| 23.432 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 23.435 et 436 | 1961 |
| 23.456 | » |
| 23.458 et 459 | » |
| 23.462 | » |
| 23.464 | » |
| 23.495 et 496 | » |
| 23.498 et 499 | » |
| 23.501 et 502 | » |
| 23.524 | » |
| 23.527 à 529 | » |
| 23.533 | » |
| 23.535 et 536 | » |
| 23.549 | » |
| 23.551 | » |
| 23.553 | » |
| 23.559 | » |
| 23.561 à 563 | » |
| 23.565 | » |
| 23.568 et 569 | » |
| 23.571 et 572 | » |
| 23.574 à 576 | » |
| 23.584 à 586 | » |
| 23.588 | » |
| 23.592 à 594 | » |
| 23.596 | » |
| 23.598 et 599 | » |
| 23.606 à 608 | » |
| 23.610 à 612 | » |
| 23.629 | 1955 |
| 23.632 et 633 | 1961 |
| 23.635 à 638 | » |
| 23.646 à 649 | » |
| 23.652 | » |
| 23.654 et 655 | » |
| 23.657 à 660 | » |
| 23.662 | » |
| 23.664 à 668 | » |
| 23.670 | » |
| 23.674 à 676 | » |
| 23.681 à 684 | » |
| 23.686 et 687 | » |
| 23.689 | » |
| 23.693 | » |
| 23.720 | » |
| 23.724 à 726 | » |
| 23.729 | » |
| 23.732 et 733 | » |
| 23.735 à 737 | » |
| 23.744 à 748 | » |
| 23.762 | » |
| 23.764 à 768 | » |
| 23.774 et 775 | » |
| 23.788 | » |
| 23.796 à 799 | » |
| 23.817 à 820 | » |
| 23.823 | » |
| 23.825 à 828 | » |
| 23.835 | » |
| 23.839 | » |
| 23.846 à 848 | » |
| 23.851 à 853 | » |
| 23.856 | » |
| 23.858 | » |
| 23.860 | » |
| 23.863 à 865 | » |
| 23.888 | » |
| 23.916 à 919 | » |
| 23.921 | » |
| 23.937 à 939 | » |
| 23.942 | » |
| 23.944 | » |
| 23.948 à 951 | » |
| 23.953 et 954 | » |
| 23.956 et 957 | » |
| 23.962 | » |
| 23.985 | » |
| 24.011 | » |
| 24.031 et 032 | » |
| 24.035 et 036 | » |
| 24.043 à 045 | » |
| 24.047 et 048 | » |
| 24.055 | » |
| 24.061 et 062 | » |
| 24.064 et 065 | » |
| 24.067 et 068 | » |
| 24.077 à 079 | » |
| 24.081 | » |
| 24.090 à 092 | » |
| 24.094 | » |
| 24.101 | » |
| 24.103 à 106 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 24.117 à 119 | 1961 |
| 24.134 à 136 | » |
| 24.139 à 142 | » |
| 24.144 et 145 | » |
| 24.151 et 152 | » |
| 24.155 | » |
| 24.159 et 160 | » |
| 24.163 et 164 | » |
| 24.174 et 175 | » |
| 24.180 | » |
| 24.182 et 183 | » |
| 24.193 et 194 | » |
| 24.197 à 201 | » |
| 24.216 | » |
| 24.229 | » |
| 24.236 | » |
| 24.238 et 239 | » |
| 24.295 | » |
| 24.301 | » |
| 24.306 à 308 | » |
| 24.314 | » |
| 24.319 et 320 | » |
| 24.322 | » |
| 24.328 et 329 | » |
| 24.331 | » |
| 24.370 | » |
| 24.394 et 392 | » |
| 24.394 à 396 | » |
| 24.398 et 399 | » |
| 24.410 | » |
| 24.412 | » |
| 24.418 et 419 | » |
| 24.426 à 429 | » |
| 24.437 | » |
| 24.440 | » |
| 24.443 | » |
| 24.445 et 446 | » |
| 24.448 et 449 | » |
| 24.461 et 462 | » |
| 24.470 à 472 | » |
| 24.484 | » |
| 24.488 à 490 | » |
| 24.492 à 496 | » |
| 24.498 | » |
| 24.500 | » |
| 24.502 et 503 | » |
| 24.510 | » |
| 24.512 à 515 | » |
| 24.517 à 522 | » |
| 24.534 | » |
| 24.536 et 537 | » |
| 24.580 | » |
| 24.587 et 588 | » |
| 24.590 | » |
| 24.592 et 593 | » |
| 24.595 | » |
| 24.602 | » |
| 24.604 à 606 | » |
| 24.612 | » |
| 24.621 et 622 | » |
| 24.640 et 641 | » |
| 24.655 | » |
| 24.657 | » |
| 24.661 | » |
| 24.663 | » |
| 24.665 à 667 | » |
| 24.674 à 676 | » |
| 24.678 et 679 | » |
| 24.683 et 684 | » |
| 24.693 et 694 | » |
| 24.696 et 697 | » |
| 24.700 à 702 | » |
| 24.735 et 736 | » |
| 24.738 et 739 | » |
| 24.741 et 742 | » |
| 24.744 et 745 | » |
| 24.749 et 750 | » |
| 24.758 à 760 | » |
| 24.768 et 769 | » |
| 24.786 à 788 | » |
| 24.797 et 798 | » |
| 24.805 et 806 | » |
| 24.814 | » |
| 24.873 et 874 | » |
| 24.904 | 1956 |
| 24.909 | 1961 |
| 24.913 | » |
| 24.915 | » |
| 24.917 | » |
| 24.933 et 934 | » |
| 24.936 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 24.948 | 1961 |
| 24.952 | » |
| 24.954 | » |
| 24.956 | » |
| 25.003 | » |
| 25.005 à 008 | » |
| 25.017 et 018 | » |
| 25.020 | » |
| 25.030 | » |
| 25.032 et 033 | » |
| 25.043 | » |
| 25.049 | » |
| 25.062 | » |
| 25.069 et 070 | » |
| 25.072 et 073 | » |
| 25.075 et 076 | » |
| 25.087 et 088 | » |
| 25.090 et 091 | » |
| 25.093 à 095 | » |
| 25.122 et 123 | » |
| 25.152 et 153 | » |
| 25.155 | » |
| 25.157 | » |
| 25.159 et 160 | » |
| 25.162 | » |
| 25.164 et 165 | » |
| 25.180 | » |
| 25.182 à 185 | » |
| 25.187 et 188 | » |
| 25.190 | » |
| 25.196 à 198 | » |
| 25.203 à 205 | » |
| 25.208 | » |
| 25.210 | » |
| 25.212 à 216 | » |
| 25.220 et 221 | » |
| 25.228 | » |
| 25.230 | » |
| 25.232 | » |
| 25.234 à 236 | » |
| 25.243 et 244 | » |
| 25.246 et 247 | » |
| 25.249 et 250 | » |
| 25.252 à 254 | » |
| 25.300 | » |
| 25.307 et 308 | » |
| 25.327 à 329 | » |
| 25.331 | » |
| 25.333 | » |
| 25.335 | » |
| 25.342 et 343 | » |
| 25.345 à 348 | » |
| 25.350 | » |
| 25.358 à 360 | » |
| 25.388 à 393 | » |
| 25.395 à 400 | » |
| 25.402 à 407 | » |
| 25.422 à 426 | » |
| 25.432 et 433 | » |
| 25.435 à 439 | » |
| 25.466 et 467 | » |
| 25.469 | » |
| 25.476 | » |
| 25.482 et 483 | » |
| 25.486 | » |
| 25.488 et 489 | » |
| 25.491 | » |
| 25.493 | » |
| 25.496 à 499 | » |
| 25.503 et 504 | » |
| 25.506 | » |
| 25.520 à 522 | » |
| 25.524 à 526 | » |
| 25.528 et 529 | » |
| 25.532 et 533 | » |
| 25.535 | » |
| 25.537 à 541 | » |
| 25.543 | » |
| 25.546 à 548 | » |
| 25.550 | » |
| 25.554 et 555 | » |
| 25.575 | » |
| 25.577 et 578 | » |
| 25.582 | » |
| 25.584 à 586 | » |
| 25.589 et 590 | » |
| 25.592 | » |
| 25.594 à 599 | » |
| 25.619 | » |
| 25.621 à 623 | » |
| 25.625 à 628 | » |
| 25.652 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 25.667 | 1961 |
| 25.672 | » |
| 25.676 | » |
| 25.692 à 696 | » |
| 25.700 et 701 | » |
| 25.703 | » |
| 25.715 à 719 | » |
| 25.741 | » |
| 25.743 | » |
| 25.746 | » |
| 25.755 | » |
| 25.767 et 768 | » |
| 25.774 | » |
| 25.776 à 779 | » |
| 25.781 | » |
| 25.784 à 786 | » |
| 25.788 et 789 | » |
| 25.791 et 792 | » |
| 25.924 | » |
| 25.926 | » |
| 25.935 à 937 | » |
| 25.950 | » |
| 25.952 | » |
| 25.962 | » |
| 25.971 | » |
| 25.973 et 974 | » |
| 25.978 | » |
| 25.980 | » |
| 25.983 à 986 | » |
| 25.989 à 991 | » |
| 26.009 et 010 | » |
| 26012 à 014 | » |
| 26.017 | » |
| 26.019 et 020 | » |
| 26.023 | » |
| 26.025 à 028 | » |
| 26.054 et 055 | » |
| 26.057 et 058 | » |
| 26.060 à 064 | » |
| 26.066 à 069 | » |
| 26.072 à 076 | » |
| 26.078 à 082 | » |
| 26.088 et 089 | » |
| 26.101 à 103 | » |
| 26.106 et 107 | » |
| 26.138 et 139 | » |
| 26.141 à 143 | » |
| 26.146 | » |
| 26.148 | » |
| 26.154 | 1956 |
| 26.156 | 1961 |
| 26.158 et 159 | » |
| 26.164 | » |
| 26.177 à 182 | » |
| 26.184 à 186 | » |
| 26.189 à 199 | » |
| 26.207 et 208 | » |
| 26.214 à 217 | » |
| 26.249 à 254 | » |
| 26.257 à 260 | » |
| 26.263 | » |
| 26.265 et 266 | » |
| 26.268 | » |
| 26.280 | » |
| 26.282 | » |
| 26.285 | » |
| 26.287 | » |
| 26.289 à 291 | » |
| 26.293 et 294 | » |
| 26.296 à 298 | » |
| 26.322 | » |
| 26.324 | » |
| 26.331 et 332 | » |
| 26.343 à 345 | » |
| 26.347 à 349 | » |
| 26.351 | » |
| 26.354 et 355 | » |
| 26.362 | » |
| 26.364 à 366 | » |
| 26.369 | » |
| 26.379 à 381 | » |
| 26.383 et 384 | » |
| 26.386 | » |
| 26.389 | » |
| 26.391 à 393 | » |
| 26.399 | » |
| 26.401 à 407 | » |
| 26.409 à 411 | » |
| 26.421 et 422 | » |
| 26.435 à 437 | » |
| 26.440 et 441 | » |
| 26.444 | » |
| 26.446 à 451 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 26.454 à 460 | 1961 |
| 26.494 à 497 | » |
| 26.539 et 540 | » |
| 26.542 | » |
| 26.565 | » |
| 26.567 à 569 | » |
| 26.573 et 574 | » |
| 26.579 et 580 | » |
| 26.593 | » |
| 26.604 à 608 | » |
| 26.612 et 613 | » |
| 26.642 | » |
| 26.655 à 658 | » |
| 26.681 | » |
| 26.683 | » |
| 26.685 à 689 | » |
| 26.692 à 697 | » |
| 26.705 et 706 | » |
| 26.714 | » |
| 26.716 | » |
| 26.719 à 721 | » |
| 26.723 à 728 | » |
| 26.731 | 1947 |
| 26.732 | 1961 |
| 26.735 | » |
| 26.737 et 738 | » |
| 26.756 à 759 | » |
| 26.761 | 1952 |
| 26.762 | 1950 |
| 26.763 à 765 | 1961 |
| 26.779 à 781 | » |
| 26.786 à 789 | » |
| 26.791 et 792 | » |
| 26.798 à 800 | » |
| 26.806 à 809 | » |
| 26.814 | » |
| 26.819 | » |
| 26.821 et 822 | » |
| 26.825 à 830 | » |
| 26.833 | » |
| 26.848 à 851 | » |
| 26.870 et 871 | » |
| 26.873 et 874 | » |
| 26.881 à 883 | » |
| 26.885 à 890 | » |
| 26.892 à 894 | » |
| 26.902 | » |
| 26.904 | » |
| 26.906 à 908 | » |
| 26.910 et 911 | » |
| 26.917 | » |
| 26.943 à 945 | » |
| 26.947 à 950 | » |
| 26.952 et 953 | » |
| 26.955 | » |
| 26.959 et 960 | » |
| 26.962 | » |
| 26.964 | » |
| 26.974 à 976 | » |
| 27.009 | » |
| 27.011 et 012 | » |
| 27.019 à 023 | » |
| 27.048 à 050 | » |
| 27.054 à 061 | » |
| 27.074 à 076 | » |
| 27.084 | » |
| 27.089 | » |
| 27.093 | » |
| 27.098 à 100 | » |
| 27.102 à 110 | » |
| 27.119 à 123 | » |
| 27.145 à 147 | » |
| 27.149 et 150 | » |
| 27.166 | » |
| 27.168 et 169 | » |
| 27.173 | » |
| 27.186 à 189 | » |
| 27.201 | » |
| 27.229 | » |
| 27.231 | » |
| 27.234 | » |
| 27.266 | » |
| 27.283 | » |
| 27.287 à 290 | » |
| 27.297 et 298 | » |
| 27.328 | » |
| 27.332 | » |
| 27.334 à 336 | » |
| 27.338 | » |
| 27.349 | » |
| 27.362 | » |
| 27.365 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 27.368 | 1961 |
| 27.390 et 391 | » |
| 27.393 à 396 | » |
| 27.400 | » |
| 27.403 à 408 | » |
| 27.410 à 412 | » |
| 27.415 et 416 | » |
| 27.418 à 421 | » |
| 27.425 à 436 | » |
| 27.464 et 465 | » |
| 27.467 | » |
| 27.502 à 505 | » |
| 27.507 | » |
| 27.511 à 513 | » |
| 27.515 à 518 | » |
| 27.533 à 535 | » |
| 27.538 | » |
| 27.541 | » |
| 27.543 à 545 | » |
| 27.547 à 549 | » |
| 27.552 | » |
| 27.558 et 559 | » |
| 27.570 et 571 | » |
| 27.573 | » |
| 27.578 à 581 | » |
| 27.583 | » |
| 27.619 | 1957 |
| 27.620 | 1961 |
| 27.636 à 638 | » |
| 27.656 à 658 | » |
| 27.670 et 671 | » |
| 27.674 et 675 | » |
| 27.677 et 678 | » |
| 27.685 à 690 | » |
| 27.692 et 693 | » |
| 27.695 | » |
| 27.697 | 1956 |
| 27.704 à 709 | 1961 |
| 27.711 à 714 | » |
| 27.723 | » |
| 27.728 | » |
| 27.730 | » |
| 27.732 et 733 | » |
| 27.736 | 1948 |
| 27.738 à 740 | 1961 |
| 27.742 | » |
| 27.745 | » |
| 27.761 et 762 | » |
| 27.773 | » |
| 27.776 | » |
| 27.778 | » |
| 27.780 et 781 | » |
| 27.793 à 795 | » |
| 27.797 | » |
| 27.814 | » |
| 27.839 | » |
| 27.841 | » |
| 27.847 et 848 | » |
| 27.871 | » |
| 27.873 à 875 | » |
| 27.885 à 888 | » |
| 27.891 à 893 | » |
| 27.901 et 902 | » |
| 27.904 | » |
| 27.906 a 908 | » |
| 27.910 | » |
| 27.912 à 915 | » |
| 27.924 à 926 | » |
| 27.930 | » |
| 27.932 à 934 | » |
| 27.936 | » |
| 27.946 à 949 | » |
| 27.952 et 953 | » |
| 27.955 | » |
| 27.957 à 959 | » |
| 27.961 | » |
| 27.968 | » |
| 27.972 et 973 | » |
| 27.977 | » |
| 27.979 | » |
| 27.988 à 990 | » |
| 27.999 et 28.000 | » |
| 28.011 à 013 | » |
| 28.015 | » |
| 28.017 à 019 | » |
| 28.023 et 024 | » |
| 28.032 à 037 | » |
| 28.048 | » |
| 28.050 | » |
| 28.056 à 058 | » |
| 28.060 | » |
| 28.062 et 063 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 28.074 à 078 | 1961 |
| 28.082 à 087 | » |
| 28.093 et 094 | » |
| 28.108 | 1956 |
| 28.113 à 118 | 1961 |
| 28.129 et 130 | » |
| 28.132 | » |
| 28.141 à 146 | » |
| 28.179 | » |
| 28.184 | » |
| 28.197 à 199 | » |
| 28.204 à 210 | » |
| 28.212 à 214 | » |
| 28.220 | 1955 |
| 28.233 à 236 | 1961 |
| 28.245 à 247 | » |
| 28.257 | » |
| 28.262 | » |
| 28.285 et 286 | » |
| 28.288 à 290 | » |
| 28.308 et 309 | » |
| 28.311 | » |
| 28.314 | » |
| 28.316 et 317 | » |
| 28.352 | » |
| 28.355 | » |
| 28.389 | » |
| 28.390 | 1952 |
| 28.397 et 398 | 1961 |
| 28.402 à 406 | » |
| 28.414 | » |
| 28.416 | » |
| 28.418 à 421 | » |
| 28.423 à 425 | » |
| 28.427 à 429 | » |
| 28.431 | » |
| 28.435 | » |
| 28.437 à 439 | » |
| 28.450 | » |
| 28.456 à 461 | » |
| 28.476 à 478 | » |
| 28.481 | » |
| 28.486 à 489 | » |
| 28.491 | » |
| 28.493 à 495 | » |
| 28.506 à 511 | » |
| 28.514 à 516 | » |
| 28.518 et 519 | » |
| 28.522 | » |
| 28.524 | » |
| 28.571 | » |
| 28.577 | » |
| 28.579 | » |
| 28.595 | » |
| 28.628 | » |
| 28.634 à 636 | » |
| 28.638 | » |
| 28.640 | » |
| 28.642 à 645 | » |
| 28.665 à 667 | » |
| 28.669 | » |
| 28.671 à 674 | » |
| 28.676 à 680 | » |
| 28.682 | » |
| 28.692 à 694 | » |
| 28.700 | » |
| 28.717 | » |
| 28.719 et 720 | » |
| 28.721 | 1953 |
| 28.722 | 1961 |
| 28.726 à 730 | » |
| 28.740 | » |
| 28.745 et 746 | » |
| 28.749 | » |
| 28.751 | » |
| 28.753 et 754 | » |
| 28.756 | » |
| 28.763 à 765 | » |
| 28.782 | » |
| 28.784 à 786 | » |
| 28.803 à 808 | » |
| 28.810 et 811 | » |
| 28.813 à 815 | » |
| 28.817 à 821 | » |
| 28.823 à 825 | » |
| 28.827 et 828 | » |
| 28.835 et 836 | » |
| 28.838 | » |
| 28.844 à 849 | » |
| 28.852 à 857 | » |
| 28.859 | » |
| 28.861 à 864 | » |
| 28.867 à 869 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 28.873 | 1961 |
| 28.876 | » |
| 28.879 à 883 | » |
| 28.885 à 890 | » |
| 28.892 à 894 | » |
| 28.913 à 919 | » |
| 28.921 | » |
| 28.925 à 927 | » |
| 28.929 | » |
| 28.931 | » |
| 28.937 à 939 | » |
| 28.941 | » |
| 28.944 à 946 | » |
| 28.948 à 950 | » |
| 28.953 à 955 | » |
| 28.962 à 964 | » |
| 28.966 | » |
| 28.972 | » |
| 28.983 | » |
| 28.986 à 989 | » |
| 28.991 à 994 | » |
| 28.996 à 999 | » |
| 29.007 à 009 | » |
| 29.011 et 012 | » |
| 29.014 à 016 | » |
| 29.036 | » |
| 29.038 à 045 | » |
| 29.049 et 050 | » |
| 29.052 | » |
| 29.066 à 069 | » |
| 29.072 et 073 | » |
| 29.075 et 076 | » |
| 29.078 et 079 | » |
| 29.097 | » |
| 29.099 | » |
| 29.105 à 109 | » |
| 29.125 à 129 | » |
| 29.137 à 139 | » |
| 29.143 | » |
| 29.145 à 149 | » |
| 29.168 | » |
| 29.172 | » |
| 29 195 et 196 | » |
| 29.234 | » |
| 29.236 | » |
| 29.238 et 239 | » |
| 29.241 | » |
| 29.243 | » |
| 29.245 | » |
| 29.247 et 248 | » |
| 29.253 | » |
| 29.266 | » |
| 29.268 et 269 | » |
| 29.276 | » |
| 29.283 | » |
| 29.286 à 289 | » |
| 29.291 à 293 | » |
| 29.297 à 303 | » |
| 29.305 à 308 | » |
| 29.314 et 315 | » |
| 29.340 à 342 | » |
| 29.346 à 348 | » |
| 29.351 | » |
| 29.353 | » |
| 29.355 à 359 | » |
| 29.362 | » |
| 29.370 et 371 | » |
| 29.391 | » |
| 29.394 | » |
| 29.396 | » |
| 29.407 à 411 | » |
| 29.413 | » |
| 29.415 à 417 | » |
| 29.419 et 420 | » |
| 29.423 | » |
| 29.425 et 426 | » |
| 29.428 à 430 | » |
| 29.432 à 434 | » |
| 29.437 et 438 | » |
| 29.441 et 442 | » |
| 29.457 | » |
| 29.459 | » |
| 29.462 | » |
| 29.464 et 465 | » |
| 29.467 | » |
| 29.470 à 472 | » |
| 29.489 | » |
| 29.492 | » |
| 29.494 | » |
| 29.496 à 498 | » |
| 29.511 à 513 | » |
| 29.515 | » |
| 29.519 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 29.521 à 524 | 1961 |
| 29.532 | 1944 |
| 29.533 à 535 | 1961 |
| 29.542 à 544 | » |
| 29.547 et 548 | » |
| 29.556 | » |
| 29.559 | » |
| 29.561 à 563 | » |
| 29.580 à 583 | » |
| 29.588 | » |
| 29.598 et 599 | » |
| 29.601 à 604 | » |
| 29.606 et 607 | » |
| 29.628 à 630 | » |
| 29.634 à 639 | » |
| 29.641 à 643 | » |
| 29.646 à 650 | » |
| 29.660 | » |
| 29.677 | » |
| 29.686 a 691 | » |
| 29.700 | » |
| 29.705 à 711 | » |
| 29.717 à 719 | » |
| 29.722 | » |
| 29.724 à 730 | » |
| 29.734 à 737 | » |
| 29.739 | » |
| 29.741 et 742 | » |
| 29.752 | » |
| 29.754 à 759 | » |
| 29.765 à 767 | » |
| 29.769 | » |
| 29.771 | » |
| 29.773 et 774 | » |
| 29.776 et 777 | » |
| 29.781 à 784 | » |
| 29.786 à 789 | » |
| 29.798 et 799 | » |
| 29.805 | » |
| 29.808 | » |
| 29.846 | » |
| 29.849 | » |
| 29.854 | » |
| 29.858 et 859 | » |
| 29.861 et 862 | » |
| 29.865 et 866 | » |
| 29.872 | » |
| 29.874 | » |
| 29.876 | » |
| 29.878 et 879 | » |
| 29.881 à 884 | » |
| 29.886 et 887 | » |
| 29.891 | 1957 |
| 29.892 | 1961 |
| 29.894 et 895 | » |
| 29.913 | 1956 |
| 29.919 à 921 | 1961 |
| 29.924 à 926 | » |
| 29.929 et 930 | » |
| 29.933 | » |
| 29.935 à 937 | » |
| 29.939 et 940 | » |
| 29.942 et 943 | » |
| 29.946 à 952 | » |
| 29.956 | » |
| 29.958 à 960 | » |
| 29.962 et 963 | » |
| 29.965 à 967 | » |
| 29.971 à 973 | » |
| 29.985 | 1953 |
| 29.993 et 994 | 1961 |
| 29.997 et 998 | » |
| 30.000 | » |
| 30.006 à 008 | » |
| 30.032 à 035 | » |
| 30.038 et 039 | » |
| 30.050 et 051 | » |
| 30.053 et 054 | » |
| 30.057 à 061 | » |
| 30.071 à 074 | » |
| 30.084 | » |
| 30.086 | » |
| 30.097 | » |
| 30.107 et 108 | » |
| 30.116 | 1950 |
| 30.117 | 1955 |
| 30.118 | 1952 |
| 30.132 | 1961 |
| 30.134 à 140 | » |
| 30.142 | » |
| 30.145 | » |
| 30.148 et 149 | » |
| 30.173 et 174 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 30.186 | 1961 |
| 30.188 à 191 | » |
| 30.196 | » |
| 30.198 à 200 | » |
| 30.202 à 208 | » |
| 30.210 et 211 | » |
| 30.213 | » |
| 30.222 | » |
| 30.230 à 233 | » |
| 30.235 | » |
| 30.237 à 239 | » |
| 30.243 | 1943 |
| 30.246 à 248 | 1961 |
| 30.250 et 251 | » |
| 30.255 | » |
| 30.261 à 263 | » |
| 30.265 et 266 | » |
| 30.272 à 274 | » |
| 30.288 | » |
| 30.290 | » |
| 30.292 | » |
| 30.295 et 296 | » |
| 30.301 et 302 | » |
| 30.304 | » |
| 30.313 | 1956 |
| 30.315 et 316 | 1961 |
| 30.318 à 320 | » |
| 30.322 et 323 | » |
| 30.328 à 330 | » |
| 30.333 | » |
| 30.354 à 356 | » |
| 30.358 et 359 | » |
| 30.365 et 366 | » |
| 30.377 à 380 | » |
| 30.384 à 387 | » |
| 30.389 | » |
| 30.393 | » |
| 30.395 | » |
| 30.402 à 404 | » |
| 30.407 à 409 | » |
| 30.411 et 412 | » |
| 30.418 et 419 | » |
| 30.425 à 427 | » |
| 30.432 à 435 | » |
| 30.438 à 440 | » |
| 30.444 et 445 | » |
| 30.447 à 449 | » |
| 30.452 | » |
| 30.456 à 458 | » |
| 30.461 à 466 | » |
| 30.469 et 470 | » |
| 30.472 et 473 | » |
| 30.480 | » |
| 30.482 à 484 | » |
| 30.486 à 491 | » |
| 30.493 | 1948 |
| 30.494 à 497 | 1961 |
| 30.501 et 502 | » |
| 30.505 à 507 | » |
| 30.519 et 520 | » |
| 30.527 à 529 | » |
| 30.543 | » |
| 30.545 | » |
| 30.547 | » |
| 30.553 à 556 | » |
| 30.558 | » |
| 30.560 à 564 | » |
| 30.569 à 573 | » |
| 30.584 à 586 | » |
| 30.592 | » |
| 30.594 à 597 | » |
| 30.600 à 602 | » |
| 30.604 à 607 | » |
| 30.609 | » |
| 30.611 | » |
| 30.613 | » |
| 30.615 | » |
| 30.617 et 618 | » |
| 30.645 | » |
| 30.653 et 654 | » |
| 30.656 à 659 | » |
| 30.662 à 664 | » |
| 30.666 à 669 | » |
| 30.671 à 676 | » |
| 30.942 | 1957 |
| 31.098 | 1955 |
| 31.547 | 1957 |
| 31.842 | 1953 |
| 32.239 | 1955 |
| 32.544 | 1957 |
| 32.801 | 1955 |
| 32.802 | 1957 |
| 32.803 | 1953 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 33.140 | 1951 |
| 33.141 | 1955 |
| 33.727 | » |
| 33.728 | 1953 |
| 33.824 | 1956 |
| 33.999 | 1946 |
| 34.373 | 1956 |
| 34.646 | 1955 |
| 34.697 | 1954 |
| 34.789 | » |
| 34.818 | 1952 |
| 34.840 | » |
| 34.947 | 1956 |
| 35.248 | » |
| 35.544 | 1949 |
| 35.682 | 1957 |
| 35.947 | 1953 |
| 37.680 | 1958 |
| 37.780 | » |
| 37.865 | » |
| 37.897 à 900 | » |
| 37.901 | 1955 |
| 38.007 et 008 | 1958 |
| 38.010 | » |
| 38.062 | » |
| 38.201 et 202 | » |
| 38.284 | » |
| 38.329 | » |
| 38.344 | » |
| 38.376 | » |
| 38.398 | » |
| 38.435 | » |
| 38.467 | 1955 |
| 38.488 | 1954 |
| 38.514 | 1958 |
| 38.520 | » |
| 38.548 | » |
| 38.605 | » |
| 38.746 | 1957 |
| 38.747 | 1958 |
| 38.786 à 789 | » |
| 38.810 et 811 | » |
| 38.814 et 815 | » |
| 38.817 à 819 | » |
| 38.876 et 877 | » |
| 38.885 et 886 | » |
| 38.928 | 1952 |
| 38.929 | 1955 |
| 39.104 à 106 | 1958 |
| 39.227 | 1956 |
| 39.309 à 311 | 1958 |
| 39.465 | » |
| 39.468 et 469 | » |
| 39.471 à 474 | » |
| 39.609 | » |
| 39.629 à 631 | » |
| 39.652 et 653 | » |
| 39.876 | » |
| 39.901 | » |
| 39.938 | 1956 |
| 39.939 | 1954 |
| 40.107 et 108 | 1958 |
| 40.221 à 226 | » |
| 40.228 et 229 | » |
| 40.351 | 1954 |
| 40.352 | 1955 |
| 40.363 et 364 | 1958 |
| 40.368 à 370 | » |
| 40.444 | » |
| 40.599 à 606 | » |
| 40.703 | » |
| 40.707 et 708 | » |
| 40.710 et 711 | » |
| 40.713 et 714 | » |
| 40.798 | » |
| 40.802 | » |
| 40.865 | 1952 |
| 40.884 | 1958 |
| 40.886 | » |
| 41.006 à 010 | » |
| 41.026 à 029 | » |
| 41.044 | 1957 |
| 41.097 à 099 | 1958 |
| 41.103 et 104 | » |
| 41.128 à 130 | » |
| 41.174 | » |
| 41.462 | » |
| 41.469 à 472 | » |
| 41.567 | » |
| 41.726 | » |
| 41.728 | » |
| 41.961 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 41.964 et 965 | 1958 | 42.346 | 1958 | 44.392 | 1943 |
| 41.969 | » | 42.586 | 1952 | 44.983 | 1955 |
| 41.979 | » | 42.603 à 606 | » | 45.005 | 1956 |
| 41.980 | 1957 | 42.607 | 1953 | 45.192 | 1957 |
| 42.044 à 049 | » | 42.616 | 1958 | 45.965 | 1954 |
| 42.050 | » | 42.619 | » | 45.971 | 1956 |
| 42.051 | » | 42.635 | » | 45.972 | 1952 |
| 42.053 | » | 42.642 | » | 45.973 | 1957 |
| 42.059 | 1956 | 42.645 | » | 45.977 | » |
| 42.072 | 1958 | 42.651 | 1957 | 46.019 | » |
| 42.084 | » | 42.678 | 1958 | 46.141 | 1956 |
| 42.087 et 088 | » | 42.697 | » | 46.300 | 1957 |
| 42.090 | » | 42.704 | » | 46.494 | 1951 |
| 42.094 | 1948 | 42.707 à 710 | » | 46.762 | 1955 |
| 42.095 | 1954 | 42.711 | 1943 | 47.011 | 1953 |
| 42.105 et 106 | 1958 | 42.749 | 1958 | 47.238 | 1954 |
| 42.136 | 1957 | 42.762 | 1956 | 47.278 | 1957 |
| 42.150 | 1958 | 43.074 | 1955 | 47.563 | 1955 |
| 42.217 | » | 43.292 | » | 47.742 | » |
| 42.251 | » | 43.447 | 1952 | 48.364 | 1957 |
| 42.255 | » | 43.463 | 1956 | 48.977 | » |
| 42.261 à 263 | » | 44.275 | 1955 | 49.160 | » |
| 42.308 et 309 | » | | | | |

Les remboursements seront effectués chez la banque L. Dupont et Cᵉ, 26, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris (8ᵉ), à Valenciennes, et dans ses succursales et agences.

## ANCIENS ETABLISSEMENTS A. BINET

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.900.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 46, RUE SAINT-FERDINAND, A PARIS (17ᵉ)

Registre du commerce : Seine nº 54-B 9627.

*Obligations* 6 3/4 0/0 1950 *de* 100 *NF.*

### LISTE NUMERIQUE

**1º Des séries comprenant les 79 obligations sorties au onzième tirage au sort du 18 mai 1961, formant la totalité des titres à amortir au 1er juillet 1961.** Ces obligations seront remboursables à 100 NF ;

**2º Des séries sorties aux tirages précédents parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS extrêmes des séries. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS extrêmes des séries. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 100 à 176 | 61 | 512 à 593 | 59 |
| 199 à 267 | 58 | 594 à 653 | 60 |
| 268 à 271 | 61 | 2.053 à 2.110 | 56 |
| 495 à 511 | 60 | | |

## PAPETERIE DE MOULIN-VIEUX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.477.600 NF

SIÈGE SOCIAL : PONTCHARRA-SUR-BREDA (ISÈRE)

Registre du commerce : Grenoble nº 55-B 18.

*Obligations* 6 0/0 (*ex* 4 0/0) 1945 *de* 20 *NF.*

### LISTE NUMERIQUE

**1º De la série comprenant les 97 obligations sorties au sixième tirage au sort du 18 mai 1961 formant, avec les titres rachetés en Bourse, la totalité de l'annuité à amortir au 1er juillet 1961.** Ces obligations seront remboursables à 20 NF ;

**2º Des séries sorties aux tirages précédents parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS extrêmes des séries. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS extrêmes des séries. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 3.016 à 3.116 | 61 | 3.543 à 3.608 | 60 |
| 3.196 à 3.228 | 56 | 3.696 à 3.750 | 58 |

## GROUPEMENT DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

**(G. E. A.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.020.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 5, AVENUE DE FRIEDLAND, PARIS (8ᵉ)

R. C. : Seine nº 56-B 3466.

*Obligations* 6 0/0 *juillet* 1956 *de* 100 *NF.*

**Liste numérique des 5.457 obligations sorties au troisième tirage effectué le 16 mai 1961.**

15.966 à 21.422

**Titres restant à rembourser.**

Néant.

Les obligations amorties à ce tirage sont remboursables à partir du 1er juillet 1961 à raison de 105 NF.

## ASSOCIATION DIOCESAINE DE LAVAL

Déclarée à la préfecture de la Mayenne le 27 août 1924.

SIÈGE SOCIAL : 27, RUE CARDINAL-SUHARD, LAVAL (MAYENNE)

*Obligations* 6 % 1959.

### LISTE NUMERIQUE

**Des 137 obligations sorties au tirage du 17 mai 1961 et remboursables à 100 NF à partir du 1er juillet 1961 ;**

**De la série sortie au tirage précédent et comprenant des obligations non présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 629 à 757 | 1960 | 1.534 à 1.670 | 1961 |

## Société anonyme André CITROEN

AU CAPITAL DE 256.200.000 NOUVEAUX FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 117 A 167, QUAI ANDRÉ-CITROËN, A PARIS (15ᵉ)

R. C. : Seine 54-B 9455.

*Obligations de 100 NF nominal 5 3/4 % (émission juillet 1948).*

**Treizième amortissement au 15 juillet 1961.**

Conformément aux conditions de l'émission, le treizième amortissement a été effectué comme suit :

1º Par rachats en Bourse de 613 obligations ;

2º Par deuxième tirage au sort complémentaire de 304 obligations, qui a eu lieu le 30 mai 1961,

épuisant ainsi la totalité de l'annuité prévue au tableau d'amortissement pour le 15 juillet 1961.

La liste numérique ci-dessous indique :

En caractères gras, les numéros de la série d'obligations sortie au deuxième tirage ;

En caractères normaux, les numéros de la série sortie au premier tirage et non encore totalement remboursée.

| NUMÉROS EXTRÊMES DES SÉRIES sorties aux tirages. | ANNÉES DE REMBOURSEMENT |
|---|---|
| **64.717 à 65.108** | **1961** |
| 72.294 à 72.367 | 1960 |

(Dans la numération des titres sortis au deuxième tirage sont compris 88 numéros d'obligations rachetées en Bourse.)

Les obligations désignées par le sort sont remboursables à 100 NF le 15 juillet de l'année de remboursement indiquée ci-dessus.

**Numéro du coupon devant être attaché aux titres.**

1er tirage (remboursement 1960), coupon nº 13 du 15 juillet 1961.

2e tirage (remboursement 1961), coupon nº 14 du 15 juillet 1962.

## L'ECONOMIQUE

**Société économique d'alimentation.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.042.000 NF

SIÈGE SOCIAL : RUE LAMOTHE ET 58, RUE DU REPOS, LYON (RHÔNE)

R. C. : Lyon n° 54-B 880.

OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 1943 DE 50 NF

DE

**l'ancienne société Alimentation stéphanoise.**

**LISTE NUMERIQUE DE TIRAGES COMPRENANT :**

**1° Les 46 obligations sorties au treizième tirage au sort du 23 mai 1961 formant la totalité des titres à amortir au 30 juin 1961.** Ces obligations seront remboursables à 50,01 NF ;

**2° Les obligations sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement.**

| NUMEROS | ANNEES de remboursement. | NUMEROS | ANNEES de remboursement. | NUMEROS | ANNEES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 20 | 58 | 295 | 61 | 555 | 61 |
| 21 | 58 | 314 | 58 | 564 | 61 |
| 22 | 58 | 315 | 58 | 565 | 61 |
| 23 | 58 | 316 | 58 | 590 | 61 |
| 24 | 58 | 317 | 58 | 612 | 61 |
| 25 | 58 | 318 | 58 | 667 | 61 |
| 34 | 61 | 319 | 58 | 708 | 61 |
| 52 | 60 | 336 | 61 | 712 | 61 |
| 53 | 60 | 347 | 61 | 728 | 61 |
| 54 | 60 | 354 | 61 | 775 | 61 |
| 55 | 60 | 361 | 61 | 782 | 61 |
| 56 | 60 | 374 | 61 | 832 | 61 |
| 95 | 61 | 375 | 61 | 847 | 61 |
| 152 | 61 | 478 | 61 | 888 | 61 |
| 181 | 61 | 479 | 61 | 923 | 61 |
| 223 | 61 | 483 | 61 | 945 | 61 |
| 225 | 61 | 492 | 61 | 946 | 61 |
| 245 | 61 | 516 | 61 | 978 | 61 |
| 268 | 61 | 523 | 61 | 1.069 | 61 |
| 270 | 60 | 538 | 55 | 1.111 | 61 |
| 271 | 60 | 539 | 55 | 1.136 | 61 |
| 272 | 60 | 540 | 55 | 1.180 | 60 |
| 273 | 60 | 543 | 61 | 1.181 | 60 |
| 274 | 60 | 547 | 61 | 1.189 | 61 |
| 277 | 61 | | | | |

## AUX TROIS QUARTIERS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 922.020 NF

SIÈGE SOCIAL : 26, RUE DUPHOT, PARIS

R. C. : Seine n° 56-B 7806.

*Obligations* 4 0/0 1945 *de* 50 *NF.*

**Amortissement au 1er juillet 1961.**

La société, ayant usé de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse de 65 obligations une partie de la somme prévue pour cet amortissement.

La totalité de la somme n'ayant pas été employée, un tirage au sort, qui a porté sur 207 obligations, a été effectué le 18 mai 1961.

Les numéros des 207 obligations sorties à ce tirage sont compris dans la série n°s 2.810 à 3.231, qui comprend également 215 obligations rachetées en Bourse depuis le début de l'amortissement de cet emprunt.

Ces obligations seront remboursables à partir du 1er juillet 1961, coupon au 1er janvier 1962 attaché, à raison de 50 NF pour toutes les obligations nominatives ou au porteur, aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

Crédit commercial de France ;
Comptoir national d'escompte de Paris ;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie ;
Société générale ;
Banque de Paris et des Pays-Bas ;
Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
Crédit du Nord ;
Banque de l'Union parisienne.

Le prix du remboursement se décompose comme suit : prix d'émission, 49 NF ; prime de remboursement ; 1 NF.

Les titres amortis antérieurement ont tous été présentés au remboursement.

*Conventions franco-étrangères.* — Montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques relatif à la prime de remboursement dont sont exonérés les bénéficiaires des conventions : 0,12 NF lorsque l'exonération est totale.

## Ateliers de Forge et d'Estampage de Vieux-Condé

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.326.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 48 A 54, RUE HENRI-DURRE, VIEUX-CONDE (NORD)

R. C. : Valenciennes n° 57-B 63.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 100 obligations 4 1/4 0/0 1945 dont le seizième amortissement est prévu pour le 15 juillet 1961.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en juin 1961.

**Titres restant à rembourser.**

Néant.

# AVIS DIVERS

## COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.000.000 NF

280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

R. C. : Seine 54-B 9417.

**Avis aux porteurs d'obligations.**

MM. les porteurs d'obligations 5 1/2 % 1952 de 1.000 NF de la Compagnie des chemins de fer du Maroc sont informés qu'il sera procédé le 23 juin 1961, à 15 heures, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris, au tirage au sort de 160 obligations qui doivent être amorties le 15 août 1961.

*Le conseil d'administration.*

## Compagnie des Chemins de Fer de la Camargue

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60.000 NF

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 27, RUE DE RICHELIEU

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 30 juin 1961, à 10 h 30, au siège social, pour approbation des comptes de l'exercice 1960 et fixation du dividende.

*Le conseil d'administration.*

# ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

## SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 29 mai 1961, le président du tribunal de grande instance de Saverne a ordonné la mise sous séquestre de tous les biens, droits et intérêts appartenant directement, indirectement ou par personne interposée à la dame Krieg (Madeleine-Françoise), épouse de Paul-Arno Seidel, domiciliée à Treuen (Allemagne), 35, Johann Sebastian Bach-Strass, et a désigné en qualité d'administrateur séquestre l'administration des domaines, représentée par le directeur des domaines à Strasbourg.

*Le procureur de la République.*

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Hefti (Alfred), né le 14 mars 1928 à Paris (14e), domicilié à Thionville (Moselle), 6, allée Poincaré, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Helfi.

M. Asher (Serge-Mata), né à Paris (16e) le 12 mai 1920, de nationalité française, domicilié à Paris (13e), 93, rue de la Santé, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur, Jean-Luc, né à Paris (14e) le 26 mars 1958, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Ravanel.

M. Wyrobnitzki (Maurice), né à Paris le 26 décembre 1922, demeurant 10, avenue Jean-Jaurès, à Charenton (Seine), agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son enfant mineure, Michèle, née le 15 juillet 1946 à Paris (3e), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Virot, ou Vireau, ou Wyro, ou Vyrot.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

8 mai 1961. Déclaration à la préfecture du Cantal. **Télé-Club de Polminhac.** But : installation et exploitation matérielle d'un relais de télévision. Siège social : mairie de Polminhac.

8 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Association sportive de l'Ormaille.** But : favoriser le développement du camping et la pratique des sports de plein air. Siège social : 52, rue Sedaine, Paris.

8 mai 1961. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Association pour le logement des jeunes travailleurs de la région d'Alençon (A. L. J. T. R. A.).** But : création et gestion de foyers pour le logement des jeunes travailleurs. Siège social : chez Mme Mallet, les Rochers, Heloup.

10 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Cercle Saint-Germain.** But : promouvoir, soutenir, favoriser les œuvres d'éducation populaire, notamment les réunions d'étude, conférences, institutions ayant pour but le développement de l'instruction (cours professionnels, ménagers, agricoles), les séances récréatives, artistiques, musicales, cinématographiques, télé-club, éducation physique, les sports. Siège social : à Oissery, par Saint-Soupplets (Seine-et-Marne).

10 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Amicale des Corses et amis de la Corse du Nord et du Pas-de-Calais.** But : resserrer les liens d'amitié des Corses des deux départements. Siège social : 13, rue des Treilles, Béthune (Pas-de-Calais).

12 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Villeneuve-sur-Lot. **Syndicat d'initiatives.** But : développement touristique de la région de Tournon-d'Agenais. Siège social : chez M. Catalano (Jean), place de l'Hôtel-de-Ville, Tournon-d'Agenais (Lot-et-Garonne).

15 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. **Tennis-Club gannatois.** But : pratique et enseignement du tennis. Siège social : 13, rue des Augustins, Gannat (Allier).

15 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. **Jeunesse et famille.** But : promouvoir, soutenir et favoriser la bonne formation physique et morale de la jeunesse par toutes activités appropriées. Siège social : 43, rue Volney, Mayenne (Mayenne).

15 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. **Comité d'action sociale de l'Ouest pour les « gens du voyage ».** But : par tout moyen de conseil d'enseignement, d'action et d'expression, aide, protection, encouragement et réhabilitation sociale des « gens du voyage » et plus généralement de toute personne d'origine nomade, tous génériquement désignés les Tziganes. Siège social : château de la Roche-Gençay, commune de Magné (Vienne).

16 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Amicale bouliste crouycienne.** But : développer la pratique du jeu de boules et organiser les loisirs et les fêtes de ses membres. Siège social : mairie de Crouy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne).

17 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Nazaire. **Union des musiciens de la Côte d'Amour.** But : favoriser le développement de la musique. Siège social : 5, rue de la Mairie, à Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique).

18 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Association sportive de Champniers—Busserolles.** But : formation des jeunes gens pour la pratique du football association et constitution d'une équipe de joueurs entre les deux communes. Siège social : salle des réunions, mairie de Champniers-Reilhac (Dordogne).

21 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Confolens. **Foyer rural de Chantrezac.** But : organiser les loisirs des jeunes et faire fonctionner la cantine scolaire. Siège social : mairie de Chantrezac (Charente).

25 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Segré. **Association cantonale des centres aérés de vacances du canton de Candé.** But : rasssembler les enfants et les occuper par des loisirs sains et éducatifs pendant les vacances. Siège social : mairie de Candé (Maine-et-Loire).

25 mai 1961. Déclaration à la préfecture de la Vienne. **Association départementale de la Vienne des adhérents du Groupement des campeurs universitaires de France.** But : locations, équipement de terrain, achat de matériel, repérage et recensement de tous terrains propres au camping, aux sports, aux jeux et aux activités de plein air réservés à tous les adhérents du Groupement des campeurs universitaires de France ; création d'une documentation ; réunions périodiques ; sorties en groupes. Siège social : 4 *bis*, rue Sainte-Catherine, Poitiers.

25 mai 1961. Déclaration à la préfecture du Nord. **Association sportive Electricité Ansereuilles (A. S. E. A.).** But : pratique du sport, notamment football et volley-ball. Siège social : Centrale des Ansereuilles, bureau de la C. A. S., à Don.

26 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Riom. **Association sportive et culturelle populaire de Pessat-Villeneuve.** But : mettre à la disposition de tous des activités éducatives, sportives et récréatives ; pratique de sports et jeux de plein air ; réunions récréatives et éducatives, conférences, fêtes, séances cinématographiques, promenades, bibliothèque. Siège social : mairie de Pessat-Villeneuve (Puy-de-Dôme).

27 mai 1961. Déclaration à la préfecture du Tarn. **Régates du Carmausin.** But : développer la voile et l'aviron. Siège social : café de la Poste, à Carmaux.

27 mai 1961. Déclaration à la préfecture d'Arras. **Association d'éducation populaire Saint-Jean-Baptiste, Bapaume.** But : promouvoir l'enseignement de tous ordres, œuvres scolaires, post-scolaires, périscolaires, l'éducation populaire, les colonies et camps de vacances, les loisirs des jeunes et généralement tout ce qui de près ou de loin, directement ou indirectement, se rapporte à l'objet précité. Siège social : institution Saint-Jean-Baptiste, à Bapaume.

### MODIFICATIONS

17 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **La Société d'éducation populaire L'Espérance** transfère son siège social de la rue Faidherbe, immeuble Le Stade, Ligny-en-Cambrésis, à la place Jean-Jaurès, Ligny-en-Cambrésis (Nord).

18 mai 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Parthenay. Le **Judo-Club parthenaisien** transfère son siège social de la rue du Marchioux, au 55, rue Jean-Jaurès, à Parthenay (Deux-Sèvres).

25 mai 1961. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. L'**Union des retraités du Comptoir national d'escompte de Paris** transfère son siège social du 1, rue Barbançon, Clermont-Ferrand, au Comptoir national d'escompte de Paris, 15, rue Richer, à Paris.

25 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. Le **Centre d'étude pour le ruralisme et l'aménagement des campagnes (C. E. R. A. C.)** transfère son siège social du 89, rue de Monceau, Paris, au 22, boulevard de Latour-Maubourg, Paris.

27 mai 1961. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. Le Galia-Club perpignanais, le Racing-Club perpignanais et le Basket H. B. M. Saint-Mathieu Perpignan fusionnent et prennent le titre d'**Association sportive perpignanaise.** Nouveau but : pratique et développement de l'éducation physique et des sports, notamment de l'athlétisme, du basket ball, de la boxe, du football association, du hand-ball, du rugby, du ski, du tennis, du volley-ball, de la voile, ainsi que la création d'un centre de loisirs et plein air. Siège social : café de la Poste, 2, rue du Castillet, Perpignan

31 mai 1961. Déclaration à la préfecture de la Loire-Atlantique. Le **Bouling-Club de Porte-Chaise** transfère son siège social du café Porte-Chaise, 22, route de la Libération, Saint-Sébastien-sur-Loire, au café des Tonnelles, 86, route de Saint-Sébastien, Nantes.

## ASSOCIATIONS ETRANGERES

### AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

27 décembre 1960. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 27 mai 1961.) **Rommel « Arts ».** But : développement du rayonnement des arts par leur coopération. Siège social : 53, avenue du Général-Leclerc, Bourg-la-Reine.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.